

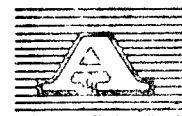
NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE

UN LIBRARY

NOV 8 1976



UN/SA COLLECTION



Distr.
GENERALE

A/C.3/31/6/Add.1
28 octobre 1976

FRANCAIS

ORIGINAL : ESPAGNOL/
FRANCAIS

Trente et unième session
TROISIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Protection des droits de l'homme au Chili

Le présent additif contient les annexes aux "Observations du Gouvernement chilien sur le rapport du Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme au Chili" que le représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies a communiquées au Secrétaire général par une lettre en date du 26 octobre 1976./

TABLE DES MATIERES

<u>Annexes</u>	<u>Pages</u>
1. Note du 5 août 1976, par laquelle la Mission permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies et des organismes internationaux ayant leur siège à Genève, fait part à nouveau à la Division des droits de l'homme de la volonté du Gouvernement chilien de continuer à fournir les renseignements qui lui seront demandés et qui peuvent être utiles pour permettre au Groupe de travail spécial de s'acquitter de manière objective, véridique et sérieuse de la mission qui lui a été confiée	7
2. Liste des stations de radiodiffusion étrangères qui diffusent des programmes portant atteinte à la sécurité du pays et qui, au moyen d'une campagne systématique et organisée, cherchent à amener le renversement du gouvernement	9
3. Acte constitutionnel No 1, en date du 31 décembre 1975, portant création du Conseil d'Etat	11
4. Discours prononcés par le général Pinochet, président de la République, et par M. Jorge Alessandri, président du Conseil d'Etat et ancien président de la République, le 14 juillet 1976, à l'occasion de la constitution du Conseil d'Etat	14
5. Acte constitutionnel No 2, en date du 11 septembre 1976 : "Bases essentielles des institutions chiliennes"	23
6. Acte constitutionnel No 3, daté du 11 septembre 1976 : "Des droits et devoirs constitutionnels"	26
7. Acte constitutionnel No 4, en date du 11 septembre 1976 : "Etats d'urgence"	40
8. Lettre de réponse datée du 28 mai 1976, adressée à Mgr Carlos Gonzalez Cruchaga, évêque de Talca, par M. le Ministre de l'intérieur, au sujet de 23 personnes détenues dans son diocèse	45
9. Déclaration manuscrite de M. Julio Hernán Maigret Leyton, demeurant 5513, rue Alejandro Fierro, dans laquelle il dément l'affirmation faite dans le rapport	46
10. Déclaration manuscrite de M. Luis Lacoste Ossa, demeurant 1587, rue Conferencia, dans laquelle il dément l'affirmation faite dans le rapport	49

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Annexes</u>	<u>Pages</u>
11. Copies du mandat d'arrêt, de l'avis de détention et des mandats de perquisition du domicile et du bureau de M. Hernán Montealegre, qui confirment l'application scrupuleuse de toutes les dispositions législatives en vigueur	52
12. Déclaration faite sous serment par M. et Mme ..., consignée à titre de témoignage dans le Rapport du Groupe de travail. Document dont le caractère anonyme et la teneur s'opposent à ce qu'il soit reçu comme preuve	60
13. Texte de la communication datée du 24 mars 1976, par laquelle la Prefectura Santiago Oriente, 13a. Comisaría, Nuñoa, du Cuerpo de Carabineros de Chile, rend compte au deuxième Tribunal militaire de Santiago du décès de don Patricio Amador Alvarez lors d'un affrontement avec les forces de l'ordre	63
14. Notes datées des 1er et 21 septembre dernier adressées respectivement à M. Ghulam Alí Allana, et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par les Missions permanentes du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève et à New York, concernant le décès de M. Carmelo Soria, ressortissant chilien	65
15. Liste des installations du sous-sol du Palais du Congrès national du Chili, sis à Santiago	68
16. Attestation du Directeur général de la gendarmerie chilienne démentant que le personnel de la Dirección de Inteligencia Nacional (service de renseignements) "ait libre accès aux établissements qui se trouvent sous son autorité"	69
17. Attestation du Sous-Secrétaire d'Etat à la justice, concernant les examens médicaux subis par MM. Patricio Bustos et José Moya lors de la visite du Ministre effectuée au camp de détention de "Cuatro Alamos"	71
18. Déclaration du Président de la Cour suprême au sujet des cas de MM. Manuel Guerrero, José Miguel Moya, Claudio Eugenio Blanco, Francisco Javier Reyes Ortiz et Iván Parvex Alfaro ...	73
19. Attestations du Service de contrôle des frontières concernant Mario Jaime Zamorano, Onofre Jorge Muñoz, Bernardo Araya Zuleta et María Olga Flores Barraza, confirmant leur sortie du territoire national	74
	/...

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Annexes</u>	<u>Pages</u>
20. Rapport concernant huit personnes détenues à Valparaiso	77
21. Extraits de naissance et de casier judiciaire de Jorge Hernán Muller Silva, Ruperto Araneda Torres, Sergio Miguel Maureira Muñoz, Sergio Daniel Tormen Méndez et Ramón Carreño Silva	79
22. Relation des faits concernant la famille Vargas	90
23. Décret No 2077, en date du 24 mai 1975, ordonnant la mise en liberté de Mme Maria Antonieta Castro Ramirez	93
24. Décret No 1911, en date du 13 février 1976, ordonnant l'arrestation de don Jaime Manuel Zurita Campos - Déclaration manuscrite de M. Jaime Manuel Zurita Campos, confirmant sa détention dans le camp de "Tres Alamos"	105
25. Décret No 2244, en date du 11 septembre 1976, portant mise en liberté de 190 détenus, dont Mme Haydée Oberreuter Umazabal et M. Eloy Segundo Ramirez Valenzuela, prétendument disparus - Déclaration manuscrite de Mme Oberreuter par laquelle celle-ci certifie se trouver en liberté et résider à Valparaiso	109
26. Liste des personnes disparues	120
27. Déclaration de la Présidente du Collège des psychologues du Chili au sujet d'articles parus dans la presse étrangère sur la participation d'une prétendue psychologue chilienne exilée, Doña Ana Vasquez, à un congrès de psychologie à Paris	122
28. Déclarations du Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains publiées par la revue chilienne "El Cronista", au sujet de l'état des détenus	126
29. Déclarations manuscrites par lesquelles MM. Iván Adolfo Parvex, Carlos Raúl Gonzalez, León Renato Huerta, Eduardo Francisco Reyes, Juan Ernesto Segura et José Miguel Moya nient avoir signé le moindre contrat avec la Dirección de Inteligencia Nacional	135
30. Texte de l'article publié le 17 septembre 1976 dans le journal genevois "Voix Ouvrière", où il est rendu compte d'une conversation téléphonique entre le maire de Naples et le détenu Luis Corvalan	147

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Annexes</u>	<u>Pages</u>
31. Texte des arrêts de la Cour d'appel de Santiago et de la Cour suprême de justice du Chili concernant les recours d'amparo formés au nom de MM. Eugenio Valasco et Jaime Castillo	149
32. Réponse de la Cour suprême à la pétition d'un groupe de personnes en date du 18 août 1976 reproduite à l'annexe 23 du rapport	162
33. Curriculum vitae des membres de la Cour suprême du Chili	167
34. Effectif des universités chiliennes	170
35. Décret No 19 du Ministère de l'éducation publique, en date du 14 janvier 1976. Il ressort à la lecture du texte intégral que l'interprétation de l'intervention de l'Etat dans toutes les initiatives culturelles qui est donnée dans le rapport est erronée ...	171
36. Texte de la note, datée du 15 octobre 1976, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans laquelle est reproduit le démenti du Département de l'opinion publique de l'archevêché de Santiago au sujet de déclarations attribuées au cardinal Don Raúl Silva Henríquez et parues dans une publication européenne	174

Annexe 1

Note du 5 août 1976, par laquelle la Mission permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies et des organismes internationaux ayant leur siège à Genève fait part à nouveau à la Division des droits de l'homme de la volonté du Gouvernement chilien de continuer à fournir les renseignements qui lui seront demandés et qui peuvent être utiles pour permettre au Groupe de travail spécial de s'acquitter de manière objective, véridique et sérieuse de la mission qui lui a été confiée

La Mission permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies et des organismes internationaux ayant leur siège à Genève présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (Division des droits de l'homme) et a l'honneur de se référer aux divers renseignements communiqués par le Gouvernement chilien en ce qui concerne les droits de l'homme.

Les renseignements communiqués par les notes 703, 705, 779, 786, 946, 947, 949, 950, 951 et 990 ont trait à divers aspects de la vie politique et économique du Chili, tant sur le plan international que sur le plan national, ainsi qu'aux modalités d'application des mesures de protection des détenus, des commutations de peine et des mises en liberté.

Pour ce qui est de la politique et de l'économie internes, des renseignements ont été fournis au sujet de divers actes constitutionnels, la création du Conseil d'Etat, de sa constitution et de ses premières séances, des discours prononcés ou des opinions formulées par les deux anciens Présidents de la République, MM. Alessandri y González Videla, du discours prononcé par le Président de la République, etc.. De même, la Division des droits de l'homme a pu trouver dans les publications économiques nationales qui lui ont été communiquées, des renseignements sur l'état actuel de l'économie et des finances publiques, la planification économique, la dette extérieure, la balance commerciale et la balance des paiements, la situation de l'industrie, l'emploi, l'application du plan, l'attention portée aux questions sociales, l'emploi minimum, etc..

Des renseignements ont également été communiqués au sujet des dernières mesures adoptées, à savoir, la réévaluation de la monnaie nationale, le peso et ses conséquences aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. (Voir note 949 du 2 juillet 1976).

En ce qui concerne la politique étrangère et le commerce extérieur, le Gouvernement chilien a communiqué à la Division des droits de l'homme, par l'intermédiaire de sa délégation, des renseignements concernant le déroulement, la conclusion et les répercussions de la récente Assemblée générale de l'OEA à Santiago, ainsi que les commentaires qu'elle a suscités, y compris le texte du rapport de la CIDH sur les droits de l'homme au Chili, la réponse du Gouvernement, le débat général, la lettre adressée aux représentants étrangers par cinq avocats, les opinions sur la situation au Chili, communiquées aux divers moyens de communications sociales par des ministres et représentants, etc. Aux notes susmentionnées étaient joints également le texte des discours prononcés à Washington devant la CEPCIES par le Ministre des finances, M. George J. Cavas, et par le Ministre de la planification nationale, M. Roberto Kelly, ainsi que les observations auxquelles ils ont donné lieu de la part des représentants de la CEPCIES, de la BID, de la BIRD,

/...

du FMI, de l'AID et de Corfo Andina. Ces documents et ces observations reflètent fidèlement la situation au Chili dans les domaines économique, financier et monétaire.

C'est dans le même esprit que nous avons joint divers documents dignes d'intérêt, par exemple le texte du discours prononcé devant le Sénat des Etats-Unis par l'un de ses membres pour rendre compte de ce qui s'est passé au Chili entre 1970 et 1973 et de la situation dans laquelle le pays s'est ensuite trouvé.

Des renseignements ont également été fournis sur les mises en liberté qui ont été ordonnées, y compris le nombre et le nom des personnes libérées, les commutations de peine, les visites du Ministre de la justice et du Président de la Cour suprême aux camps de détenus, la visite de M. Orfila, Secrétaire général de l'OEA, et les observations qu'il a formulées à cette occasion.

Le Gouvernement chilien a fourni ainsi, de sa propre initiative à la Division des droits de l'homme, des renseignements complets et détaillés sur la situation au Chili et sur les événements les plus notables, y compris lorsqu'on le lui a demandé, les renseignements pertinents sur des cas individuels.

La Mission permanente du Chili est certaine, comme elle l'a déclaré dans diverses notes précédentes, que les renseignements communiqués seront d'une grande utilité pour éclairer de façon définitive, la situation des droits de l'homme au Chili, qui a été complètement défigurée par une campagne internationale intéressée.

La Mission permanente du Chili, tout en rappelant à la Division des droits de l'homme qu'elle est prête à continuer à fournir les renseignements qui lui seront demandés et qui peuvent être utiles pour permettre au groupe de travail spécial de s'acquitter de manière objective, véridique et sérieuse de la mission qui lui a été confiée, saisit cette occasion pour renouveler au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (Division des droits de l'homme) l'assurance de sa très haute considération.

Genève, le 5 août 1976.

Annexe 2

Liste des stations de radiodiffusion étrangères qui diffusent des programmes portant atteinte à la sécurité du pays et qui, au moyen d'une campagne systématique et organisée, cherchent à amener le renversement du gouvernement

Ci-dessous figure la liste des stations de radiodiffusion qui diffusent des programmes portant atteinte à la sécurité du pays et cherchent à amener le renversement du gouvernement en ayant recours à une campagne systématique et organisée, menée aux heures et sur les fréquences indiquées ci-après :

BANDES m.	FREQUENCES kHz	DESIGNATION DES STATIONS	PAYS	HEURE CHILIENNE
16	17 780	Radio Moscou	URSS	18 h 30
16	17 790			18 h 30
10	15 150			19 heures
19	15 180			19 heures
19	15 210			19 h 30
25	11 790			19 h 30
25	11 960			20 heures
25	11 960			20 h 30
31	9 665			20 h 30
31	9 685			21 heures
31	9 600			21 heures
41	7 340			18 h 30
41	7 241			18 h 30
41	7 150			18 h 30
41	7 170			18 h 30
31	9 535	Radio paix et progrès	URSS	21 h 30
41	7 241			21 h 30
25	12 190	Radio Magellan	URSS	22 heures
31	9 535			22 heures
41	7 241			22 heures
31	9 500	Radio inter- nationale de Berlin	RDA	20 heures
31	9 620			20 heures
31	9 645			20 h 15
31	9 720			20 h 15
49	5 955			20 h 45
49	6 040			20 h 45

BANDES m.	FREQUENCES kHz	DESIGNATION DES STATIONS	PAYS	HEURE CHILIENNE
41	7 345	Radio Prague	Tchécoslovaquie	24 heures
31	9 630			24 heures
16	10 750	Radio	Cuba	
16	17 705	La Havane		
19	15 530			
25	11 960			
25	11 760			
31	9 680			
25	11 534	Radio Corée	République populaire	5 heures
31	9 420		démocratique de Corée	5 heures

/...

Annexe 3

Acte constitutionnel No 1, en date du 31 décembre 1975, portant
création du Conseil d'Etat

Santiago, le 31 décembre 1975.

Considérant :

1. Que le Président de la République est chargé, par mandat constitutionnel, d'administrer et de gouverner l'Etat;
2. Que les problèmes que le chef suprême de la nation doit résoudre dans l'exercice de ces fonctions sont, de par leur nature, multiples et complexes;
3. Qu'il convient que pour les questions présentant un intérêt capital pour la nation et lorsqu'il le juge nécessaire, le Président de la République puisse disposer de l'avis ou des recommandations d'un conseil consultatif constitué au niveau le plus élevé, largement représentatif sur le plan national, et spécialement composé de personnes qualifiées, ayant de vastes compétences et une grande expérience, et dont le prestige et la droiture soient reconnus;
4. Que la création d'un conseil d'Etat ayant ces caractéristiques répond en outre à l'objectif du gouvernement, qui est d'encourager les différents secteurs de la communauté à s'intéresser et à participer à l'étude et au règlement des grands problèmes nationaux;
5. Qu'il faut atteindre les objectifs visés sans porter atteinte aux prérogatives et aux pouvoirs de décision du Président de la République;
6. Que la junte de gouvernement a fait connaître son intention d'élaborer des actes constitutionnels aux fins de mettre progressivement en oeuvre les règles organiques qui répondent à l'évolution de la réalité nationale et servent de base à la structure institutionnelle fondamentale et définitive de la République;

Vu : les dispositions des décrets-lois Nos 1 et 128 de 1973 et les décrets-lois 527 et 788 de 1974,

La junte de gouvernement, agissant dans l'exercice du pouvoir constitutionnel, édicte le décret-loi suivant qui constituera l'Acte constitutionnel No 1,

Décret-loi :

ARTICLE PREMIER. Il est créé un Conseil d'Etat qui sera l'organe consultatif suprême du Président de la République pour les questions touchant le gouvernement et l'administration civile.

/...

ARTICLE 2. Le Conseil d'Etat se composera des anciens présidents de la République, qui seront membres de droit, et des personnes ci-après, désignées par le Président de la République :

- a) Un ancien Président de la Cour suprême;
- b) Un ancien Contrôleur général de la République;
- c) Un ancien Commandant en chef de l'armée de terre;
- d) Un ancien Commandant en chef de la marine;
- e) Un ancien Commandant en chef des forces aériennes;
- f) Un ancien Directeur général des Carabineros;
- g) Un ancien Ministre des affaires étrangères;
- h) Un ancien diplomate ayant qualité ou rang d'ambassadeur;
- i) Un ancien Recteur des Universités de l'Etat ou d'une université reconnue par l'Etat;
- j) Un professeur ou ancien professeur à la Faculté de droit d'une des universités visées à l'alinéa ci-dessus;
- k) Un professeur ou ancien professeur à la Faculté des sciences économiques d'une des universités visées à l'alinéa i);
- l) Un représentant des associations professionnelles;
- m) Un représentant du patronat;
- n) Un travailleur, employé ou ouvrier, représentant les salariés;
- o) Un représentant d'une organisation féminine;
- p) Un représentant de la jeunesse.

Les personnes visées aux alinéas c), d), e) et f) seront désignées par le Président de la République sur proposition du Commandant en chef de l'arme considéré ou du Directeur général des Carabineros, selon le cas.

Les personnes visées aux alinéas g), h) et i) devront avoir exercé leurs fonctions respectives pendant au moins un an et les personnes visées aux alinéas j) et k) devront avoir été titulaires d'une chaire pendant cinq ans au moins

ARTICLE 3. Les conseillers sont nommés par le Président de la République pour une période de trois ans. Leur mandat pourra être renouvelé et ils demeureront en fonction aussi longtemps qu'ils jouiront de la confiance du Président de la République.

Le Conseil d'Etat aura un président et un vice-président que le Président de la République choisira parmi les membres dudit conseil.

ARTICLE 4. Le Président de la République pourra solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur les questions suivantes :

- a) Projets de réforme constitutionnelle;
- b) Projets de lois ou aspects déterminés des projets de lois relatifs à des questions importantes de caractère économique, financier, fiscal, administratif ou social;
- c) Conclusions de traités ou d'accords internationaux d'importance capitale pour le pays;
- d) Accord, contrats et négociations qui, compte tenu de leur nature, peuvent porter atteinte au crédit de l'Etat ou nuire à ses intérêts; et
- e) Sur tous autres sujets d'importance nationale.

ARTICLE 5. Les conseillers d'Etat ne pourront être poursuivis pour les opinions qu'ils professent et pour la façon dont ils votent aux séances du Conseil.

ARTICLE 6. Les règles fondamentales régissant le fonctionnement du Conseil d'Etat, ainsi que le personnel dont il disposera et le montant de sa rémunération, seront fixés par décret-loi.

Les autres dispositions touchant l'organisation interne et le fonctionnement du Conseil d'Etat feront l'objet d'un règlement élaboré par le Conseil d'Etat lui-même.

Le présent Acte sera enregistré auprès du Contrôleur général de la République, publié au Journal Officiel et inséré dans le Recueil officiel tenu par ledit contrôleur. AUGUSTO PINOCHET UGARTE, général d'armée, Président de la République. JOSE T. MERINO CASTRO, amiral, commandant en chef de la marine. GUSTAVO LEIGH GUZMAN, général d'armée aérienne, commandant en chef des forces aériennes. CESAR MENDOZA DURAN, général, directeur général des Carabineros.

Annexe 4

Discours prononcés par le général Pinochet, président de la République
et par M. Jorge Alessandri, président du Conseil d'Etat et ancien
président de la République, le 14 juillet 1976, à l'occasion de
la constitution du Conseil d'Etat

1. Discours du Président de la République

Les commissions législatives qui fourniront aux membres de la Junte militaire l'assistance technique nécessaire pour l'étude des lois de la République ayant été constituées, j'ai tenu à inaugurer aujourd'hui solennellement et officiellement le Conseil d'Etat, corps consultatif au service du Président de la République.

Par la même occasion, j'exposerai aux membres éminents qui composeront l'organe consultatif de plus haut niveau dont disposera l'Exécutif les lignes générales de son fonctionnement, et je soulignerai à l'intention du pays tout entier l'importance exceptionnelle que revêt un tel organe pour la vie de la nation.

Tournons-nous vers le passé et rappelons-nous l'une des premières décisions que le régime actuel a prises pour sanctionner la libération nationale, le 11 septembre 1973, alors que les forces armées combattaient encore dans les rues face aux extrémistes qui cherchaient à jeter le pays dans la guerre civile.

Dans ces jours difficiles, le gouvernement que je dirige a nommé une commission de juristes éminents, dont l'esprit démocratique ne saurait être mis en doute, qu'il a chargée de préparer l'avant-projet d'une nouvelle constitution politique de l'Etat.

Le nouveau gouvernement a, dès la première heure, clairement perçu que les institutions chiliennes en vigueur, dépassées par les événements, étaient définitivement périmées. Si au cours des années noires du gouvernement de l'Unité populaire, notre Charte fondamentale n'avait subi qu'une défaillance soudaine et occasionnelle, il aurait été pensable de ne constituer qu'un nouveau gouvernement réformateur, dans le respect du droit pour rétablir un ordre institutionnel trahi mais encore debout.

Mais quand les coups portés aux institutions d'un pays en arrivent à ébranler le fondement même de l'union nationale, quand la tension politique et le complet chaos moral, économique et social mènent le pays au bord de la guerre civile, il est clair qu'il n'y a plus d'institutions qui tiennent, puisque cette situation résulte de leur incapacité à résoudre par les moyens qu'elles avaient elles-mêmes définis, des problèmes qui menacent l'existence de l'Etat en tant qu'expression organique de la nation.

C'est bien ce qu'ont compris les Chiliens sensés, lorsqu'ils ont fait appel aux forces armées pour qu'elles assument le pouvoir en septembre 1973, afin de détourner de notre patrie les périls qui menaçaient d'étouffer le génie même de la nation qui est par essence libéral.

/...

Tous ont bien compris que le marxisme était l'ennemi juré de la démocratie et de la liberté, se fondant sur une philosophie perverse contre laquelle nous avions le devoir de nous organiser pour nous défendre.

Le marxisme-léninisme camoufle adroitement le fait qu'il est agression totalitaire, conscient que la voie de la lutte ouverte et directe lui est interdite, mais qu'il peut continuer son action destructive par des chemins détournés. Il s'emploie à cette fin à répandre et à exploiter une polarisation artificielle entre la gauche et la droite, entre le fascisme et le communisme, alors qu'en réalité, l'alternative c'est le totalitarisme ou la liberté.

Néanmoins, certains parlent encore d'un prétendu "retour à la démocratie", ce par quoi ils ne font que servir directement ou indirectement le marxisme-léninisme, utilisant d'ailleurs des termes équivoques, impropres et sans doute intéressés.

Le Mouvement du 11 septembre n'a entraîné ni la destruction ni la suspension de notre vie démocratique; il a au contraire paré à l'effondrement presque total auquel d'autres nous avaient conduits; les mesures qui ont été prises, si dures qu'elles puissent paraître, ont été adoptées dans le but exprès de sauver l'essence même de la démocratie chilienne, orgueil de la nation tout entière.

D'ailleurs, le Mouvement du 11 septembre n'a pas eu et ne pouvait avoir pour objet de revenir à un passé qui était mort sous le poids de ses propres échecs; il nous revenait donc d'entamer une autre étape historique de la vie nationale, la tâche impérieuse du nouveau régime étant de créer de nouvelles institutions, conformes à une "démocratie nouvelle" capable de résister à l'agression totalitaire du marxisme-léninisme sous toutes ses formes.

La tâche dévolue au nouveau gouvernement nous imposait de réfléchir attentivement, sérieusement et honnêtement aux causes profondes qui avaient entraîné la destruction de nos institutions démocratiques antérieures.

Si je parle des erreurs passées, ce n'est pas dans l'intention mesquine de stigmatiser ou d'offenser quiconque; rien n'est plus loin de mon esprit. Je ne suis animé que de la saine pensée d'exposer avec précision, courage et franchise ce que je considère comme la cause des maux que nous avons soufferts, pour ensuite indiquer sur une base solide quels sont les remèdes les plus efficaces qu'il convient de prendre pour éviter, énergiquement, qu'ils ne se reproduisent à l'avenir.

Comme je l'ai dit en d'autres occasions, la grande faiblesse de notre régime démocratique traditionnel a été que l'application des instruments légaux dont nous disposions n'a pas permis de neutraliser et d'éliminer les deux fléaux majeurs dont souffrait le système national : d'une part la démagogie politique, d'autre part l'action organisée et permanente de ceux qui s'employaient à saper, pour l'anéantir, un système en lequel ils ne croyaient pas, afin de le remplacer par un régime totalitaire de type marxiste-léniniste.

A l'abri de normes constitutionnelles ambiguës ou insuffisantes, nous avons peu à peu perdu de vue qu'il nous fallait concevoir l'avenir du Chili en fonction d'un objectif national, et la vie publique s'est transformée en une école de pratiques politiques vicieuses, nées de la multiplication des partis pour lesquels la lutte pour le pouvoir constituait une fin en soi, cette lutte étant conçue non plus comme le moyen de servir le bien public mais comme un instrument permettant d'assurer des privilèges injustes aux membres de son parti ou à sa clientèle électorale.

Cette situation s'est aggravée de façon critique pendant les dix années qui ont précédé 1973.

De fait, le pays offrait un terrain de jour en jour plus fertile à l'action subversive de ceux qui, guidés par l'utopie totalitaire et matérialiste la plus dévastatrice que l'histoire ait jamais connue, se sont peu à peu infiltrés dans le corps social, jusqu'à parvenir au pouvoir en 1970.

Trois années plus tard, le Chili libéré de ce qui semble être aujourd'hui un lointain cauchemar a vu resurgir les vertus et les valeurs spirituelles qui vivaient toujours dans notre peuple, au plus profond de son âme, et la nation a commencé à se ressaisir.

On ne soulignera, à mon avis, jamais assez, en effet, qu'il n'est pas de structures politiques, économiques ou sociales qui vaillent, pour aussi parfaites qu'elles soient en théorie, si elles ne sont pas fécondées par la conduite des gouvernements et des gouvernés, réglée sur de solides principes moraux auxquels l'ensemble des citoyens puissent justement s'identifier.

C'est de ces convictions communes que doivent se nourrir les institutions si l'on veut qu'elles fonctionnent et qu'elles se perpétuent.

La nouvelle démocratie que nous édifions à l'heure actuelle, qui répond à un principe authentiquement nationaliste, est précisément orientée dans ce sens ainsi qu'il ressort de la Déclaration de principes du présent gouvernement.

La foi en ces principes exige une volonté dynamique et créatrice, car c'est leur raison d'être, à savoir la liberté de l'homme, qui est aujourd'hui menacée de destruction par les formes modernes d'esclavage collectif, dans lesquelles un Etat tout puissant asservit l'homme en le subordonnant à la masse.

Le renforcement du principe d'autorité, et en particulier des pouvoirs propres à un régime présidentiel, est une nécessité première en ce monde moderne, car la défense de la légalité et de la démocratie exige aujourd'hui des armes efficaces permettant de résister à l'action délétère des forces totalitaires.

C'est toujours dans le même dessein d'affermir la liberté, que l'on entend renforcer les corps intermédiaires de la société, organisés selon un axe territorial ou fonctionnel, car c'est de leur vitalité et de leur autonomie légitime face à l'Etat, que dépendra l'édification d'une société de participation véritable, capable de résister à l'emprise de l'étatisme.

/...

Une nouvelle démocratie dotée des caractéristiques que je viens d'indiquer, pourra s'épanouir de façon organisée, grâce à l'émergence des futures articulations du pouvoir politique - que nous avons définies dans le document traitant de l'objectif national.

Nous avons prévu pour cela la participation de partis politiques et de groupes ou de personnes indépendantes qui constitueront des courants d'opinion dont le poids ne pourra être fonction que de la qualité de ceux d'entre leurs membres qui visent à accéder aux fonctions publiques et du sérieux de leurs prises de position, dans la théorie comme dans la pratique.

A ceux qui demandent qu'on leur précise à quel moment cette nouvelle démocratie deviendra pleinement réalité, nous disons que leur impatience, outre qu'elle compromet le processus de redressement national dans lequel nous sommes engagés, est tout à fait injustifiée, car il semble qu'ils méconnaissent ainsi que la démocratie nouvelle a déjà commencé d'exister et qu'elle se renforce progressivement, au fur et à mesure que les conditions s'y prêtent.

Aurait-il été possible, par exemple, de constituer ce Conseil d'Etat dès l'instant de la libération nationale ?

Certainement pas, car les passions et l'effervescence étaient alors à leur comble; tandis qu'aujourd'hui, la création du Conseil d'Etat apparaît comme une action fondée et opportune, ce qui témoigne éloquemment du fait que notre pays a recommencé à vivre en démocratie et à fonctionner normalement.

Cependant, on ne saurait avancer dans cette voie que progressivement et prudemment, à la fois pour garantir que la transformation des institutions reste en harmonie avec l'évolution profonde que subit notre société, et pour éviter de nous découvrir imprudemment devant l'appareil marxiste-léniniste, toujours prêt à s'infiltrer pour venir saper tout édifice juridique ou social construit par le monde libre.

Ce jour qui marque l'inauguration officielle et l'entrée en fonctions de ce Conseil d'Etat est un jalon historique dans la voie qui nous conduit vers la plénitude d'une démocratie nouvelle.

La légitimité profonde de cet organe est indiscutable à la fois parce qu'elle procède de la légitimité originelle du Mouvement du 11 septembre et parce que le Conseil d'Etat acquiert un caractère éminent dans la mesure où il annonce les organes législatifs à venir.

La complexité des problèmes modernes et la situation d'urgence dans laquelle se trouve le pays font que le Président de la République a besoin des services d'un corps consultatif éminemment compétent et indépendant qui puisse éclairer de son jugement les décisions les plus importantes, sur lesquelles le Chef de l'Etat jugera bon de faire appel à ses précieux conseils.

C'est le cours des événements qui déterminera la nature et la fréquence des consultations, mais les Conseillers peuvent être assurés qu'elles porteront toujours sur des questions de véritable importance pour la vie de la nation.

/...

Messieurs les Conseillers d'Etat :

Je tiens en cette solennelle occasion à vous remercier chacun en particulier d'avoir bien voulu accepter les hautes responsabilités qui vous sont confiées.

Le destin a permis que la présidence et la vice-présidence de ce Conseil d'Etat reviennent à deux de mes plus illustres prédécesseurs aux fonctions suprêmes du Chef de l'Etat, qui ont jugé qu'il était de leur devoir, en cette heure, de mettre au service de la patrie l'expérience acquise alors qu'ils présidaient aux destinées de la République.

Je ne saurais conclure sans rendre hommage à l'ardeur inlassable et à l'abnégation avec lesquelles M. Jorge Alessandri Rodríguez a lutté contre la démagogie tout au long d'une vie publique sans tache, ainsi qu'au courage et à la lucidité remarquables grâce auxquels M. Gabriel González Videla a pu démasquer et combattre le péril communiste. La présence de ces éminents hommes d'Etat aux côtés de celui qui vous parle, prouve de la manière la plus éclatante que les combats qu'ils ont livrés ne l'ont pas été en vain, et qu'après bien des incertitudes et des angoisses aujourd'hui heureusement surmontées, leur oeuvre porte enfin ses fruits pour le bien de la patrie.

A cela s'ajoute votre généreux concours, Messieurs les Conseillers, qui avez été librement désignés en raison de vos vertus patriotiques et de votre sens de l'honneur comme aussi du fait que vous représentiez le meilleur de nos traditions sociales et républicaines.

Votre présence, outre qu'elle témoigne éloquemment que l'intégration du pouvoir militaire et du pouvoir civil ne font qu'un, démontre bien que le régime qui assume résolument à la fois son caractère novateur et sa volonté de retourner aux sources, est l'héritier, sans solution de continuité, de la tradition nationale authentique et qu'il sait reconnaître ceux dans lesquels s'incarne cette tradition.

Je suis convaincu qu'au-delà de ma propre reconnaissance, c'est l'histoire qui consacrera le patriotisme dont vous avez fait preuve lorsque, oublieux de tout intérêt personnel et en dépit parfois d'attachements aux partisans anciens qui cèdent aujourd'hui le pas - ce dont d'aucuns croient pouvoir vous faire grief - devant un impératif supérieur, vous avez su assumer les responsabilités que vous imposent les circonstances et répondre à l'appel sacré de la patrie.

Que Dieu vous éclaire dans l'accomplissement de vos hautes fonctions et qu'il nous vienne en aide pour que tous nous puissions mener le Chili vers un destin de liberté, de justice et de grandeur.

/...

2. Discours de M. Jorge Alessandri Rodriguez, président du Conseil d'Etat et ancien président de la République

Monsieur le Président de la République, Messieurs les membres du Conseil de gouvernement, Monsieur le Président de la Cour suprême, Eminence, Messieurs les membres de missions diplomatiques, Messieurs les Ministres d'Etat, Messieurs les représentants des autorités civiles et militaires, Mesdames, Messieurs :

Monsieur le Président de la République a terminé le brillant discours que nous venons d'entendre par des paroles flatteuses pour ceux qui font partie de ce Conseil d'Etat. Au nom de tous mes collègues et en mon nom propre, je voudrais le remercier de ses paroles si généreuses ainsi que de la confiance et de l'honneur que nous a faits le Gouvernement suprême en nous désignant comme membres de cette haute institution.

Dans son discours, M. le Président a émis des opinions et indiqué des objectifs qui nous obligent à redoubler d'efforts pour nous rendre dignes de la confiance qui nous est faite et pour contribuer à réaliser pleinement ses nobles objectifs.

J'aurais vivement désiré consulter au préalable tous les conseillers d'Etat afin que les idées que je vais exposer aujourd'hui expriment la pensée de tous. Malheureusement, vu les circonstances, cela ne m'a pas été possible et, en conséquence, mes paroles n'exprimeront que mes opinions personnelles.

Il est un fait que toute tentative destinée à donner vie à une nouvelle institution éveille des critiques violentes et injustifiées. Il n'est donc pas étonnant que la création de ce Conseil ait suscité également certaines attaques.

Ainsi, l'approbation de la Constitution de 1925 a été soumise à un plébiscite mais il s'agissait d'un ensemble constitutionnel complet. Bien que son approbation comportât implicitement l'appel à des élections présidentielles et législatives, ce plébiscite fut publiquement rejeté par tous les partis politiques qui ordonnèrent à leurs membres de s'abstenir parce que ce mode de scrutin n'était pas conforme aux formules constitutionnelles.

Pour moi, en revanche, la création de ce Conseil représente un pas significatif du gouvernement qui montre son désir d'élargir le champ d'action de ceux qui jusqu'ici sont intervenus dans les décisions à adopter. Elle exige le concours de personnes qui, par leur participation passée ou présente aux activités publiques ou privées, peuvent apporter leur expérience, quand le Président de la République le juge utile, au sujet des questions qu'il soumet à ce Conseil.

Ceci met en évidence l'intention qui anime le Gouvernement suprême de promouvoir l'établissement progressif de la nouvelle institution parce qu'il serait fatal de revenir à un système qui nous a menés au bord de l'abîme.

/...

La différence que le Président de la République fait entre les événements du 11 septembre et une défaillance soudaine et occasionnelle de la Constitution politique me paraît très heureuse. Il est possible de remédier, comme il l'a dit, à cette dernière grâce à l'instauration d'un nouveau gouvernement respectueux du droit, chargé de rétablir le pouvoir d'un système institutionnel qui a été simplement trahi. La désagrégation complète à partir des bases mêmes des institutions juridiques en vigueur est certainement très différente car un tel désastre entraîne inévitablement la nécessité de construire une nouvelle institution également à partir de la base.

Le mal était très profond, si profond et si palpable que tous ceux qui ont suivi de près nos affaires politiques pouvaient constater vers où nous nous acheminions.

Pendant des années, j'ai signalé inlassablement que le régime constitutionnel et les pratiques politiques en vigueur allaient à l'encontre des solutions que l'on cherchait afin de parvenir à une situation économique plus juste vu que les problèmes sociaux ne pouvaient trouver de solution satisfaisante, spécialement pour les plus démunis, que grâce à une croissance économique accélérée que ce régime et ces pratiques rendaient impossible. Les douloureuses expériences vécues par notre pays ont montré la véracité de cette assertion.

Avant d'être Président de la République, et après, comme membre du gouvernement, j'ai signalé publiquement, à maintes reprises, comme un danger fatal, l'effondrement imminent de notre vie constitutionnelle si l'on continuait dans la voie que le pays suivait alors.

Dans ma jeunesse j'ai pu apprécier par moi-même les misères que de telles crises entraînaient pour de nombreux groupes de citoyens et c'est pourquoi j'ai senti l'obligation impérieuse de m'efforcer de l'éviter.

C'est de là que vient également mon insistance à promouvoir des changements dans nos normes constitutionnelles qui puissent mettre un terme aux pratiques politiques pernicieuses.

Je fus violemment attaqué, mais les maux que je signalais étaient si réels que mon successeur dut recourir aux méthodes que j'utilisais pour me défendre des initiatives parlementaires destructrices et, qui plus est, il demanda et obtint l'approbation d'un grand nombre des réformes que je préconisais et qui avaient été tant combattues lorsque je les avais proposées.

Ceci montre que les partis n'avaient pas eu une idée claire du principal problème politique chilien : créer une nouvelle institution qui aurait permis de vivre en liberté, sans danger pour la stabilité de notre économie et sans risque de mener le pays au chaos.

Il est nécessaire de réviser franchement certains concepts fondamentaux dont l'interprétation, comme l'a montré l'expérience, est arrivée à des limites gravement préjudiciables au bien commun. Tel est le cas de la liberté de la presse mal comprise.

/...

Personne n'a oublié les nombreuses années que nous avons vécues dans une atmosphère asphyxiante de grossièretés et de calomnies publiées par une certaine presse qui se faisait un plaisir d'employer le plus grossier des langages. D'autre part, nous constatons aujourd'hui que même des quotidiens importants de pays démocratiques diffusent une image de ce qui se passe dans notre pays qui est non seulement absolument erronée mais calomniatrice. Cela n'a rien d'étonnant si nous considérons qu'à l'intérieur du pays nos propres structures fondamentales sont minées.

A ce sujet, je crois qu'il est bon de rappeler ce que disait le grand juriste de notre Amérique, don Andrés Bello, au sujet de l'obligation de protéger l'honneur des individus : "Rien n'est plus préjudiciable à la liberté que la licence et rien n'est plus préjudiciable à la libre discussion des mesures et des affaires publiques que des attaques sans frein à la réputation d'un individu. Etant novices dans la jouissance des droits et des garanties d'un gouvernement populaire, il n'est pas étonnant que nous nous laissions égarer en ce qui concerne leur application et leur exercice et que, incertains quant à la ligne de démarcation entre ce que les lois doivent permettre et ce qu'elles doivent interdire, nous croyons qu'elles en restreignent et en entravent l'exercice alors qu'elles ne font qu'en réprimer les abus."

L'éminent juriste ajoutait : "La possession d'une bonne réputation serait-elle moins sacrée que celle de biens matériels? Les coups portés à la réputation sont-ils moins douloureux? Le législateur est donc obligé de prévenir et de corriger cette sorte d'offenses avec autant de soin que les autres et il manquerait à sa mission s'il laissait la réputation et la respectabilité sociale des citoyens exposées aux outrages de la médisance au même titre que s'il laissait leur vie et leurs biens à la merci des voleurs et des assassins."

Un autre élément que j'estime indispensable d'introduire dans la future organisation démocratique est celui qui a trait aux charges électives.

Pour occuper un emploi modeste, quel qu'il soit, dans l'administration publique, il faut répondre à certaines conditions. Il serait scandaleux que l'on n'exige pas également de ceux qui sont appelés à des fonctions de représentation grâce au suffrage universel qu'ils fassent la preuve qu'ils ont les capacités nécessaires pour s'en acquitter convenablement.

Dans l'exercice de leurs fonctions, tous les citoyens, jusqu'aux plus hauts magistrats de la République, s'exposent à des sanctions s'ils abusent des droits qu'ils exercent ou s'ils outrepassent leurs fonctions. Il serait donc invraisemblable que les parlementaires soient absolument exempts de toute responsabilité pour le mauvais usage qu'ils peuvent faire de leurs attributions.

Enfin, dans la vie moderne, les syndicats de travailleurs ont pris une énorme importance; la législation qui les concerne doit être modernisée afin de répondre à la réalité actuelle. Les dirigeants syndicaux doivent répondre à certains critères pour pouvoir être élus et être soumis à certaines conditions qui empêchent leur politisation.

/...

Je crois être autorisé à parler comme je le fais. Je suis le fils d'un homme qui rendait un culte permanent à la liberté, ce qui lui a valu, à lui et à sa famille, de grandes peines et de grands découragements. Pour ma part, au cours de ma modeste vie publique et privée, il n'y a rien qui ne m'ait jamais fait dévier de cette voie. En tant que Président, je n'ai jamais abusé des plus légères facultés que la loi m'accordait pour défendre l'ordre public mais l'évidence des bouleversements vers lesquels nous portaient fatalement les débordements des partis m'a poussé à signaler sans cesse que la politicaillerie et la démagogie croissante dans lesquelles nous vivions ne pouvaient continuer.

Avec la même conviction, je proclame aujourd'hui qu'un retour précipité au rétablissement complet de la normale pourrait avoir les conséquences les plus funestes sans une conscience collective des erreurs du passé.

Il est donc inexplicable que, malgré le profond sentiment légaliste de notre pays tant de fois démontré, la grande majorité des pays démocratiques lancent contre lui toutes sortes d'anathèmes parce que l'immense majorité de ses citoyens a commis le crime de demander aux forces armées, modèles sans égal d'abnégation professionnelle, qu'elles les sauvent de l'abîme vers lequel nous nous dirigeons et d'une lutte fratricide sanglante imminente. Ces pays demandent en outre pourquoi nous n'avons pas procédé immédiatement à la normalisation complète des institutions. Ils oublient qu'il est de notoriété publique que de grandes quantités d'armes se trouvent encore dans tout le pays, introduites avec le consentement du gouvernement précédent et que peut-être le nombre de ces armes continue à augmenter grâce à la contrebande à travers nos longues frontières territoriales et maritimes.

Enfin, je crois que la formation de ce Conseil pourra présenter une grande utilité car il contribuera, en plus d'autres buts importants, à rapprocher les divers courants d'opinion pour former une base solide d'unité nationale si indispensable pour l'avenir du pays et pour une normalisation finale.

Tout en respectant la décision de M. Eduardo Frei de ne pas participer à ce Conseil, je la regrette profondément car sa présence aurait été d'une grande utilité pour les buts que j'ai indiqués.

Monsieur le Président, je vous remercie sincèrement de la confiance et de l'honneur que vous m'avez faits en me nommant président de ce Conseil. Vous pouvez être assuré que la sérénité qui a prévalu dans toutes mes activités publiques et qui a augmenté avec les années accompagne le désir de me rendre digne de cette confiance et qu'un profond souci de conciliation guidera tous mes actes.

Mesdames, Messieurs, veuillez m'excuser de vous avoir si longuement exprimé mes opinions personnelles mais, à mesure que s'approche la fin d'une longue vie consacrée au service de la nation, quand pendant toutes ces années il a été possible de connaître les grandeurs et les misères des hommes et des institutions, quand enfin on sent en son coeur le même amour de la patrie que lorsqu'on était jeune, je crois qu'on a le droit de réaffirmer des principes et d'exposer des points de vue qui touchent de si près au progrès spirituel et matériel du Chili.

/...

Annexe 5

Acte constitutionnel No 2, en date du 11 septembre 1976 :
"Bases essentielles des institutions chiliennes"

Santiago, le 11 septembre 1976

Considérant :

1) Que les forces armées et les forces de l'ordre, dans l'accomplissement du devoir essentiel qui leur incombe de sauvegarder la souveraineté de la nation et les valeurs supérieures et permanentes de l'entité chilienne et dans le juste et légitime exercice de cette souveraineté, ont assumé le 11 septembre 1973 la direction de la République afin de préserver l'identité historico-culturelle de la patrie et d'en rétablir la grandeur spirituelle et matérielle;

2) Qu'il faut, pour réaliser des objectifs aussi élevés, donner au pays de nouvelles institutions qui garantissent son destin en tant que nation souveraine et libre et qui permettent à l'évolution et au progrès de se dérouler, avec le dynamisme qu'exige notre époque, dans un régime d'autorité garantissant la liberté et la sécurité de ses habitants;

3) Qu'il est indispensable à cette fin d'en établir les bases fondamentales, auxquelles devra être soumis l'ordonnancement juridique de la nation;

4) Que parmi les valeurs essentielles sur lesquelles reposent ces bases et qui sont énoncées dans la Déclaration des principes de la Junta de Gouvernement du Chili en date du 11 mars 1974, il y a lieu de souligner les suivantes :

a) La conception humaniste chrétienne de l'homme et de la société qui considère l'homme comme un être doté d'une dignité spirituelle et d'une vocation transcendante, dont découlent pour la personne des droits naturels qui sont antérieurs et supérieurs à l'Etat et qui imposent à ce dernier le devoir d'être au service de l'homme et de promouvoir le bien commun;

Selon cette conception, la famille est le noyau fondamental de la société et l'Etat a le devoir de la protéger et de la renforcer, de même qu'il a le devoir de reconnaître les groupes intermédiaires entre l'individu et l'Etat, conformément au principe de l'autorité subsidiaire;

b) Le concept d'unité nationale, qui s'exprime par un désir d'intégration harmonieuse de tous les secteurs de la nation dans la poursuite des grands objectifs énoncés au premier alinéa ci-dessus et qui exclut par conséquent toute conception de nature à fomentier des antagonismes sociaux;

c) Le concept d'Etat de droit, qui suppose un ordre juridique objectif et impersonnel, dont les normes, inspirées d'un sens supérieur de la justice, obligent également les gouvernants et les gouvernés;

d) La conception d'une démocratie nouvelle et solide qui rende possible une participation des membres de la collectivité à la solution des grands problèmes nationaux, et qui soit dotée de mécanismes capables de la défendre contre les ennemis de la liberté, lesquels, sous le couvert d'un pluralisme mal compris, ne prétendent qu'à la détruire;

/...

e) L'existence d'un Etat unitaire, avec une administration fonctionnelle et déconcentrée sur le plan territorial, qui rende possible le développement harmonieux et équilibré des régions et qui permette à la fois à celles-ci de participer au développement d'ensemble du pays;

Vu les dispositions des décrets-lois Nos 1 et 128 de 1973 et 527 et 788 de 1974;

La Junte de gouvernement, dans l'exercice du pouvoir constituant, promulgue ci-après un décret-loi qui aura le caractère d'Acte constitutionnel No 2.

Décret-loi :

Article premier - L'Etat chilien est unitaire. Le pays se divise en régions, et son administration est fonctionnelle et déconcentrée sur le plan territorial.

Article 2 - L'Etat doit promouvoir le bien commun et créer les conditions sociales propres à permettre à chacun des membres de la collectivité nationale d'atteindre le plus haut niveau d'épanouissement spirituel et matériel possible dans le plein respect de la sécurité, de la liberté et de la dignité de l'être humain et de son droit de participer à la vie de la nation avec une égalité de chances.

L'Etat favorise l'intégration harmonieuse de tous les secteurs de la nation. Il rejette par conséquent toute conception de la société de nature à fomentier les antagonismes sociaux.

La famille est le noyau fondamental de la société. L'Etat oeuvre pour la protéger et la renforcer.

L'Etat reconnaît les groupes intermédiaires de la collectivité.

Article 3 - Les pouvoirs de l'Etat et les autorités publiques soumettent leur action aux Actes constitutionnels, à la Constitution et aux lois.

Article 4 - La souveraineté réside essentiellement dans la nation et est exercée conformément à l'Acte constitutif de la Junte de gouvernement et à toutes les règles ayant pu ou pouvant être promulguées conformément audit Acte constitutif.

La souveraineté ne connaît d'autre limite que le respect des droits inhérents à la nature humaine.

Article 5 - Le Chili est une république dont les structures sont celles d'une démocratie nouvelle fondée sur la participation de la collectivité et dotée des mécanismes propres à en assurer la protection, le renforcement et l'autorité.

/...

Article 6 - Les organes de l'Etat agissent régulièrement après l'investiture de leurs membres, dans les limites de leurs compétences et selon les modalités et dans les conditions prescrites par la loi.

Aucun magistrat, aucune personne ni aucun groupe de personnes ne peut s'attribuer, même sous le prétexte de circonstances exceptionnelles, une autorité ou des droits autres que ceux qui lui ont été expressément conférés par les lois.

Tout acte accompli en violation des dispositions du présent article est nul et expose son auteur aux responsabilités et sanctions prévues par la loi.

Article 7 - Les dispositions des Actes constitutionnels ainsi que de la Constitution obligent également les titulaires ou membres des différents organes de l'autorité et les personnes, institutions ou groupes.

La violation de cette règle expose son auteur aux responsabilités et sanctions déterminées par la loi.

Article 8 - La nation a pour emblèmes l'écusson de la République, le drapeau national et l'hymne national.

Article 9 - La mention, dans le présent Acte constitutionnel ou dans d'autres, de la Constitution politique de la République doit être interprétée comme désignant le texte en vigueur le 10 septembre 1973, sous réserve des modifications y ayant été apportées par la suite conformément aux dispositions du décret-loi No 788 de décembre 1974.

Les Actes constitutionnels ne peuvent être modifiés que dans l'exercice du pouvoir constituant et au moyen de réformes expresses devant être incorporées dans le texte.

Article 10 - Il est par les présentes dérogé au chapitre premier, et aux articles 1, 2, 3 et 4 dudit chapitre, de la Constitution politique de la République.

Articles transitoires

Article premier - Le présent Acte constitutionnel entrera en vigueur le 18 septembre 1976.

Article 2 - Dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent Acte, les décrets-lois portant modification de la Constitution politique de la République en ce qui concerne les pouvoirs de l'Etat et l'exercice desdits pouvoirs devront revêtir la forme d'Actes constitutionnels.

Le présent Acte sera enregistré auprès du Contrôleur général de la République, publié au Journal officiel et inséré dans le Recueil officiel tenu par ledit Contrôleur. AUGUSTO PINOCHET UGARTE, Général d'armée, Président de la République. JOSE T. MERINO CASTRO, Amiral, Commandant en chef de la marine. GUSTAVO LEIGH GUZMAN, Général d'armée aérienne, Commandant en chef des forces aériennes. CESAR MENDOZA DURAN, Général, Directeur général des Carabineros.

/...

Annexe 6

Acte constitutionnel No 3, daté du 11 septembre 1976 :
"Des droits et devoirs constitutionnels"

Considérant :

- 1) Que les droits de l'homme étant antérieurs à l'Etat et la vie en société étant la raison d'être de tout ordre juridique, la protection et la garantie des droits fondamentaux de l'être humain constituent nécessairement le fondement essentiel de toute organisation étatique;
- 2) Que la tradition juridique et historique du Chili est conforme à ces principes et révèle une volonté permanente de faire progresser les droits de la personne et les procédures garantissant leur protection effective;
- 3) Que l'amère réalité que le Chili a connue dans les années antérieures au 11 septembre 1973 a cependant démontré la nécessité de renforcer et de faire progresser les droits reconnus dans la Charte de 1925 et d'instituer de nouvelles garanties conformes à la doctrine constitutionnelle contemporaine et aux instruments internationaux qui la consacrent,
- 4) Que, s'agissant desdites garanties, il y a lieu de mettre l'accent sur le droit à la vie et à l'intégrité de la personne, la protection juridique de la vie de l'enfant à naître, l'égalité de droits de l'homme et de la femme, le respect des formes judiciaires et le droit à la défense ainsi que les autres garanties qui réclament une sanction constitutionnelle et réaffirme la valeur de l'homme en tant que cellule fondamentale de notre société;
- 5) Que, par ailleurs, le manque total de considération et de respect à l'égard de la vie privée et de l'honneur des personnes et de leurs familles qui a caractérisé la période politique qui a précédé l'actuel gouvernement rend nécessaire d'envisager cette garantie constitutionnelle sous réserve des mécanismes de protection institués par le présent acte;
- 6) Que la liberté d'opinion et d'information étant parmi celles qui sont primordiales dans le monde d'aujourd'hui, il est nécessaire de la confirmer et de poser les règles indispensables pour éviter que son exercice abusif porte atteinte aux droits de la personne ou aux valeurs supérieures qui régissent la vie de la société;
- 7) Que les détenteurs du pouvoir constituant sont convaincus que, si efficace que soit la protection de la personne humaine, celle-ci n'est satisfaisante que si on assure et on stimule son plein épanouissement dans les diverses étapes de la vie, ce qui rend nécessaire de prévoir, outre la liberté de l'enseignement, le droit à l'éducation et le devoir corrélatif de la dispenser qui incombe à la communauté nationale tout entière, et en premier lieu aux parents qui ont non seulement le droit privilégié d'éduquer leurs enfants, mais aussi, en outre, le devoir de le faire;

/...

8) Que le développement économique et social doit se fonder sur une définition claire et une protection adéquate du droit de propriété et de sa fonction sociale dans la mesure où il contribue à rendre possible l'exercice des libertés publiques;

9) Que les détenteurs du pouvoir constituant ne peuvent non plus ignorer le danger de la contamination de l'environnement lequel, bien que les instruments constitutionnels antérieurs n'en aient pas traité, crée un risque permanent pour la vie et l'épanouissement de l'homme;

10) Que si parfaite que soit une déclaration des droits, ceux-ci sont illusoire si ne sont pas institués les recours nécessaires pour en assurer la protection. D'importance capitale à cet effet est la création d'un nouveau recours de protection des droits de l'homme en général, grâce auquel la protection juridique n'est plus uniquement limitée au droit à la liberté personnelle et au recours d'amparo, mais est étendue aux droits qui, de par leur nature, se prêtent à cette protection;

11) Que pour une meilleure protection de l'ordre juridique envisagé, il est stipulé que personne ne peut invoquer une règle constitutionnelle ou législative pour porter atteinte aux droits reconnus dans le présent acte ou pour attenter à l'intégrité ou au fonctionnement de l'Etat ou du régime établi;

12) Que, pour protéger les valeurs fondamentales sur lesquelles se fonde la société chilienne, il y a lieu de déclarer illicite et contraire à l'ordre institutionnel de la République tout acte de personnes ou de groupes ayant pour objet de diffuser des doctrines qui portent atteinte à la famille, qui préconisent la violence ou une conception de la société fondée sur la lutte des classes ou qui soient contraires au régime établi.

13) Que du fait que la vie en société implique l'existence non seulement de droits mais aussi de devoirs, il y a lieu de prévoir un chapitre qui énonce les devoirs constitutionnels que sont entre autres, le respect du Chili et de ses emblèmes, le devoir d'honorer la patrie et de défendre sa souveraineté et son intégrité, celui de concourir au maintien de la sécurité nationale, celui de se conformer aux actes constitutionnels, à la Constitution et aux lois - et par conséquent d'obéir aux ordres des autorités constituées - celui de contribuer aux dépenses publiques, celui de nourrir, d'éduquer et de protéger les enfants et d'honorer et de secourir les parents, sans préjudice des autres devoirs prescrits par la loi; et

Vu les dispositions des décrets-lois No 1 et 128 de 1973, 527 et 788 de 1974, la junta de gouvernement, dans l'exercice du pouvoir constituant, promulgue le décret-loi ci-après en tant qu'acte constitutionnel No 3 :

/...

CHAPITRE PREMIER

DES DROITS CONSTITUTIONNELS ET DE LEURS GARANTIES

Article premier - Les hommes naissent libres et égaux en dignité. Le présent acte constitutionnel garantit à toutes les personnes :

1. Le droit à la vie et à l'intégrité de la personne, sans préjudice, le cas échéant, de l'application des peines prévues par la loi.

La loi protège la vie de l'enfant à naître.

L'application de toute contrainte illégitime est interdite.

2. L'égalité devant la loi. Il n'y a pas au Chili de personnes ou de groupes privilégiés.

L'homme et la femme jouiront de droits égaux.

Ni la loi ni aucune autorité ne pourront instituer des discriminations arbitraires.

3. L'égale protection de la loi dans l'exercice des droits personnels.

Toute personne a le droit de se défendre devant les tribunaux et aucune autorité ou individu ne pourra empêcher, restreindre ou troubler l'intervention légitime d'un avocat si celle-ci a été demandée. S'agissant des membres des forces armées, des forces de l'ordre et des forces de sécurité publique, le présent droit sera régi, dans les matières d'ordre administratif et disciplinaire, par les règles pertinentes de leurs statuts respectifs.

La loi déterminera les modalités d'octroi de l'assistance judiciaire pour la défense de ceux qui ne peuvent se l'assurer par leurs propres moyens.

Nul ne peut être jugé par des commissions spéciales. Le jugement doit être rendu par le tribunal désigné par la loi, constitué préalablement aux faits en vertu de celle-ci.

Toute sentence d'un organe qui jouit de la juridiction doit se fonder sur un procès préalable conduit dans les formes prescrites par la loi. Il reviendra au législateur d'établir les garanties d'une procédure rationnelle et équitable.

En matière pénale, aucun délit ne sera puni d'une autre peine que celle prévue dans une loi promulguée antérieurement à la perpétration du délit, à moins qu'une loi nouvelle ne prévoie une peine moins lourde.

/...

4. L'admission à tous emplois et fonctions publics sans autre condition que celles prescrites par les actes constitutionnels, la Constitution et les lois.

5. L'égle répartition des impôts et contributions à proportion des avoirs ou sous la forme et conformément au barème prévus par la loi, et l'égle répartition des autres charges publiques.

6. Le droit à la liberté personnelle et à la sécurité individuelle et, par voie de conséquence, le droit d'élire domicile et de demeurer en tout lieu de la République, celui de se déplacer d'un lieu à un autre et celui d'entrer sur son territoire et d'en sortir, sous réserve de l'observation des règles prescrites par la loi et sauf à réparer le préjudice causé à des tiers.

a) Nul ne peut être privé de sa liberté personnelle ou être contraint à en restreindre l'exercice, sauf dans les cas et sous la forme déterminés par les actes constitutionnels, la Constitution et les lois;

b) Nul ne peut être arrêté ou incarcéré si ce n'est par ordre d'un fonctionnaire public à ce expressément habilité par la loi et après que ledit ordre lui ait été intimé dans les formes légales. Toutefois, une personne surprise en flagrant délit pourra être mise en détention, à condition d'être placée à la disposition du juge compétent dans les 24 heures qui suivent;

L'autorité qui fait arrêter ou incarcérer une personne doit, dans les 48 heures qui suivent, en aviser le juge compétent et placer l'intéressé à sa disposition. Le juge pourra, par une ordonnance motivée, prolonger ce délai d'une durée maximum de cinq jours.

c) Nul ne peut être arrêté ou détenu, soumis à la détention préventive ou à la prison si ce n'est à son domicile ou en des lieux publics destinés à cette fin;

Les autorités chargées des prisons n'y peuvent recevoir personne en qualité de prévenu, de détenu, d'inculpé ou de condamné, sans porter mention du mandat correspondant, émanant d'une autorité habilitée par la loi, dans un registre qui sera public.

La mise au secret ne peut en aucun cas empêcher le fonctionnaire chargé de la maison de détention de visiter les prisonniers qui s'y trouvent. Ledit fonctionnaire est tenu, sous réserve que le prisonnier le demande, de transmettre au magistrat compétent copie du mandat de dépôt, ou de réclamer que cette copie lui soit transmise ou d'établir lui-même un certificat de détention si la formalité précédente n'a pas été accomplie au moment de l'incarcération.

d) La liberté provisoire est un droit de la personne soumise à détention préventive. Elle sera toujours accordée, à moins que le juge estime que l'arrestation ou la détention préventive est absolument nécessaire aux fins de l'instruction ou en vue d'assurer la sécurité de la personne lésée ou de la société. La loi établira les conditions et les modalités de son obtention;

/...

e) En matière pénale, l'inculpé ne pourra être obligé à déposer sous serment au sujet des actes qu'il a lui-même accomplis; la même disposition s'applique à ses ascendants, à ses descendants, à son conjoint et aux autres personnes qui, selon les cas et les circonstances, sont indiquées par la loi;

Nul ne pourra être condamné à la déchéance de ses droits à la retraite ni à la confiscation de ses biens, sans préjudice du droit de saisie dans les cas prévus par la loi.

La peine de confiscation des biens sera cependant applicable à l'égard des associations illicites.

f) Après le prononcé d'un non-lieu définitif ou d'un acquittement, celui qui aura été soumis à des poursuites ou condamné devant une quelconque juridiction en vertu d'une décision que la Cour suprême aura déclarée erronée ou arbitraire, aura le droit d'être dédommagé par l'Etat des préjudices patrimoniaux et moraux qu'il aura subis. Le montant de l'indemnité sera déterminé par les tribunaux en procédure sommaire, la validité des moyens étant laissée à l'appréciation des magistrats.

7. Le droit de se réunir pacifiquement sans autorisation préalable et sans armes. Sur les places, dans les rues et autres lieux à usage public, les réunions seront régies par les dispositions générales énoncées par la loi.

8. Le droit de présenter des pétitions à l'autorité concernant toute matière d'intérêt public ou privé, sans autre limitation que celle de s'exprimer en termes respectueux et appropriés.

L'autorité donnera réponse aux pétitions qui lui sont adressées conformément aux règles prévues par la loi.

9. Le droit de s'associer sans permission préalable.

Pour jouir de la personnalité juridique, les associations devront être constituées conformément à la loi.

Nul ne peut être contraint à adhérer à une association, sous réserve de la disposition formulée au sixième alinéa du paragraphe 20 du présent article.

Les associations contraires à la morale, à l'ordre public et à la sécurité de l'Etat sont interdites.

10. Le respect et la protection de la vie privée et de l'honneur de la personne et de sa famille.

L'inviolabilité du domicile et de toute forme de communication privée. Le domicile ne peut faire l'objet de perquisition et les communications et documents privés ne peuvent être interceptés, ouverts ou enregistrés que dans les cas et dans les formes prévus par la loi.

/...

11. La liberté de conscience, la libre expression de toutes les croyances et le libre exercice de tous les cultes qui ne s'opposent pas à la morale, aux bonnes moeurs ou à l'ordre public, les diverses confessions religieuses ayant la faculté d'ériger et de posséder des lieux de culte et des bâtiments connexes, sous réserve des conditions de sécurité et d'hygiène fixées par la loi.

12. La liberté d'exprimer ses opinions et d'informer sans censure préalable, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, sauf à avoir à répondre des délits et abus commis dans l'exercice de ces libertés, conformément à la loi. Toutefois, les tribunaux pourront interdire la publication ou la diffusion d'opinions ou d'informations attentatoires à la morale, à l'ordre public, à la sécurité nationale ou à la vie privée des personnes.

La loi instituera un régime de censure applicable à la projection de films cinématographiques et à la publicité y afférente.

En outre, le présent acte constitutionnel garantit le droit de recevoir une formation véridique, opportune et objective sur la vie nationale et internationale, sans autres limitations que celles qui sont énoncées au premier alinéa du présent paragraphe.

Toute personne physique ou morale offensée ou incorrectement citée par un moyen de communication sociale a droit à ce que ses éclaircissements ou rectifications soient diffusés gratuitement, dans les conditions prévues par la loi, par ledit moyen de communication sociale.

Toute personne physique ou morale aura le droit de fonder, d'éditer et de posséder des journaux, des revues et des périodiques dans les conditions prévues par la loi.

Il sera créé un Conseil national de la radio et de la télévision, organisme autonome dont la composition et le fonctionnement seront déterminés par la loi, qui sera chargé d'exercer les attributions que la loi lui confère et qui veillera à ce que la radiodiffusion et la télévision se conforment aux fins prescrites dans le présent acte constitutionnel, qui sont d'informer et de promouvoir les objectifs de l'éducation.

La loi déterminera sous quelles formes les concessions de radiodiffusion seront octroyées, renouvelées et annulées.

L'Etat, les universités et les autres personnes à ce autorisées par la loi pourront créer, gérer et posséder des stations de télévision.

Les personnes condamnées à une peine afflictive ou pour un délit que la loi qualifie d'atteinte à l'ordre institutionnel de la République ne pourront être propriétaires, directeurs ou administrateurs d'un moyen de communication sociale, ni exercer des fonctions en rapport avec l'émission ou la diffusion d'opinions ou d'informations.

/...

Le régime de propriété et de fonctionnement des moyens de communication sociale ne pourra être modifié que par une loi.

Il ne sera procédé à l'expropriation des moyens de communication sociale qu'en vertu de la loi spéciale qui en porte autorisation, et sous réserve d'indemnisation préalable.

13. Le droit à l'éducation.

L'éducation a pour fin le plein épanouissement de la personne dans les diverses étapes de sa vie et l'on encouragera à cet effet chez ceux qui la reçoivent le sens de la responsabilité morale, civique et sociale, l'amour de la patrie et de ses valeurs fondamentales, le respect de la dignité de l'être humain et l'esprit de fraternité entre les hommes et de paix entre les peuples.

Les parents ont le droit privilégié d'éduquer leurs enfants et la faculté de les placer dans l'établissement d'enseignement de leur choix. Il appartiendra à l'Etat d'accorder une protection spéciale à l'exercice de ses droits.

Il est du devoir de la communauté nationale de contribuer au développement et au progrès de l'éducation. C'est une des fonctions prioritaires de l'Etat que de pourvoir aux besoins de l'éducation.

L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'Etat devra entretenir les écoles gratuites qui sont nécessaires à cette fin et garantir l'accès à l'enseignement secondaire de ceux qui ont terminé les études élémentaires en se fondant sur le seul critère de l'aptitude des candidats.

Il appartiendra également à l'Etat d'encourager le développement de l'enseignement supérieur conformément aux besoins et aux possibilités du pays, de contribuer à son financement et de veiller à ce que l'accès à ce niveau d'enseignement ne soit déterminé que sur la base des aptitudes et des qualifications des candidats.

La loi prévoira les mécanismes appropriés en vue de la création, de l'entretien et du développement des établissements tant publics que privés et établira les modalités et les conditions régissant la distribution des ressources disponibles.

14. La liberté de l'enseignement.

Un texte législatif spécial réglementera l'exercice de cette liberté.

15. La liberté d'acquérir la propriété de biens de tous genres, à l'exception de ceux qui, de par leur nature, sont communs à tous les hommes ou doivent appartenir à la nation tout entière, ainsi que la loi l'aura établi.

/...

Dans des cas déterminés et lorsque l'exige l'intérêt national, la loi peut réserver à l'Etat des biens particuliers qui n'ont pas de maître et limiter ou assortir de conditions l'acquisition de certains biens.

Pour promouvoir l'accès d'un plus grand nombre de personnes à la propriété privée, la loi favorisera une distribution appropriée de la propriété et la constitution de la propriété familiale.

16. Le droit de propriété dans ses divers aspects, sur toutes sortes de biens, corporels ou incorporels.

Seule la loi peut définir les modes d'acquisition, d'utilisation, de jouissance et de disposition des biens et les limitations et obligations qui permettent à la propriété de remplir sa fonction sociale. Cette fonction sociale de la propriété comprend, dans la mesure où les intérêts généraux de l'Etat l'exigent, la sécurité nationale, l'utilité et la salubrité publiques, la meilleure exploitation des sources d'énergie productive au service de la collectivité et l'élévation des conditions de vie de l'ensemble des habitants.

Nonobstant ce qui précède, nul ne peut, en aucun cas, être privé de son droit de propriété, du bien sur lequel porte ce droit ni d'aucun des attributs ou pouvoirs essentiels attachés à la propriété, si ce n'est en vertu d'une loi générale ou spéciale autorisant l'expropriation pour une cause d'utilité publique ou d'intérêt social ou national déclarée telle par le législateur. La personne expropriée pourra contester la légalité de l'acte d'expropriation devant les tribunaux ordinaires et aura toujours droit à une indemnité pour le préjudice matériel effectivement subi, indemnité dont le montant sera fixé d'un commun accord ou par une décision desdits tribunaux rendue conformément au droit.

Sauf convention contraire, l'indemnité doit être payée en espèces, immédiatement ou dans un délai maximum de cinq ans par parts égales, dont l'une sera versée au comptant et le solde par annuités, à partir de la date de l'acte d'expropriation, sous la forme de billets à ordre émis par l'Etat ou garantis par celui-ci. Dans des cas déterminés où l'intérêt national l'exigerait, la loi pourra porter ce délai à dix ans au maximum. Dans tous les cas, le montant de l'indemnité versée sera réajustée depuis la date de l'expropriation de manière à conserver un pouvoir d'achat constant et sera augmenté des intérêts fixés par la loi.

La prise de possession matérielle du bien exproprié sera subordonnée au paiement de l'indemnité totale ou de la partie de celle-ci qui doit être payée au comptant, lesquelles, à défaut d'accord, seront fixées provisoirement par des experts de la manière indiquée par la loi. En cas de contestation touchant la régularité de l'expropriation, le juge pourra, au vu des renseignements fournis, ordonner la suspension de la prise de possession.

/...

Toutefois, l'expropriation des petites propriétés rurales et urbaines, des ateliers artisanaux et des petites entreprises industrielles, extractives ou commerciales, telles que les définit la loi, ainsi que des logements habités par leur propriétaire, est subordonnée au paiement préalable du montant total de l'indemnité.

Un statut spécial réglera tout ce qui concerne la propriété minière et la propriété des eaux.

17. Le droit de l'auteur sur ses créations intellectuelles et artistiques de toute espèce, pour une durée spécifiée par la loi et qui ne peut être inférieure à celle de la vie du titulaire. Ce droit comprend la propriété des oeuvres, ainsi que d'autres droits relatifs notamment à la paternité, à l'édition et à l'intégrité de l'oeuvre, définis conformément à la loi.

Est également garantie la propriété industrielle sur les brevets d'invention, marques de commerce, modèles, procédés techniques ou autres créations analogues, pour la durée spécifiée par la loi.

Sont applicables à la propriété des créations intellectuelles et artistiques et à la propriété industrielle les dispositions prescrites dans les deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas du paragraphe 16.

18. Le droit de vivre dans un milieu non pollué. Le devoir de l'Etat de veiller à ce qu'il ne soit pas porté atteinte à ce droit et de favoriser la préservation de la nature.

La loi pourra soumettre l'exercice de certains droits ou libertés à des restrictions spécifiques afin de protéger l'environnement.

L'intégrité du territoire chilien inclut celle de son patrimoine environnemental.

19. Le droit à la santé.

L'Etat se charge de garantir l'accès libre et égalitaire au bénéfice des actions tendant à l'amélioration, à la protection et à la restauration de la santé, ainsi qu'à la réadaptation des individus. Il lui appartiendra également d'assurer la coordination et le contrôle des actions intégrées menées dans le domaine de la santé.

La réalisation d'actions en faveur de la santé incombe en priorité à l'Etat, sans préjudice de la liberté de l'initiative privée, laquelle est soumise aux modalités et conditions fixées par la loi.

20. La liberté du travail et sa protection. Toute personne a droit au travail. Toute discrimination qui n'est pas fondée sur la compétence ou l'aptitude personnelle est interdite, la loi pouvant toutefois exiger la nationalité chilienne dans des cas déterminés.

/...

Toute personne a également droit au libre choix de son travail et à une juste rétribution lui assurant ainsi qu'à sa famille au moins le bien-être qu'exige la dignité humaine.

La loi établira des mécanismes prévoyant des modes de participation du travailleur à la communauté humaine de travail que constitue l'entreprise.

Aucune sorte de travail ou d'industrie ne peut être interdite, sauf si elle est contraire à la morale, à la sécurité ou à la santé publiques ou si, aux termes de la loi, l'intérêt national l'exige.

La loi déterminera les professions pour lesquelles un titre est exigé et les conditions à remplir pour les exercer.

L'affiliation à un corps collégial sera obligatoire dans les cas expressément prescrits par la loi, qui ne pourra l'imposer que pour l'exercice d'une profession universitaire.

L'affiliation à une organisation syndicale ne pourra être exigée comme condition préalable à l'exercice d'un travail déterminé.

La loi établira les mécanismes appropriés pour la recherche de solutions équitables et pacifiques aux conflits du travail, mécanismes qui devront prévoir des formules de conciliation et d'arbitrage obligatoires.

Le règlement du conflit, en cas d'arbitrage, relèvera de tribunaux spéciaux d'experts, dont les décisions seront souveraines et qui veilleront à la justice entre les parties et à la protection de l'intérêt public.

Les fonctionnaires de l'Etat ou des municipalités, de même que les personnes travaillant dans des entreprises qui assurent des services d'utilité publique ou dont la paralysie nuirait gravement à la santé, au ravitaillement de la population, à l'économie du pays ou à la sécurité nationale, ne pourront en aucun cas se déclarer en grève.

21. Le droit à la sécurité sociale.

Il appartient à l'Etat de définir la politique nationale de sécurité sociale, de contrôler le fonctionnement du système et de garantir le droit prioritaire des affiliés à en assurer la gestion.

La loi établira un système de sécurité sociale qui réponde de manière uniforme, solidaire et suffisante aux besoins individuels et familiaux pouvant résulter d'un événement quelconque et notamment de causes telles que la maternité, la vieillesse, la mort, l'accident, la maladie, l'invalidité, les charges de famille et le chômage, en prévoyant les prestations nécessaires au titre de la prévention, des soins et de la convalescence.

/...

22. Le droit de se syndiquer, au niveau des activités de production ou dans l'exercice d'une industrie ou d'un travail donné, dans les cas et de la manière spécifiés par la loi.

Les organisations syndicales jouiront de la personnalité morale, à la seule condition de faire enregistrer leurs statuts et actes constitutifs auprès d'un organisme autonome de la manière prescrite par la loi.

La loi prévoira des mécanismes assurant l'autonomie des organisations syndicales et leurs financement sur fonds propres.

CHAPITRE II

RECOURS EN JUSTICE

Article 2 - Quiconque est victime d'un acte ou d'une omission de caractère arbitraire ou illégal empêchant, perturbant ou menaçant le légitime exercice des garanties prévues aux paragraphes 1, 3 (quatrième alinéa), 7, 9, 10, 11, 12, 14, 15 (premier alinéa), 16, 17, 19 (dernier alinéa), 20 (huitième alinéa) et 22 (premier alinéa) de l'article premier ou la liberté du travail et le droit au libre choix de celui-ci, pourra personnellement ou par l'intermédiaire de toute personne agissant en son nom, former un recours devant la cour d'appel compétente qui prendra les mesures nécessaires pour rétablir la légalité et assurer la protection voulue de l'intéressé, sans préjudice des autres droits que celui-ci pourrait faire valoir devant l'autorité ou les tribunaux compétents.

La Cour suprême édictera une ordonnance réglant la procédure de ces recours.

Article 3 - Quiconque sera arrêté, détenu ou incarcéré en infraction des dispositions du présent acte constitutionnel ou de la loi pourra, personnellement ou par l'intermédiaire de toute personne agissant en son nom, former un recours devant la cour d'appel compétente, afin que celle-ci ordonne que soient respectées les formalités légales et adopte immédiatement les mesures qu'elle jugera nécessaires pour rétablir la légalité et assurer la protection voulue de l'intéressé. La Cour pourra ordonner que l'intéressé lui soit présenté et tous les responsables des établissements pénitentiaires ou autres lieux de détention devront obéir avec exactitude à son ordre. Au vu des renseignements fournis, la Cour ordonnera la mise en liberté immédiate de l'intéressé, fera en sorte qu'il soit remédié aux irrégularités commises ou mettre l'intéressé à la disposition du juge compétent, en appliquant à cet effet une procédure rapide et sommaire et en rectifiant elle-même les irrégularités constatées ou chargeant qui de droit de les rectifier.

Le même recours pourra, de la même manière, être invoqué en faveur de toute personne subissant illégalement quelque autre atteinte analogue à son droit à la liberté personnelle et à la sécurité individuelle. La cour d'appel compétente ordonnera en pareil cas les mesures, indiquées dans l'alinéa qui précède, qu'elle jugera propres à rétablir la légalité et à assurer la protection voulue de l'intéressé.

/...

CHAPITRE III

DEVOIRS CONSTITUTIONNELS

Article 4 - Tout habitant de la République doit le respect au Chili et à ses emblèmes nationaux.

Article 5 - Tout Chilien a le devoir fondamental d'honorer sa patrie, d'en défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale et de contribuer à préserver la sécurité nationale et les valeurs essentielles de la tradition chilienne.

Article 6 - Le service militaire et les autres prestations personnelles imposées par la loi sont obligatoires, selon les termes et les modalités prévues par celle-ci.

Tous les Chiliens en état de porter les armes devront s'inscrire sur les registres militaires, s'ils ne sont pas expressément exemptés par la loi.

Article 7 - Le devoir de respecter les actes constitutionnels, la Constitution et les lois oblige tout individu, institution ou groupe à obéir aux ordres que, dans les limites de leurs attributions, les autorités constituées pourraient leur donner.

Article 8 - Toute personne a le devoir de contribuer aux dépenses publiques de la manière et dans les cas spécifiés par la loi.

Article 9 - Toute personne a le devoir de fournir à ses enfants, conformément à la loi, alimentation, éducation et protection. Les enfants doivent honorer leurs parents, les secourir en cas de besoin et, tant qu'ils sont mineurs, respecter leur autorité légitime.

Article 10 - Les dispositions du présent chapitre sont sans préjudice des autres devoirs imposés par les lois.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS GENERALES

Article 11 - Nul ne peut invoquer une règle constitutionnelle ou légale quelconque pour léser les droits et libertés reconnus par le présent acte constitutionnel ni pour porter atteinte à l'intégrité ou au fonctionnement de l'état de droit ou du régime constitué.

Tout acte d'individus ou de groupes visant à diffuser des doctrines qui attentent à la famille, défendent la violence ou une conception de la société fondée sur la lutte des classes ou sont contraires au régime constitué ou à l'intégrité ou au fonctionnement de l'état de droit est illicite et contraire à l'ordre institutionnel de la République.

/...

Article 12 - Il est dérogé aux articles 10 à 20 inclusivement de la Constitution politique de la République, à l'exception des deuxième et troisième alinéas du paragraphe 2 dudit article 10 et sans préjudice des dispositions des articles 4 et 5 transitoires du présent acte constitutionnel.

ARTICLES TRANSITOIRES

Article 1 - En attendant que soient édictées les dispositions donnant effet aux prescriptions du deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article premier du présent acte, les règles actuellement en vigueur demeureront valables.

Article 2 - La loi relative à la composition et au fonctionnement de l'organisme prévu au sixième alinéa du paragraphe 12 de l'article premier devra être édictée dans un délai d'un an à compter de la publication du présent acte constitutionnel au Journal Officiel, entre temps, les dispositions légales actuellement en vigueur réglant la matière demeureront valables.

Article 3 - Il sera édicté, dans un délai de 180 jours, à compter de l'entrée en vigueur du présent acte constitutionnel, une loi organique d'expropriation conforme aux règles constitutionnelles promulguées.

Les expropriations décidées avant l'entrée en vigueur du présent acte demeureront régies, jusqu'à leur totale exécution et au paiement des indemnités appropriées par les dispositions en vigueur à la date de promulgation du présent acte constitutionnel.

Les expropriations qui seraient décidées ou ordonnées dans le délai de six mois visé au premier alinéa ci-dessus seront régies par les lois pertinentes dans la mesure où celles-ci ne sont pas contraires au présent acte constitutionnel. En pareil cas, le montant de l'indemnité fixé conformément à ces lois sera considéré comme provisoire.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa qui précède, la loi pourra établir des règles spéciales en ce qui concerne la prise de possession matérielle, s'il s'agit de l'expropriation de terrains destinés à l'aménagement d'habitations considérées par la loi comme ayant un caractère social.

Article 4 - En attendant que soit édicté le statut spécial visé au septième alinéa du paragraphe 16 de l'article premier du présent acte, les dispositions des alinéas 4, 5, 6 et 10 de la Constitution politique de la République demeureront en vigueur.

Les grandes mines de cuivre et les entreprises considérées comme telles, nationalisées en vertu des prescriptions de la disposition 17 transitoire de la Constitution politique, demeureront régies par les règles constitutionnelles en vigueur à la date de la promulgation du présent acte constitutionnel.

/...

Article 5 - En attendant que soit édicté le statut spécial visé au deuxième alinéa du paragraphe 14 de l'article premier du présent acte, les dispositions du paragraphe 7 de l'article 10 de la Constitution politique de la République demeureront en vigueur dans la mesure où elles sont compatibles avec les actes constitutionnels, l'acte constitutif de la junte de gouvernement et toute règle édictée conformément à ce dernier, la déclaration de principes de la junte en date du 11 mars 1974 et le document dénommé Objectif national du Chili en date du 23 décembre 1975.

Article 6 - Nonobstant les prescriptions du sixième alinéa du paragraphe 20 de l'article premier du présent acte, les lois antérieures à l'entrée en vigueur du présent instrument constitutionnel qui prévoient le caractère collégial d'activités ou professions non universitaires demeureront en vigueur tant qu'elles ne seront pas modifiées.

Article 7 - Conformément à la loi, l'application de l'article 9 de la Constitution politique de la République demeure suspendue.

Article 8 - Le présent acte constitutionnel entrera en vigueur le 18 septembre 1976.

Le présent acte sera enregistré auprès du Contrôleur général de la République, publié au Journal Officiel et inséré dans le Recueil officiel tenu par ledit Contrôleur, Augusto Pinochet Ugarte, Général d'armée, Président de la République. José T. Merino Castro, Amiral, Commandant en chef de la marine; Gustavo Leigh Guzman, Général d'armée aérienne, Commandant en chef des forces aériennes; Cesar Mendoza Duran, Général, Directeur général des Carabineros.

/...

Annexe 7

Acte constitutionnel No 4, en date du 11 septembre 1976 : "Etats d'urgence"

Santiago, le 11 septembre 1976

Considérant :

1. Que l'Etat a pour devoir naturel et constitutionnel de promouvoir le bien public ce qui ne peut être réalisé que par la création des conditions nécessaires au développement économique et social de la communauté, et est inséparable de la sécurité nationale, considérée comme la capacité de l'Etat de garantir ce développement en prévenant et en surmontant les situations d'urgence qui menacent les objectifs nationaux.
2. Que ces situations d'urgence, découlant principalement de la guerre, des troubles intérieurs, de la subversion latente et des catastrophes nationales exigent la promulgation de régimes juridiques d'exception permettant l'adoption de mesures visant à prévenir ces situations d'urgence ou lutter contre leurs effets.
3. Que la reconnaissance du fait que les hommes naissent libres et égaux en dignité et que, par conséquent, ils ont droit au plein respect de leur sécurité, de leur liberté et des autres droits inhérents à la personne humaine que l'acte constitutionnel No 3 leur garantit est lié au devoir qui leur incombe aux termes de ce même acte, en tant que membres de la collectivité, de contribuer à protéger la sécurité nationale.
4. Qu'il est donc naturel, comme le prévoient toutes les législations, que dans les situations anormales susmentionnées, certains des droits fondamentaux garantis par la Constitution soient suspendus, limités ou restreints au nom des intérêts supérieurs de la Patrie.
5. Que néanmoins, la suspension ou la restriction des droits susmentionnés doit être proportionnée à la gravité de la situation d'urgence, et n'être imposée que dans la mesure où cela est strictement nécessaire au maintien de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'ordre institutionnel et de la normalité de la vie nationale.
6. Que l'importance et la hiérarchie des droits qu'il est nécessaire de suspendre ou de restreindre exigent que l'on prévoie des garanties particulières pour assurer la sécurité juridique, en précisant dans chaque cas les conditions qui justifient la limitation de ces droits.
7. Que, bien qu'il existe diverses règles, tant dans la Constitution politique de la République que dans des lois en vigueur, comme les lois No 6415 de 1939, 12927 de 1958 et 16282 de 1965, modifiées par le DFL No 1 du Ministère de l'intérieur promulgué en 1971, notamment, qui autorisent l'adoption de mesures d'exception pour

/...

assurer la sécurité nationale, il convient de réunir, de remanier et de systématiser ces règles afin de disposer d'un ensemble cohérent et harmonieux dont puisse bénéficier la communauté internationale et

VU les dispositions des décrets-lois No 1 et 128 de 1973, et 527 et 788 de 1974,

La Junte de gouvernement, dans l'exercice de ses pouvoirs constitutionnels, édicte le décret-loi ci-après en tant qu'Acte constitutionnel No 4.

Décret-loi :

ARTICLE PREMIER - Les droits et garanties accordés à toute personne par l'Acte constitutionnel No 3 ne pourront être modifiés que dans les cas d'urgence visés aux articles ci-après.

ARTICLE 2 - Sont considérés comme cas d'urgence les situations de guerre civile ou avec l'étranger, les troubles intérieurs, la subversion latente et les catastrophes nationales.

ARTICLE 3 - Pourront être déclarés, en cas de guerre avec l'étranger, l'état d'alerte générale; en cas de guerre civile ou de troubles intérieurs, l'état de siège; en cas de subversion latente, l'état de défense contre la subversion; et en cas de catastrophe nationale, l'état de détresse.

La déclaration des états d'urgence mentionnés à l'alinéa ci-dessus s'appliquera à l'ensemble ou à une partie du territoire national, et elle sera décidée par le Président de la République, avec l'accord de la Junte de gouvernement, sauf dans le cas des états d'alerte générale et de détresse, pour lesquels cet accord ne sera pas nécessaire.

Ces états d'urgence, à l'exception de l'état d'alerte générale, seront promulgués pour une durée de six mois au maximum, sans préjudice de prorogations successives pour des périodes n'excédant pas cette durée, si à l'expiration de la période pour laquelle ils ont été décidés, les conditions qui les ont justifiés persistent.

La faculté de proroger les états d'urgence conformément à l'alinéa ci-dessus, de même que celle d'y mettre un terme, incombe, en tout temps, au Président de la République, avec l'accord de la Junte de gouvernement, sauf en ce qui concerne l'état d'alerte générale et l'état de détresse pour lesquels cet accord n'est pas nécessaire.

ARTICLE 4 - En déclarant l'état d'alerte générale, le Président de la République a la faculté de priver un Chilien de sa nationalité, conformément au paragraphe 4 de l'article 6 de la Constitution de la République et de suspendre ou restreindre tout ou partie des droits ou garanties accordés par l'Acte constitutionnel No 3, dans la stricte mesure nécessaire pour mettre un terme à la

/...

situation d'urgence qui y a donné lieu, du fait de son éventualité ou de sa réalisation, à l'exception des droits prévus aux paragraphes 1 et 10, premier alinéa, de l'article premier dudit Acte.

ARTICLE 5 - En déclarant l'état de siège, le Président de la République pourra priver un Chilien de sa nationalité, conformément au paragraphe 4 de l'article 6 de la Constitution de la République. Il pourra suspendre ou restreindre la liberté de la personne et le droit de réunion.

S'il le juge nécessaire pour protéger la paix intérieure, il pourra suspendre ou restreindre la liberté d'opinion et la liberté de l'information et restreindre le droit d'association.

En cas d'existence ou de constitution de forces rebelles susceptibles de mettre en danger le maintien du régime institutionnel, il pourra en outre restreindre la liberté de travail, imposer la censure de la correspondance et des communications et ordonner la réquisition de biens ou d'autres restrictions au droit de propriété, afin de pouvoir assurer le succès des actions ou opérations nécessaires pour agir contre lesdites forces rebelles.

ARTICLE 6 - En déclarant l'état de défense contre la subversion, le Président de la République pourra uniquement restreindre la liberté de la personne, la liberté de l'information et le droit de réunion. S'il l'estime nécessaire pour empêcher la réalisation de la subversion, il pourra également suspendre la liberté de la personne et le droit de réunion et restreindre la liberté d'opinion et le droit d'association.

Toutefois, tant que durera l'état d'exception visé dans le présent article, tout personne qui fera l'objet d'une mesure d'arrestation ou d'assignation à résidence dans un endroit du territoire national pour une durée dépassant six mois, consécutifs ou non, pourra choisir de quitter le territoire national à moins que, pour des raisons particulièrement graves, dont jugera le Président de la République, avec l'accord de la Junte de gouvernement, l'exercice par cette personne de la possibilité susmentionnée ne mette en danger la sécurité nationale.

L'option mentionnée à l'alinéa ci-dessus sera sans préjudice des pouvoirs juridictionnels des tribunaux de justice, qui pourront s'opposer à son exercice.

ARTICLE 7 - En déclarant l'état de détresse, le Président de la République pourra limiter la circulation des personnes et le transport des marchandises.

Il pourra également ordonner la réquisition de biens et limiter le droit de propriété afin de disposer des éléments indispensables pour satisfaire aux besoins de la population.

S'il juge que la gravité de la catastrophe le justifie, il pourra en outre restreindre les libertés de travail, d'opinion et de l'information.

ARTICLE 8 - Les mesures qui seront adoptées lors des états d'urgence mentionnés à l'Article 3 ne pourront être maintenues pendant une période supérieure à celle desdits états, sous réserve des dispositions du paragraphe 4 de l'article 6 de la Constitution de la République.

Les détentions qui seront décidées en vertu des articles 4, 5 et 6 du présent Acte constitutionnel ne pourront se faire qu'au lieu de résidence du détenu ou dans des locaux qui ne soient pas des prisons ou des bâtiments destinés à la détention ou l'emprisonnement de détenus de droit commun.

L'assignation à résidence d'une personne en un lieu donné du territoire national, décidée en vertu des articles 4, 5 et 6 du présent Acte constitutionnel, devra se faire dans des localités urbaines.

ARTICLE 9 - Les réquisitions qui seront nécessaires, conformément aux articles 4, 5 et 7, donneront lieu à indemnisation, conformément à la loi.

La même règle s'appliquera aux limitations ou restrictions qui seront imposées au droit de propriété quand elles impliqueront une privation de l'usage et de la jouissance ou de l'un quelconque des attributs ou pouvoirs qui lui sont inhérents.

ARTICLE 10 - Le Président de la République, avec l'accord de la Junte de gouvernement pourra, en cas de besoin, étendre la suspension ou la restriction des garanties constitutionnelles mentionnées dans les articles ci-dessus, à des régions ou des zones non visées par les différents états d'urgence (état d'alerte générale, état de siège, état de défense contre la subversion ou état de détresse).

ARTICLE 11 - Le décret d'application qui complètera le présent Acte constitutionnel pourra prévoir différents degrés d'état de siège, de défense contre la subversion et d'état de détresse, et il déterminera quelles sont les garanties indiquées dans les articles 5, 6 et 7 qui pourront être suspendues ou restreintes pour chacun de ces états d'urgence.

ARTICLE 12 - Le Président de la République pourra exercer les pouvoirs que lui confèrent les articles 4, 5, 6 et 7 du présent Acte constitutionnel, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités désignées dans le décret d'application visé à l'article précédent.

ARTICLE 13 - En période d'état d'urgence et s'agissant de faits qui portent atteinte à la sécurité de l'Etat, le délai de 48 heures mentionné dans le deuxième alinéa du point b) du paragraphe 6 de l'article premier de l'Acte constitutionnel No 3 sera prolongé jusqu'à 10 jours.

ARTICLE 14 - Les mesures de protection et de sauvegarde prévues aux articles 2 et 3 de l'Acte constitutionnel No 3 ne seront appliquées que dans la mesure où elles sont pleinement compatibles avec les dispositions juridiques qui régissent les situations d'urgence susmentionnées.

/...

ARTICLE 15 - Seront annulés les paragraphes 12 de l'article 44 et 17 de l'article 72 de la Constitution de la République et le paragraphe 14 de l'article 10 du décret-loi No 527 de 1974.

La référence au paragraphe 17 de l'article 72 de la Constitution qui figure au paragraphe 4 de l'article 6 de ce même document doit s'entendre comme visant les articles 4 et 5 du présent Acte.

ARTICLE TRANSITOIRE - Le présent Acte constitutionnel entrera en vigueur 180 jours après sa publication au Journal officiel, à l'exception des dispositions de l'article 13 qui entreront en vigueur à la date de ladite publication et des dispositions de l'article 14 qui entreront en vigueur en même temps que l'Acte constitutionnel No 3, le 18 septembre 1976.

Le décret d'application du présent Acte constitutionnel devra être édicté dans le délai de 180 jours mentionné à l'alinéa précédent.

Le présent Acte sera enregistré auprès du Contrôleur général de la République, publié au Journal officiel et inséré dans le Recueil officiel tenu par ledit Contrôleur. AUGUSTO PINOCHET UGARTE, Général d'armée, Président de la République. JOSE T. MERINO CASTRO, Amiral, Commandant en chef de la marine. GUSTAVO LEIGH GUZMAN, Général d'armée aérienne, Commandant en chef des forces aériennes. CESAR MENDOZA DURAN, Général, Directeur général des Carabineros.

Annexe 8

Lettre de réponse datée du 28 mai 1976, adressée à Mgr Carlos GONZALEZ Cruchaga, évêque de Talca, par Monsieur le Ministre de l'intérieur, au sujet de 23 personnes détenues dans son diocèse

Santiago, le 28 mai 1976

En réponse à la demande que vous avez verbalement formulée auprès du ministre soussigné, tendant à ce que la possibilité soit envisagée d'appliquer, pour des raisons humanitaires, des mesures modérées en ce qui concerne Orlando Felidor Mardones Badilla et 22 autres paroissiens de votre diocèse arrêtés conformément aux dispositions constitutionnelles de l'état de siège, j'ai l'honneur de vous faire savoir que les personnes mentionnées ci-après ont été libérées en vertu du décret d'exception indiqué dans chaque cas :

- D.E. 2069 du 19-5-76 Régulo del Carmen Bravo Soriano
- D.E. 2077 du 24-5-76 Sergio Antonio González Castillo, Manuel Barrios Vera, Gregorio Lartiga Calderón, María Eugenia González Saavedra
- D.E. 2078 du 24-5-76 César Montiel Barría, Gerardo Iván Sánchez Bustos, Bernardo Valenzuela Arce, Alberto Rivera Díaz, Miguel Retamal Sepúlveda et Luis Benito Marchant Verdugo.

En ce qui concerne les autres personnes figurant sur votre liste, je vous prie de bien vouloir noter que le rapport et la proposition du Service national de renseignements (Dirección de Inteligencia Nacional) sont attendus pour décider de l'opportunité de répondre à votre demande ou de la rejeter, conformément aux dispositions énoncées dans mon arrêté (R) No 2212 en date du 20 mai 1976.

Veillez agréer, Monsieur l'Evêque, les assurances de ma très respectueuse considération.

Le Ministre de l'intérieur,
Général de Division,

Raúl BENAVIDES Escobar

Son Excellence
Monseigneur Carlos González C.,
Evêque de Talca,
Talca

/...

Annexe 9

Déclaration manuscrite de M. Julio Hernán MAIGRET Leyton,
demeurant 5513, rue Alejandro Fierro, dans laquelle il dément
l'affirmation faite dans le rapport

COPIE

"Je soussigné Julio Hernán MAIGRET Leyton, titulaire de la carte d'identité No 3 745 856 de Santiago, mécanicien-tourneur, époux de Ana María BECERRA Barrera, père de deux enfants de 12 et 10 ans, domicilié 7263 Río Snake, travaillant de 8 h 30 à 19 heures en mon atelier de serrurerie, sis au 5113 Alejandro Fierro, fait savoir que je suis le gendre de Mme María Mercedes BARRERA, veuve de Armando BECERRA.

Je me rappelle que le 30 avril, aux environs de 11 heures, un agent de la DINA s'est présenté au 5113 Alejandro Fierro. Durant les quelques jours qu'a duré son séjour, il s'est conduit correctement, avec courtoisie et de manière respectueuse, sans que se pose aucun problème. Personne n'a été arrêté.

A la demande de ma femme, un prêtre du nom d'Enrique ALVEAR s'est rendu au domicile précité pour m'apporter un remède contre les maux d'oreille. Je lui ai ouvert moi-même la porte et l'ai fait entrer. Il m'a demandé si j'étais Hernán. Sur ma réponse affirmative, il s'est enquis de la santé de ma famille et je lui ai répondu que tout le monde allait bien.

Par la suite, l'agent de la DINA s'est entretenu en privé avec Mgr Enrique ALVEAR, évêque, lequel s'est ensuite retiré sans qu'il y ait eu aucun problème.

Catholique et croyant en Dieu, je fais cette déclaration en toute liberté, sans contrainte d'aucune sorte, et affirme qu'elle est strictement conforme à la vérité.

Ne sachant ni lire ni écrire, ma belle-mère confirme pleinement mes dires. En foi de quoi, je signe la présente déclaration et ma belle-mère y applique son empreinte digitale.

Santiago, le 30 septembre 1976

(Signé) J. Maigret."

Yo julio Hernán Maigret Leyton 6.4
Carnet # 3.745 856 S. Eje, Comercio mecánico,
casado con Ana Maria Becerra Barrera,
dos hijos, 12 - y 16 años domiciliado en
Rio Snake 2263 Trabajo en El Ejemplo
Fierro 5113 donde tengo mi taller de
cerrajería. donde permanezco de 8:30 a 11:30
Hago presente que soy primo de la sr.
Maria Mercedes Barrera viuda de Gerardo
Becerra.

Recuerdo que el 30 de abril alrededor de las 11:
concurro a este domicilio, El Ejemplo Fierro
5113, personal de Pina, el que permanece
por algunos días, siendo su conducta
correcta, caballerosa, respetuosa, no existió
en ningún momento problema alguno.

No se detuvo a nadie más decir a ninguna
persona.

Por encargo de mi esposa concurro al domi-
cilio ya indicado el sacerdote de nombre
don Enrique Alvarez tallandome un resaca por
los oídos, yo personalmente le abrí la puerta
y lo hice pasar, al ser preguntado si yo o
Hernán le dije que si a lo cual él me res-
pondió como estaban todos en casa, contestando
que estábamos todos bien.

6.a.

Posteriormente al nacimiento de los niños
se en forma privadas con el señor & hijo
Enrique Alvar. Posteriormente se retira de esta
domicilio el señor Enrique sin haber problemas

Algunos.

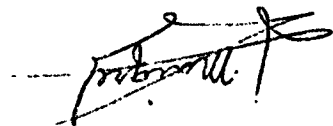
Aunque esta declaración de forma libre sin

ninguna opresión de ninguna especie y agotando
exhaustivamente la verdad vale decir como
católicos y en plena conciencia.

En virtud que mi suegro don Juan María

cedes Barroca sueldo de Becerra, no sabe escribir
ni leer rectifica en todas sus partes lo que
por mí en esta declaración para constancia
firmo y ello para su impresión digital.

Santiago, 30 de Sept. 1976.



Annexe 10

Déclaration manuscrite de M. Luis LACOSTE Ossa, demeurant
1587 rue Conferencia, dans laquelle il dément l'affirmation
faite dans le rapport

Je soussigné Luis LACOSTE OSSA, titulaire de la carte d'identité No 2898007, de Santiago, domicilié 1587 rue Conferencia, de la commune de Santiago, certifie que durant mon séjour à cette adresse mon domicile n'a pas été envahi et personne n'a été arrêté par les forces de police, par l'armée ou par les agents des services de renseignements.

SANTIAGO, septembre 1976

(Signé) Luis Alberto Lacoste Ossa
Carte d'identité No 2898007, Santiago

/...

Luis Alberto Gessa

ANEXO F.O.

Comet 2898007 Lit.

Doncellado en conferencia 1587 Lit.
Certifico que durante mi permanencia
en esta casa no ha sido allanada
ni detenida ninguna persona por
fuerzas policiales ni militares e
Investigaciones.

Luis Alberto Gessa

Comet 2898007 Lit.

LUIS LACOSTE OSSA, carnet de identidad N° 2898007,
de Santiago, domiciliado en calle Conferencia N°
1587, de la Comuna de Santiago;

Certifico que durante mi permanencia en esta casa
no ha sido allanada ni detenida ninguna persona
por fuerzas policiales ni militares e investigacio-
nes .-

Santiago, Septiembre de 1976.


(Firmado)

LUIS ALBERTO LACOSTE OSSA
C/I. N° 2898007 Santiago

Annexe 11

Copies du mandat d'arrêt, de l'avis de détention et des mandats de perquisition du domicile et du bureau de M. Hernán MONTEALEGRE, qui confirment l'application scrupuleuse de toutes les dispositions législatives en vigueur

ANNEXE 8.a.

REF. Loi sur l'état de siège

OBJ. Détention

Santiago, le 12 mai 1976

MANDAT D'ARRET

1. Montealegre Klenner Hernán
Noms et prénoms du détenu
2. Claudio Torres
Noms et prénoms de l'agent de la force publique qui a procédé à l'arrestation
3. Quatro Alamos
Lieu de détention
4. 12 mai 1976 5 h 15
Date de l'arrestation Heure
5. Providencia 2133 Dpto. 303
Lieu de l'arrestation
6. Dir. DINA (signature illisible)
Nom et qualité de l'autorité qui a ordonné l'arrestation

/...

REPÚBLICA DE CHILE
DIRECCIÓN DE INTELIGENCIA NACIONAL

ANEXO I. a.

REF. Ley de Estado de Sitio

OBJ. Detención

SANTIAGO, 12 Mayo 1976

ORDEN DE DETENCIÓN

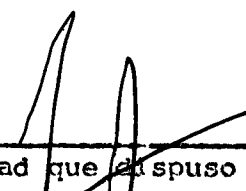
1.- Monteslepre Kleuer Hrusin
Apellidos y Nombres del Detenido

2.- Claudio Torres
Apellidos y Nombres del Aprehensor

3.- 4 Alamos
Lugar de Detención (Recinto)

4.- 12 Mayo 1976 0515 hrs
Fecha de la Detención Hora

5.- ~~Procedencia 2133 Depto 303~~ Procedencia 2133 Depto 303
Lugar de la Detención

6.- Dir DINA 
Nombre y Cargo de la Autoridad que dispuso la Detención.

ANNEXE 8.b.

AVIS DE DETENTION

Mme María Luz Novoa Aldunate

épouse du détenu

CARTE D'IDENTITE No 4.436.680-0 DELIVREE PAR LA PREFECTURE DE SANTIAGO

EST AVISEE

QUE Hernán Montealegre Klenner

DOMICILIE A Dpto. 303 de Providencia 2133

Est détenu à Cuatro Alamos

SANTIAGO, le 12 mai 1976

(Signé) Claudio Torres

(Signé) M. Luz N. de Montealegre

NOM ET SIGNATURE DE L'AGENT
DE LA FORCE PUBLIQUE AYANT
COMMUNIQUE L'AVIS

SIGNATURE DE LA PERSONNE AVISEE
C/I.4.436.680-0
DELIVREE PAR LA PREFECTURE DE Santiago

/...

ANEXO I. b.

REPÚBLICA DE CHILE
DIRECCIÓN DE INTELIGENCIA NACIONAL

COMUNICA DETENCIÓN DE CIUDADANO

SE COMUNICA A (AL) SR. (A) Marta Luz Novoa Aldunate
(esposa del detenido)

CEDULA DE IDENTIDAD Nº 4.436.680-0 GABINETE DE Santiago

QUE DON (A) Hernán Montalvo Kluwer

DOMICILIADO EN ~~Pedernales 400~~ Depto 303 de
Provincias 2133
La cacería de la zona de G. Blau

SANTIAGO, 12 Mayo 1976

Claudio Torres

NOMBRE Y FIRMA DE LA AUTORIDAD QUE COMUNICA.-

Fdo. by V. de Anteaigre

FIRMA DE LA PERSONA INFORMADA
C/I. 4436.680-0
DE. Santiago



ANNEXE 8.c.

MANDAT DE PERQUISITION

Le 12 mai 1976, il a été procédé à Santiago, à la perquisition des locaux situés Dpto. 303 de Providencia 2133, appartenant à Mme María Luz Novoa Aldunate.

La perquisition a été effectuée à 5 h 15 et Mme María Luz Novoa Aldunate, dont la signature est apposée ci-dessous, certifie qu'il n'a été causé aucun dommage matériel et que les occupants n'ont subi aucun sévice de quelque nature que ce soit.

SANTIAGO, le 12 mai 1976

(Signé) M. Luz N. de Montealegre

Nom et signature du propriétaire
des locaux

María Luz Novoa Aldunate

Carte d'identité 4.436.680-0 délivrée
par la Préfecture de Santiago

(Signé) Claudio Torres

Nom et signature de l'agent
de la force publique qui a
procédé à la perquisition

/...

REPÚBLICA DE CHILE
Dirección de Inteligencia Nacional

ACTA DE ALLANAMIENTO

En Santiago, a 12 de Mayo de 1976, se procedió a allanar el inmueble ubicado en ~~Paseo Valdivia 400~~
Bole 303 de Providencia 2133
siendo su propietario ~~la~~ señora Maria Luz Novoa
Aldunate

El allanamiento se llevó a cabo a las 05:15 hrs.
y bajo firma Doña Maria Luz Novoa Aldunate
Certifica que no se produjeron daños físicos a la propiedad ni lesiones a los moradores de ninguna índole.

a SANTIAGO, 12 de Mayo 1976

M. Luz N. de Montcallegre

Nombre y firma del dueño del inmueble

Maria Luz Novoa Aldunate

C. R. 4.436.680-0 de S. P.

C. Torres

Nombre y firma del encargado del
allanamiento.

ANNEXE 8.d.

MANDAT DE PERQUISITION

Le 12 mai 1976, il a été procédé à Santiago à la perquisition des locaux situés Huérfanos No 1189 - 7ème étage - bureau No 2, appartenant à M. Hernán Montealegre Klenner

La perquisition a été effectuée à 9 heures et Mme Marta Arevalo Contreras, dont la signature est apposée ci-dessous, certifie qu'il n'a été causé aucun dommage matériel et que les occupants n'ont subi aucun sévice de quelque nature que ce soit.

SANTIAGO, le 12 mai 1976

(Signé) Marta Arevalo Contreras

Nom et signature de la secrétaire
du bureau

(Signé) illisible

Nom et signature de l'agent
de la force publique qui a
procédé à la perquisition

/...

ANEXO P. d.

REPUBLICA DE CHILE
Dirección de Inteligencia Nacional

ACTA DE ALLANAMIENTO

En Santiago, a doce de Mayo - 1976, se procedió a allanar el inmueble ubicado en Hacienda N° 1189 - 7° piso - Oficina N° 2 siendo su propietario el señor Héctor Montenegro Klepper

El allanamiento se llevó a cabo a las 09⁰⁰ horas y bajo firma Don MARTIN ARCEVALO CONTRERA

Certifica que no se produjeron daños físicos a la propiedad ni lesiones a los moradores de ninguna índole.

aSANTIAGO, 12 de Mayo 1976

MARTIN ARCEVALO CONTRERA

Nombre y firma del ~~dueño del inmueble~~

sección de la oficina

ALBERTO REYES

Nombre y firma del encargado del allanamiento.

Annexe 12

Déclaration faite sous serment par M. et Mme _____, consignée à titre de témoignage dans le Rapport du Groupe de travail. Document dont le caractère anonyme et la teneur s'opposent à ce qu'il soit reçu comme preuve

En vertu de la législation chilienne, les notaires tiennent des registres publics où ils consignent les dépositions qu'ils reçoivent dans les formes prescrites par la loi. Le 30 juin, date de la déclaration citée par le Groupe de travail, on ne trouve dans aucun registre le texte cité par le Groupe de travail

d) Détention de M. _____ et Mme _____

187. La déclaration ci-après, faite sous serment, a été communiquée au Groupe par une source digne de foi. Les noms et adresses ont été omis conformément à l'engagement pris par le Groupe de respecter le caractère confidentiel des témoignages.

"A Santiago, le trente juin mil neuf cent soixante-seize, M. _____, ressortissant chilien, domicilié _____, à Conchalí, titulaire de la carte d'identité No _____ délivrée par la Préfecture de Santiago, fait sous serment devant moi, notaire du lieu, la déclaration ci-après :

Le samedi 22 mai de l'année en cours, j'ai appris par des voisins que des individus en civil, déclarant appartenir à la Dirección de Inteligencia Nacional (DINA), avaient posé aux habitants du quartier des questions sur mon compte et, en particulier, sur mes activités et mon lieu de travail. Le lendemain, ces mêmes individus sont revenus dans le quartier, et cette fois, ils ont commencé à demander aux voisins des renseignements sur mon beau-frère, Antonio _____, époux de ma soeur, Elizabeth _____. Le lundi 24 mai, alors que je sortais faire des courses non loin de chez moi, j'ai constaté que j'étais observé par des personnes en civil que je ne connaissais pas. Plus tard, dans l'après-midi de ce même lundi, je me suis rendu dans le centre de la ville où j'avais à faire, et il était à peu près quinze heures lorsque, descendant de l'autobus à l'angle de la rue Alameda et de la rue Amanategui, j'ai été appréhendé par des individus en civil qui m'ont poussé dans une automobile, une Fiat 125 de couleur gris plomb; à aucun moment, il n'a été fait mention d'un mandat d'arrêt. Sitôt entré dans le véhicule, j'ai eu les yeux bandés et l'on m'a conduit en un lieu situé dans le secteur de Peñalolén (je m'en suis rendu compte parce que le ruban adhésif qui tenait le bandeau était mal fixé d'un côté et j'ai pu voir le parcours suivi). Nous sommes arrivés à une maison, que j'ai pu reconnaître comme le lieu dit "Villa Grimaldi", centre de détention utilisé par la DINA. Quelques instants après m'avoir fait entrer dans la "Villa Grimaldi", on m'a emmené dans une pièce où j'ai subi un interrogatoire concernant surtout ma soeur, Elisabeth, et mon beau-frère, Antonio, sur les activités desquelles on m'a questionné

/...

avec insistance; j'ai pu me rendre compte qu'ils étaient assez bien informés des activités tant de ma soeur que de mon beau-frère, et aussi de leurs activités avant septembre 1973. Pendant cet interrogatoire, ils m'ont dit qu'ils ne me rendraient pas la liberté avant d'avoir arrêté ma soeur et mon beau-frère que, bien entendu, ils recherchaient précisément pour les appréhender. Toujours au cours de cet interrogatoire, ils m'ont demandé où était une personne qu'ils m'ont décrite comme un "homme blond, un peu corpulent, se déplaçant avec une petite valise", qui venait fréquemment à la maison, et aussi ce que cette personne venait faire chez nous. Il s'agissait de Juan _____ que je connais depuis plusieurs années car c'était un camarade d'université de mon beau-frère Antonio; ces derniers temps, les deux hommes préparaient ensemble un travail pour leurs études, à l'Université technique d'Etat, et c'est l'une des raisons pour lesquelles Juan _____ couchait parfois chez ma soeur et mon beau-frère. Une fois l'interrogatoire terminé, j'ai quitté la "Villa Grimaldi" dans le véhicule qui m'y avait amené, et l'on m'a dit que l'on m'emmenait "voir si ta soeur est la personne que nous cherchons". En arrivant au centre de la ville, on m'a enlevé le bandeau que j'avais sur les yeux et le véhicule s'est arrêté rue Lord Cochrane, devant le bâtiment où travaille ma soeur, l'idée étant d'identifier ma soeur comme la personne recherchée lorsqu'elle sortirait. A dix-huit heures trente environ, mon beau-frère Antonio est arrivé avec la "citroneta" qu'il utilisait pour ses déplacements et qui appartenait à l'entreprise où il travaillait; ma soeur est sortie du bâtiment, a rejoint mon beau-frère et tous deux sont partis en "citroneta". Au moment où les agents de la DINAMICA qui étaient dans la voiture avec moi ont vu arriver mon beau-frère, ils se sont exclamés : "c'est le _____ 16/ que nous recherchons depuis longtemps", se reportant à la photographie d'identité qu'ils tenaient et qu'ils m'avaient montrée auparavant, pendant l'interrogatoire. Et quand ils ont vu ma soeur, ils ont dit également à haute voix : "voilà la _____ 16/ que nous cherchons". Quand le véhicule de mon beau-frère a démarré, la Fiat 125 dans laquelle je me trouvais a fait de même et nous avons suivi la "citroneta" dont il s'agissait maintenant d'arrêter les occupants. Mais à quelques rues de là, nous avons perdu de vue la "citroneta", et les agents de la DINAMICA ont exprimé avec véhémence leur mécontentement d'avoir été semés, alors qu'ils se préparaient à arrêter ma soeur et son mari. Après cela, on m'a ramené à la "Villa Grimaldi" où je suis resté jusqu'au mercredi 26 mai, date à laquelle, vers 19 heures, j'ai entendu le bruit d'une "citroneta" qui arrivait dans la cour. Je n'ai eu aucune peine à reconnaître le véhicule utilisé par mon beau-frère et dont le moteur, au moment de s'arrêter, produit un bruit caractéristique venant de la courroie du ventilateur. J'ai alors entendu un cri de femme et j'ai nettement reconnu la voix de ma soeur Elisabeth, laquelle arrivait donc à cet instant à la "Villa Grimaldi", ayant finalement été arrêtée après des jours de filature. Quelques instants plus tard, j'ai de nouveau entendu le bruit du moteur de la "citroneta", ce qui m'a permis de confirmer qu'il s'agissait bien de la camionnette utilisée par mon beau-frère Antonio et appartenant à l'entreprise dans laquelle ce dernier travaillait. Au bout de deux heures environ, un gardien est entré dans la cellule où je me trouvais et m'a dit que je pouvais partir, mais que je ne devais rien dire de ce qui s'était passé, sous peine de rester à la Villa non pas 3 jours mais beaucoup plus longtemps. On m'a de nouveau bandé les yeux

et conduit jusqu'à une camionnette dont les occupants m'ont répété les menaces du gardien et m'ont finalement jeté hors de la voiture près de la colline de San Cristóbal, d'où je suis rentré chez moi. Je dois rappeler ici que, lorsqu'on m'a interrogé, on m'a dit que je ne serais remis en liberté que lorsque ma soeur et mon beau-frère auraient été arrêtés; cela cadre parfaitement avec le fait que j'ai entendu la "citroneta" et la voix de ma soeur dans l'enceinte de la "Villa Grimaldi". Le lendemain, je suis allé chez ma soeur et mon beau-frère, que je n'ai pas trouvés, et en regardant par la fenêtre de leur appartement, j'ai pu constater qu'il y avait un grand désordre à l'intérieur, le sol était jonché d'objets et tout était bouleversé, ce qui prouvait manifestement que les locaux avaient été fouillés. Ce même vendredi, je me suis également rendu aux lieux de travail respectifs de mon beau-frère et de ma soeur, où on ne les avait pas vus depuis le jeudi, le mercredi 26 étant le dernier jour où ils étaient venus travailler. A l'entreprise de construction où travaillait mon beau-frère et à laquelle appartenait la "citroneta" qu'il utilisait et que j'avais entendue à la "Villa Grimaldi", on m'a confirmé qu'on ne savait pas où était ce véhicule."

/...

Annexe 13

Texte de la communication datée du 24 mars 1976, par laquelle la Prefectura Santiago Oriente, 13a. Comisaría, Nuñoa, du Cuerpo de Carabineros de Chile, rend compte au deuxième Tribunal militaire de Santiago du décès de don Patricio Amador ALVAREZ lors d'un affrontement avec les forces de l'ordre

COPIE

CARABINEROS DE CHILE
PREFECTURA SANTIAGO ORIENTE
13a. COMISARIA ÑUÑO
GUARDIA

(Où il est rendu compte de voies de fait sur la personne d'un carabinero de service)

No 5

ÑUÑO, le 24 mars 1976

AU DEUXIEME TRIBUNAL MILITAIRE
DE SANTIAGO
E.V.

Je vous informe que, ce jour, à 0 h 40, le capotal Luis Fernández Cárdenas et de Carabinero ALEXIS MELLA SALINAS, appartenant au groupe d'élèves officiers de l'Escuela de Carabineros "General Carlos Ibáñez del Campo", qui étaient de service à l'Instituto Superior de Carabineros, sis à l'angle des avenues Irarrázaval et Montenegro, ont intercepté un individu âgé d'environ 23 ans qui courait sur le trottoir sud de l'avenue Irarrázaval en direction de l'est.

Ce dernier, interrogé, ayant déclaré ne pas avoir de carte d'identité, le caporal FERNANDEZ, après l'avoir fouillé superficiellement, s'est dirigé vers l'intérieur de l'Instituto Superior de Carabineros dans le but de demander de l'aide à la Central de Comunicaciones, afin d'envoyer le suspect à la 13a. Comisaría Nuñoa; celui-ci a profité de l'occasion pour frapper avec ses poings le Carabinero MELLA et s'est enfui par l'avenue Irarrázaval et la rue Los Cerezos en direction du sud; dans ces conditions, le Carabinero MELLA, après l'avoir sommé sans succès de s'arrêter, a fait usage de son arme Carl-Gustaf No 100, tirant sept coups de feu, dont les quatre premiers en l'air; l'un des trois coups de feu restants a atteint l'individu dans la région dorsale, du côté droit, avec sortie de projectiles; l'individu s'est effondré sur le trottoir est de la rue Los Cerezos, devant le No 46, et est mort sur le coup.

Le sergent LUIS RODRIGUEZ RIONES, qui assurait le troisième tour de service, en qualité de responsable du Furgón Z-353 de R.P., avait confié à 0 h 30 aux deux hommes de service un individu présentant des caractéristiques analogues à celles du mort, étant donné que quelques instants auparavant, à l'angle des avenues Irarrázaval et Brown Norte, un groupe de personnes attendant l'autobus avait informé le sous-officier en question qu'un individu vêtu d'un pantalon sombre et d'une chemise à carreaux s'était lancé à plusieurs reprises contre les véhicules qui passaient à cet endroit.

Le Carabinero Alexis MELLA Salinas a souffert d'une lésion sans gravité à la lèvre supérieure, selon le diagnostic du médecin de service à l'Hospital de Carabineros.

/...

La Brigada de Homicidio, ayant à sa tête l'inspecteur Domingo Pinto Arrieta, s'est rendue sur les lieux des événements.

Sur autorisation téléphonique du responsable de service, le commandant Rolando Melo S., le cadavre a été transporté à l'Institut médico-légal, certificat No 100 en date de ce jour.

Le caporal et le Carabinero susmentionnés attendent la décision du Tribunal.

Signé AMADOR ARROYO FAUNDEZ, sergent des Carabineros, sous-officier de garde.
FELIX MIGUEL OPAZO FARIAS, capitaine des Carabineros, SCUS-COMMISSAIRE DES SERVICES,
COMMISSAIRE SUPPLEANT.

CERTIFIE conforme à l'original :

ÑUÑO A, juin 1976. Signature illisible. Cachet du Cuerpo de Carabineros de Chile.

/...

Annexe 14

Notes datées des 1er et 21 septembre dernier adressées respectivement à M. Ghulam Ali ALLANA, et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par les Missions permanentes du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève et à New York, concernant le décès de M. Carmelo SORIA, ressortissant chilien

o 1132

La délégation permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies et des organismes internationaux ayant leur siège à Genève, présente ses salutations distinguées à M. Ghulam Ali Allana, Président du Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et a l'honneur de lui faire parvenir divers documents se rapportant au décès de M. Carmelo Soria Espinoza.

Ces renseignements comprennent une communication de la Cour d'appel de Santiago au Ministre de la justice, un rapport du troisième Tribunal criminel de grande instance de Santiago au Président de la Cour d'appel de Santiago et un rapport de la Dirección de Orden y Seguridad de Carabineros (Direction de l'ordre et de la sécurité des Carabineros) au Ministère de l'intérieur.

Il faut ajouter à ce qui précède que, selon des statistiques détaillées établies par les Carabineros du début de 1975 jusqu'à ce jour, 18 véhicules ont été jetés depuis le Camino del Alba dans le canal "El Carmen".

La délégation permanente du Chili saisit cette occasion pour renouveler à M. Ghulam Ali Allana, Président du Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, les assurances de sa très haute considération.

Genève, le 1er septembre 1976

/...

Le rapport d'autopsie de la victime conclut que le décès est dû à un traumatisme cervico-thoracique et cranio-encéphalique. Il indique en outre, qu'elle présentait un taux d'alcoolémie de 1,49 gramme pour 1 000, ce qui dénote un état d'ébriété. Néanmoins, le tribunal a décidé de faire procéder à une expertise mécanique afin de déterminer l'état technique du véhicule, et en particulier de son système de sécurité, et de savoir si les dommages qu'il présente sont dus au capotage, au choc ou à la chute. En même temps, il a demandé un rapport sur la relation de cause à effet entre les lésions présentées par la victime, d'après l'autopsie, et les objets durs faisant saillie à l'intérieur de l'automobile. En outre, le médecin légiste a été prié de développer les conclusions du rapport d'autopsie indiquées.

En ce qui concerne la demande de Votre Excellence tendant à ce que les autorités chiliennes désignent un magistrat itinérant pour connaître de cette affaire, je peux l'informer que le Ministère de la justice, bien qu'il ne juge pas opportun de prendre une telle initiative au stade actuel de l'enquête, veillera à ce que la conduite de cette affaire se déroule devant les tribunaux afin que ceux-ci, qui sont seuls compétents pour résoudre cette question, décident s'il convient ou non de procéder à cette désignation.

Je dois rappeler à Votre Excellence que tous les faits liés à ce pénible événement sont du ressort des tribunaux ordinaires chiliens, lesquels, outre qu'ils sont seuls compétents pour intervenir dans cette affaire délicate, ne dépendent d'aucun autre pouvoir de l'Etat dans l'exercice de leurs fonctions. Ils appliquent à cette affaire les dispositions pertinentes de la législation chilienne conformément à la procédure établie par la loi pour ce type d'enquête.

Je peux donner à Votre Excellence l'assurance que le Gouvernement chilien partage votre vif désir de faire toute la lumière sur ces faits et que les tribunaux ordinaires s'y emploient actuellement avec l'indépendance, la diligence et le sérieux qui les caractérisent. Je me ferai un devoir de porter à la connaissance de Votre Excellence tout autre renseignement que la Mission permanente pourrait recevoir sur cette affaire.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Ismael HUERTA DIAZ

Vice-Amiral

/...

No 1015/109

New York, le 21 septembre 1976

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de répondre à Votre Excellence au sujet de la requête qu'elle a bien voulu m'adresser le 2 septembre dernier à propos du décès de M. Carmelo SORIA Espinoza, fonctionnaire chilien du Centre latino-américain de démographie (CELADE).

A ce sujet, comme le sait Votre Excellence, les tribunaux chiliens, en accord avec les dispositions législatives pertinentes, conformément à la procédure suivie habituellement dans ce genre d'affaire et par l'intermédiaire de l'organe judiciaire compétent, à savoir la troisième chambre criminelle du tribunal de grande instance de Santiago, ont pris connaissance des faits ayant trait au tragique décès de M. Soria. En effet, dans le cadre de ses attributions habituelles, la Tenencia del Cuerpo de Carabineros de "El Salto" a fait savoir que le 16 juillet dernier, à 11 h 40, le corps de M. Carmelo SORIA Espinoza a été découvert dans le canal d'irrigation "El Carmen" et qu'à 800 m environ en amont on a trouvé une automobile de marque Volkswagen, de couleur blanche, portant l'immatriculation ONU 164, de 1976. Les renseignements cités indiquent que l'automobile en question semble avoir quitté la route dite de "La Pirámide", dévalant le flanc de la colline sur une distance d'environ 200 m pour tomber dans le canal où on l'a retrouvée totalement hors d'usage. A quelques mètres de la rive du canal, on a trouvé un carnet de chèques de la Banco Sudamericano, un passeport des Nations Unies No 63431 et une carte d'identité No 2 898 403 délivrée par la préfecture de Santiago, tous ces documents étant établis au nom de Carmelo SORIA Espinoza.

L'enquête effectuée sur les lieux le 22 juillet dernier par le tribunal qui a été saisi de l'affaire confirme l'endroit où l'on a découvert le corps de la victime, à 200 m environ de la route principale et ajoute que, d'après les Carabineros, le corps de M. SORIA a été trouvé dans le canal où il était retenu par une branche d'eucalyptus. Il faut ajouter que pour trouver le corps de M. SORIA dans le canal, il a fallu interrompre l'écoulement de l'eau et le draguer.

Le même document du tribunal établit qu'à 1 000 m environ à l'est du lieu où l'on a découvert le corps de la victime, et en remontant le versant ouest de la colline, c'est-à-dire en amont du canal, on a retrouvé les traces de l'automobile Volkswagen déjà identifiée, à savoir le véhicule tombé dans le canal et constaté qu'elle avait dévalé le versant de la colline depuis la route dite "La Pirámide", les traces laissées sur la végétation et indiquant un mouvement en zig-zag étant encore visibles à cette date.

La distance entre l'endroit où a été trouvé le véhicule et celui où l'on a découvert le corps de l'infortuné M. SORIA s'expliquerait par le débit important des eaux du canal "El Carmen" qui auraient entraîné le corps, ainsi qu'il ressort du dossier que détient la troisième chambre criminelle du tribunal de grande instance.

/...

Annexe 15

Liste des installations du sous-sol du Palais du Congrès
national du Chili, sis à Santiago

Lingerie et installations sanitaires à l'usage des employés.

Ateliers de serrurerie, de mécanique et d'électricité.

Installations de climatisation de l'hémicycle.

Installations de télévision en circuit fermé.

Chaudières de chauffage central.

Motopompes pour la distribution de l'eau.

Monte-charges.

Celliers.

Dépôt de poubelles.

Annexe 16

Attestation du Directeur général de la gendarmerie chilienne
démentant que le personnel de la Dirección de Inteligencia
Nacional (service de renseignements) "ait libre accès aux
établissements qui se trouvent sous son autorité"

ATTESTATION

Je soussigné, certifie que la gendarmerie chilienne, en tant qu'organisme de défense sociale chargée de la surveillance, de la garde et de la réadaptation des prisonniers, reçoit ses ordres du Ministère de la justice et des tribunaux ordinaires et d'exception et ignore les instructions d'autres organismes d'Etat qui ne sont pas rattachés au Ministère de la justice ou aux tribunaux précités.

Il est en conséquence absolument faux de prétendre que le personnel de la Dirección de Inteligencia Nacional (DINA) a libre accès aux établissements pénitentiaires à des fins étrangères aux activités pénitentiaires.

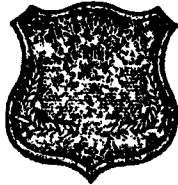
De même, je certifie que les établissements pénitentiaires n'abritent que des détenus de droit commun en instance de jugement ou déjà condamnés par les tribunaux du pays et que les relations quotidiennes qu'entretiennent le personnel et les prisonniers n'ont jamais été entachées de violences physiques ou morales, fait que confirment implicitement les visites ordinaires et extraordinaires effectuées par le Président de la Cour suprême, les magistrats des cours d'appel du pays et les juges des instances pénales auprès desquels aucune plainte n'a été déposée pour mauvais traitements, en faits ou en paroles, subis par des détenus de la part de la gendarmerie.

Il convient de souligner que la presse écrite, parlée et télévisée a pu assister à ces visites.

SANTIAGO, le 30 septembre 1976.

/...


REPUBLICA DE CHILE
MINISTERIO DE JUSTICIA



SECRETARÍA PRIVADA
AYUDANTÍA GENERAL

ANEXO 11.4

CERTIFICADO

 Certifico que el Servicio de Gendarmería de Chile, como Organismo de Defensa Social, encargado de la Atención, Custodia y readaptación de los presos obedece ordenes emanadas del Ministerio de Justicia y Tribunales Ordinarios y Especiales de Justicia y desconoce actuaciones emanadas de otros Organismos del Estado que no se encuentren vinculados al Ministerio y Poder Judicial mencionados.

En consecuencia, es falso de falsedad absoluta que personal dependiente de la Dirección de Inteligencia Nacional (DINA) tenga libre acceso a los establecimientos de reclusos con fines ajenos al quehacer penitenciario.

Asimismo, certifico que en los establecimientos solo se encuentran reos comunes en calidad de detenidos, procesados y condenados de los Tribunales del país y que jamás se ha usado violencia física ni moral en el trato cotidiano existente entre el Personal y los reos, hecho que implícitamente se encuentra confirmado con las Visitas Ordinarias y Extraordinarias de Cárceles efectuadas por el Presidente de la Corte Suprema de Justicia, Ministros de las Cortes de Apelaciones del país y Jueces del Crimen, al no haberse recibido en aquellas oportunidades quejas por maltrato de hecho ni de palabra por parte del Personal de Gendarmería a los reos.

Cabe hacer notar que en estas visitas ha tenido acceso directo la prensa escrita, radial y televisiva.

Santiago, 30 de Septiembre de 1976.

Annexe 17

Attestation du Sous-Secrétaire d'Etat à la justice, concernant
les examens médicaux subis par MM. Patricio BUSTOS et José MOYA
lors de la visite du Ministre effectuée au camp de détention de
"Cuatro Alamos"

ATTESTATION

Je soussigné, Sous-Secrétaire d'Etat à la justice de la République du Chili, certifie, à la demande du représentant du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. Miguel Alex Schweitzer Walter, ce qui suit :

1. Le Ministre de la justice, M. Miguel Schweitzer Speisky, conformément aux dispositions du D.S. 187 du Ministère de la justice, en date du 30 janvier 1976, et 146 du Ministère de l'intérieur, en date du 25 février 1976, s'est rendu inopinément, dans la nuit du 3 au 4 mars, entre minuit et 2 h 45, au camp de détention connu sous le nom de "Cuatro Alamos", accompagné du soussigné, en sa qualité de Sous-Secrétaire d'Etat à la justice, du Directeur du Service national de la santé publique, le Dr René Merino Gutierrez et du Directeur du Service médico-légal, le Dr Alfredo Vargas Baeza.

2. A cette occasion, entre autres mesures et enquêtes entreprises pour s'assurer de l'application, dans le camp en question, des dispositions énoncées dans le D.S. 187 précité :

a) Les médecins faisant partie du groupe de visite, à savoir les docteurs Merino et Vargas, ont examiné le détenu Erwin Patricio Bustos Strecker et ont constaté qu'il souffrait d'une inflammation d'un testicule (hydrocèle); ils ont par ailleurs diagnostiqué une mycose chez le détenu José Moya Baurich;

b) En conséquence, des mesures ont été prises immédiatement pour dispenser des soins médicaux aux détenus mentionnés à l'alinéa a) ci-dessus.

3. Au cours d'une visite inopinée ultérieure du Ministre de la justice et des médecins mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus le 20 mai 1976 entre 9 heures et 14 heures, au camp de détention de "Cuatro Alamos", il a été constaté que tant le détenu Bustos que le détenu Moya avaient reçu les soins médicaux voulus et qu'ils étaient complètement rétablis.

Santiago, le 8 octobre 1976

/...

C E R T I F I C A C I O N

El Subsecretario del Ministerio de Justicia de la República de Chile, que suscribe certifica, a petición del delegado chileno ante la Organización de las Naciones Unidas don Miguel Alex Schweitzer Walter, los siguientes hechos:

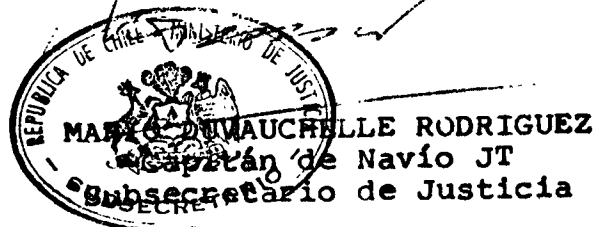
1. Que el Sr. Ministro de Justicia, don Miguel Schweitzer Speisky, se constituyó de conformidad con lo prevenido en el D.S. 187, de Justicia, del 30 de Enero de 1976 y 146, del Interior, del 25 de Febrero de 1976, en forma intespestiva la noche del 3 al 4 de Marzo entre las 24 y las 02:45 hrs., en el Campamento de Detenidos conocido con el nombre de "Cuatro Alamos", acompañado del suscrito, en su calidad de Subsecretario de la Cartera de Justicia, del Director del Servicio Nacional de Salud Dr. René Merino Gutiérrez y del Director del Servicio Médico Legal Dr. Alfredo Vargas Baeza.

2. Que en la oportunidad antes señalada, entre otras actuaciones y diligencias practicadas destinadas a verificar si se cumplían en dicho Campamento las normas dispuestas en el D.S. 187 antes mencionado, se practicaron las siguientes:

a) Se examinó por los médicos integrantes de la visita Drs. Merino y Vargas al detenido Sr. Erwin Patricio Bustos Strecker, advirtiéndose que tenía una inflamación en un testículo (hidrocele) y al detenido Sr. José Moya Baurich, diagnosticándose que padecía de micosis.

b) En atención a lo señalado en la letra a) precedente, se dispuso de inmediato que los detenidos antes mencionados fueran objeto de atención médica.

3. En visita posterior, también intespestiva, practicada por el Sr. Ministro de Justicia y de los médicos mencionados en el párrafo 1) precedente el día 20 de Mayo de 1976 entre las 09:00 y las 14:00 hrs. en el Campamento de Detenidos "Cuatro Alamos", pudo constatarse que tanto el detenido Sr. Bustos como el detenido Sr. Moya habían sido debidamente atendidos profesionalmente y se encontraban totalmente restablecidos.



Santiago, 8 de Octubre de 1976.-

Annexe 13

Déclaration du Président de la Cour suprême au sujet des cas
de MM. Manuel GUERRERO, José Miguel MOYA, Claudio Eugenio
BLANCO, Francisco Javier REYES Ortiz et Iván PARVEX Alfaro

DECLARATION DU PRESIDENT DE LA COUR SUPREME

"En ce qui concerne les détenus grièvement blessés, seul le cas de M. Manuel Leonidas Guerrero Ceballos a été signalé; il a été porté devant le tribunal compétent et a donné lieu à l'ouverture du procès No 1516-76 par le Premier tribunal militaire.

En ce qui concerne MM. José Miguel MOYA Raurich et Claudio Eugenio Blanco Toledo, il convient de reproduire ci-après les faits consignés dans le rapport établi à l'issue d'une visite :

MM. José Miguel Moya Raurich, Claudio Blanco Toledo, Eugenio Francisco Reyes Ortiz et Iván Parvex Alfaro, des membres de leur famille et également des membres de la famille de M. Raoul Gonzales Anjari m'avaient fait savoir qu'ils n'étaient pas en bonne santé et qu'ils ne recevaient pas de soins médicaux. Les intéressés ont fait savoir qu'ils étaient en bonne santé et qu'ils avaient été examinés par les médecins. Le détenu Oscar de la Fuente Muñoz s'est plaint de douleurs rhumatismales, tout en signalant qu'il était dans l'ensemble en bonne santé."

/...

Annexe 19

Attestations du Service de contrôle des frontières concernant
Mario Jaime ZAMORANO, Onofre Jorge MUNOZ, Bernardo ARAYA Zuleta
et María Olga FLORES Barraza, confirmant leur sortie du
territoire national

Santiago, 20 août 1976

MINUTE

Selon les archives du Service de contrôle international des frontières,
les voyages des personnes suivantes ont été enregistrés depuis la date indiquée :

MARIO JAIME ZAMORANO DONOSO, depuis le 1-5-76.

SORTIE : 13-5-76

PUDAHUEL

ARGENTINE

ENTREE : AUCUNE INDICATION

ONOFRE JORGE MUÑOZ BOUTAYS, depuis le 13-5-76

SORTIE : 13-5-76

PUDAHUEL

ARGENTINE

Carte d'identité No 2595417-7 Santiago, né le 16-12-1933, marié, employé, Chilien.

BERNARDO ARAYA ZULETA et MARIA FLORES BARRAZA : aucune indication de voyage depuis
mars 1976.

Il est rappelé que, pour la période allant du 1er avril au 31 juillet 1976,
seuls les registres de Pudahuel ont été examinés car ceux des autres postes
frontières sont en cours de traitement IBM.

Veillez agréer, etc.

LE SOUS-COMMISSAIRE EN CHEF

SERVICE DE CONTROLE INTERNATIONAL
DES FRONTIERES,

MANUEL CORNEJO OYARZUN

/...

ANEXO 12 Q.

CONTROL INTERNACIONAL
FRONTERAS

Stgo, AGOSTO 20 DE 1976.

M I N U T A S/N

Revisados los Archivos de la Sección Control Internacional de Fronteras, registran anotaciones de viajes las siguientes personas: a contar de la fecha que se indica:

MARIO JAIME ZANGRANO BONOSO, a contar del 19-05-76.

SALIDA : 13-05-1976 PUDAHUEL ARGENTINA
ENTRADA : NO CONSTA

ONOFRE JOSE MUÑOZ BOUTAYS, a contar del 13-05-76

SALIDA : 13-05-1976 PUDAHUEL ARGENTINA

Cédula de Identidad Nº 7595417-7 Stgo, nacido el 16-12-1933, casado, empleado particular, chileno.

BERNARDO ARAYA ZULETA y MARIA FLORES BARRAZA, no registran anotaciones de viajes, a contar de Marzo de 1976.

Se hace presente que del 19 de Abril al 31 de Julio de 1976. solo se revisó Pudahuel, no así el resto de las fronteras por encontrarse su información en procesamiento I.B.M.

Saluda a UD.

MANUEL CORNEJO OYARZUN
SUBCOMISARIO JEFE
SECC. CONTROL INTERNACIONAL DE FRONTERAS

SERVICE DE CONTROLE INTERNATIONAL DES FRONTIERES

ANNEXE 20.A

MINUTE

L'examen des archives du Service de contrôle international des frontières après avril 1976 révèle que la sortie de BERNARDO ARAYA ZULETA et MARIA OLGA FLORES BARRAZA a été enregistrée le 7 avril 1976 par le poste de Caracoles à destination de l'Argentine en voiture particulière non identifiée.

Aucune entrée ultérieure n'a été enregistrée.

Le Sous-Commissaire en chef,
Manuel Cornejo Oyarzun

/...

Annexe 20

Rapport concernant huit personnes détenues à Valparaiso

1. En janvier 1975, on a appris l'existence d'un groupe terroriste appartenant au Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), qui menait diverses activités à Valparaiso.
2. Lorsque l'on a voulu raser la maison où le groupe avait installé son siège, un violent affrontement a eu lieu, au cours duquel le chef adjoint de la région de Valparaiso du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), Alejandro VILLALOBOS Diaz, connu parmi les terroristes sous le sobriquet de MICKEY, a trouvé la mort.
3. A la suite de cette action, on a arrêté le chef de la région de Valparaiso du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), Eric ZOTT Chuecas, son collaborateur le plus proche Neftali CARAVANTES Olivares et l'amie de ce dernier, Liliana CASTILLO Rojas, qui se trouvait avec eux.
4. Par la suite, on a arrêté les autres membres de ce groupe terroriste qui ont été transférés à Santiago. Voici la liste des détenus :
 - ZOTT Chuecas, Eric Reinaldo, prison de Valparaiso, pendant l'instruction de l'affaire No A-637.
 - JORQUERA Iturriaga, Reina, au camp de Tres Alamos, par Jécret No 1585, du 30 septembre 1975.
 - VESELY Fernandez, Sergio Alejandro, prison de Valparaiso pendant l'instruction de l'affaire No A-637.
 - COSTA del Pozo, Luis, expulsé du pays par décret No 693 du 28 mai 1975 à destination de l'Equateur.
 - DIAZ Caceres, Carlos, prison de Valparaiso pendant l'instruction de l'affaire No A-637.
 - VASQUEZ Malebran, Sergio, Puchuncavi par décret No 1224 du 18 juin 1975.
 - ZURITA Campos, Jorge Jaime, au camp de Tres Alamos par décret No 1911 du 13 février 1976.
 - MEDINA Bravo, Monica, prison de Valparaiso pendant l'instruction de l'affaire No A-637.
 - BRIEN Pizarro, Hernan Horacio, à Puchuncavi par décret No 993 du 18 avril 1975

/...

- DONOSO Astudillo, Jorge, libéré par décret No 2115 du 16 juin 1976.
- TORRES Villegas, Julio, libéré par décret 1587 du 30 septembre 1975.
- MONTECINOS Jeffs, Miguel, à Puchuncavi par décret No 993 du 18 avril 1975.
- PLAZA Tapia, Francisco, à Puchuncavi, par décret 1224 du 18 juin 1975.
- MARTINEZ Jiménez, Jorge, au camp de Tres Alamos par décret No 2068 du 18 mai 1976.
- KRIMPEL Tercecier, Frida, expulsée du pays par décret No 502 du 14 avril 1975

5. Pendant sa détention, Mme Liliana Castillo a accouché et a reçu les soins d'urgence.

6. Après le premier interrogatoire, les personnes ci-après ont été laissées en liberté, car elles n'étaient pas directement impliquées dans l'affaire faisant l'objet de l'enquête :

Maria Isabel GUTIERREZ Martinez
Elias Eduardo VILLA Quijon
Abel Alfredo VILCHES Figueroa
Carlos Ramon RIOSECO Espinoza
Alfredo Gabriel GARCIA Vega
Fabian IBARRA Coráova
Sonia RIOS Pacheco.

7. Le 28 janvier 1975, Liliana CASTILLO a été mise en liberté et conduite chez des membres de sa famille à Valparaíso.

8. Le 18 janvier 1975, M. Neftali CARAVANTES a été transféré à Santiago, où il a été mis en liberté. Ce transfert a été effectué parce que CARAVANTES avait reçu à plusieurs occasions des menaces de mort de la part d'autres membres du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR).

Annexe 21

Extraits de naissance et de casier judiciaire de Jorge Hernán MULLER
Silva, Ruperto ARANEDA Torres, Sergio Miguel MAUREIRA Muñoz, Sergio
Daniel TORMEN Méndez et Ramón CARRENO Silva

Service de l'état civil
et de l'identité
CHILI

CASIER JUDICIAIRE
NEANT
SANTIAGO, 8-10-76
V. Latrach B.

EXTRAIT DE NAISSANCE ET DE CASIER JUDICIAIRE

Numéro d'état civil : 5.520.349 Numéro pénal : -
Nom : JORGE HERMAN MULLER SILVA
Pseudonymes :
Surnoms :

WISE PAR
(Signé) : Illisible

Photographie

PAS DE PHOTOGRAPHIE

Fils de : Rodolfo et de : Irma
Né le : 10-1-1947 Pays : Chili
Province : Santiago Commune : Santiago
Etat civil : Célibataire Profession : Etudiant
Sait lire et écrire
Domicile : Alferez Real 1184
Observations :

Cachet du chef du Sous-Département
des archives judiciaires
Bureau central de l'identité
Etat civil et identité

(Signé) : Domingo VILLALOBOS Cerda

(Imprimerie du Registre (Casier judiciaire
de l'état civil et de au verso)
l'identité)

VICIO DE
E IDENT.

EXTRACTO DE FILIACION Y ANTECEDENTES

NUMERO CIVIL 5.520.349 NUMERO PENAL
NOMBRE JORGE HERNAN MULLER SILVA
NOMBRES SUPUESTOS
POCOS

FOTOGRAFIA

SIN FOTOGRAFIA

DATOS CIVILES

UJO DE Rodolfo Y DE Irma
ACIO EL 10-1-1947 PAIS Chile
ROVINCIA Santiago PUEBLO Santiago
STADO CIVIL soltero PROFESION estudiante

LEY ESCRIBE

OMICILIO Alferez Real 1184

BSERVACIONES

ap. Registro Civil e Identificación

(ANTECEDENTES A LA VUELTA)

ANTECEDENTES PENALES
NO REGISTRA
SANTIAGO, 8-10-76-
V. Litrach B.



Santiago Viala Cordero

Service de l'état civil
et de l'identité
CHILI

CASIER JUDICIAIRE

EXTRAIT DE NAISSANCE ET DE CASIER JUDICIAIRE

Numéro d'état civil : 6.523.894 Numéro pénal : 706.118

Nom : RUPERTO ARANEDA TORRES

Pseudonymes : JUAN ENRIQUE PINTO DURAN
VICTOR CANALES SOTO

Surnoms :

Photographie

PAS DE PHOTOGRAPHIE

Fils de : Inconnu et de : Inconnue
Né le : 17-2-1954 Pays : Chili
Province : Valdivia Commune : Valdivia
Etat civil : Célibataire Profession : Ouvrier
Sait lire et écrire
Domicile : Sta.Fé-Fdo. San Pedro
Observations :

(Imprimerie du Registre (Casier judiciaire
de l'état civil et de au verso)
l'identité)

9-3-71 - VOL DE BIENS AVEC VIOLENCES - 2ème
chambre de Los Angeles - Affaire 13.572 -
Inculpé le 18-5-71.

15-1-73 - VOL DE BIENS ET VOL AVEC EFFRACTION
DANS DES LOCAUX A USAGE D'HABITATION - 2ème
chambre de Los Angeles - Affaire 14.664 -
Inculpé le 19-1-73.

10-1-75 - VOL AVEC EFFRACTION - 1ère chambre
de Los Angeles - Affaire 45.135 - Condamné à
820 jours le 11-7-75.

15-7-76 - VOL AVEC EFFRACTION - Tribunal
C. Mulchén - Affaire 19.213 - Inculpé le
20-7-76.

SANTIAGO, le 8 octobre 1976.

1
8
1
VISE PAR
(Signé) : Illisible

Cachet du chef du Sous-Département
des archives judiciaires

Bureau central de l'identité

Etat civil et identité

(Signé) : Domingo VILLALOBOS Cerda

Service de l'état-civil
et de l'identité
CHILI

CASIER JUDICIAIRE
NEANT
SANTIAGO, le 8 octobre 1976

EXTRAIT DE NAISSANCE ET DE CASIER JUDICIAIRE

Numéro d'état civil : 5.203.175 Numéro pénal : -

Nom : SERGIO DANIEL TORMEN MENDEZ

Pseudonymes :

Surnoms :

WISE PAR
(Signé) : Illisible

Photographie

PAS DE PHOTOGRAPHIE

Fils de : Pedro et de : Lucía Victoria

Né le : 27-4-1949 Pays : Chili

Province : Santiago Commune : Santiago

Etat civil : Célibataire Profession : Etudiant

Sait lire et écrire

Domicile : Guillermo Mann No 2211

Observations :

Cachet du chef du Sous-Département
des archives judiciaires

Bureau central de l'identité

Etat civil et identité

(Signé) : Domingo VILLALOBOS Cerda

(Imprimerie du Registre
de l'état civil et de
l'identité)

(Casier judiciaire
au verso)

SERVICIO DE REGISTRO CIVIL
E IDENTIFICACION
CHILE

EXTRACTO DE FILIACION Y ANTECEDENTES

NUMERO CIVIL 5.203.175.- NUMERO PENAL
NOMBRE SERGIO DANIEL TORMEN MENDEZ
NOMBRES SUPUESTOS
AFIDOS

FOTOGRAFIA

SIN FOTOGRAFIA

DATOS CIVILES

HIJO DE Pedro Y DE Lucia Victoria
NACIO EL 27-4-1949 PAIS Chile
PROVINCIA Santiago PUEBLO Santiago
ESTADO CIVIL Soltero PROFESION Estudiante
LEE Y ESCRIBE
DOMICILIO Guillermo Mann # 2211.-

OBSERVACIONES.....

(Imp. Registro Civil e Identificación)

(ANTECEDENTES A LA VUELTA)

ANTECEDENTES PENALES.-

NO REGISTRA.-

Santiago, 8 de Octubre 1976.-

sbj/

[Handwritten signature]



[Handwritten signature]
Guillermo Mann

Service de l'état civil
et de l'identité
CHILI

CASIER JUDICIAIRE
NEANT
SANTIAGO, le 8 octobre 1976

EXTRAIT DE NAISSANCE ET DE CASIER JUDICIAIRE

Numéro d'état civil : 5.213.511 Numéro pénal : -
Nom : SERGIO MIGUEL MAUREIRA MUNOZ
Pseudonymes :
Surnoms :

WISE PAR
(Signé) : Illisible

Photographie

PAS DE PHOTOGRAPHIE

Fils de : Sergio et de : Purísima
Né le : 30-10-1945 Pays : Chili
Province : Santiago Commune : Buín
Etat civil : Célibataire Profession : Etudiant
Sait lire et écrire
Domicile : Viña Nahuellan Isla de Maipo
Observations :

Cachet du chef du Sous-Département
des archives judiciaires
Bureau central de l'identité
Etat civil et identité

(Signé) : Domingo VILLALOBOS Cerda

(Imprimerie du Registre
de l'état civil et de
l'identité)

(Casier judiciaire
au verso)

SERVICIO DE REGISTRO CIVIL
E IDENTIFICACION
CHILE

EXTRACTO DE FILIACION Y ANTECEDENTES

NUMERO CIVIL 5.213.511 NUMERO PENAL -----
NOMBRE SERGIO MIGUEL MAUREIRA MUÑOZ
NOMBRES SUPUESTOS
APDOOS

FOTOGRAFIA

SIN FOTOGRAFIA

DATOS CIVILES

HIJO DE Sergio Y DE Purísima
NACIMIENTO EL 30-10-1945 PAIS Chile
PROVINCIA Santiago PUEBLO Buín
ESTADO CIVIL soltero PROFESION estudiante
LEE Y ESCRIBE
DOMICILIO Viña Nahuellan Isla de Maipo.-

OBSERVACIONES.....

mp. Registro Civil e Identificación)

(ANTECEDENTES A LA VUELTA)

ANTECEDENTES PENALES.-

No registra.- xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx:
Santiago, 8 de Octubre de 1976
sag./

REVISADO POR

[Signature]



[Signature]

Service de l'état civil
et de l'identité
CHILI

EXTRAIT DE NAISSANCE ET DE CASIER JUDICIAIRE

Numéro d'état civil : 816.031 Numéro pénal : 445.179
Nom : RAMON CARRENO SILVA
Pseudonymes :
Surnoms :

Photographie

PAS DE PHOTOGRAPHIE

Fils de : Pedro et de : Ana
Né le : 8-12-1912 Pays : Chili
Province : Santiago Commune : Santiago
Etat civil : Célibataire Profession : Journalier
Sait lire et écrire
Domicile : Roble No 707
Observations :

(Imprimerie du Registre
de l'état civil et de
l'identité)

(Casier judiciaire
au verso)

CASIER JUDICIAIRE

5-6-1943 - ESCROQUERIE - 2ème chambre de Santiago
- Affaire No 19-904 - Condamné à 41 jours. Pas
de date.

SANTIAGO, le 8 octobre 1976

WISE PAR
(Signé) : Illisible

Cachet du chef du Sous-Département
des archives judiciaires
Bureau central de l'identité
Etat civil et identité

(Signé) : Domingo VILLALOBOS Cerda

SERVICIO DE REGISTRO CIVIL
E IDENTIFICACION
CHILE

EXTRACTO DE FILIACION Y ANTECEDENTES

NUMERO CIVIL 816.031.- NUMERO PENAL 445.179.-
NOMBRE RAMON CARREÑO SILVA
NOMBRES SUPUESTOS
APUDOS

FOTOGRAFIA

SIN FOTOGRAFIA

DATOS CIVILES

HIJO DE Pedro Y DE Ana
NACIO EL 8-12-1912 PAIS Chile
PROVINCIA Santiago PUEBLO Santiago
ESTADO CIVIL Soltero PROFESION Jornalero
LEE Y ESCRIBE
DOMICILIO Roble # 707.-

OBSERVACIONES

(Imp. Registro Civil e Identificación)

(ANTECEDENTES A LA VUELTA)

ANTECEDENTES PENALES.-

5-6-1943.-ESTAFAS.-293do.Santiago.-
Causa Nº 19-904.-Cond. a 41 ds. no
indica fecha.-xvxxvxxvxxvxxvxxvxxv
Santiago, 8 de Octubre 1976.-
sdf/

REVISADO POR

[Signature]



[Signature]
Domingo Villalobos Corda

Annexe 22

Relation des faits concernant la famille VARGAS

1. En septembre 1973, un ordre de détention a été lancé contre Dagoberto PEREZ Vargas, qui était connu comme l'un des principaux dirigeants du groupe terroriste dit Movimiento de Izquierda Revolucionario (MIR).

Il convient de rappeler qu'en octobre 1975, Dagoberto PEREZ était membre de la Commission politique du MIR et chargé en particulier du Groupe militaire au niveau national de ce mouvement, du Groupe national d'organisations et du Groupe international, lequel était responsable des contacts de ce mouvement terroriste avec l'extérieur (Argentine, Cuba, Europe).

Au sein du MIR, il a été connu sous les pseudonymes de OMAR, DIEGO, AMERICO et QUINTULLANCA. Il utilisait déjà les deux derniers en tant que membre de la Commission politique de ce mouvement terroriste.

2. Lors des enquêtes tendant à localiser et à découvrir les membres de la Commission politique du MIR et, en même temps, saisir le matériel explosif et l'armement, le délégué personnel de la Commission politique a été arrêté le 15 octobre 1975, vers 19 heures, dans le centre de Santiago.

Ce délégué personnel était porteur d'une abondante documentation concernant les actions terroristes et les armements personnels.

Après son arrestation, il a déclaré qu'il remplissait des fonctions de liaison, et que ses chefs se trouvaient dans le lotissement dit Parcela Santa Eugenia de Padre Hurtado, dont son père était propriétaire en titre. Il a reconnu cependant qu'en réalité tant l'argent que les effets qui se trouvaient dans ce lotissement appartenaient au MIR, et qu'il était le lieu de réunion de la Commission politique de ce mouvement.

De plus, ce délégué personnel a déclaré qu'il ne connaissait pas exactement le nombre de membres du MIR qui se trouvaient dans le lotissement, mais estimait qu'outre Nelson GUTIERREZ Yáñez, qui était le numéro 2 du MIR et son chef direct, "il devait y en avoir deux ou trois autres".

3. Sur la foi de cette déclaration, sept fonctionnaires de la sécurité ainsi que trois carabiniers du Commissariat de Padre Hurtado se sont dirigés vers le lieu indiqué et, vers 20 h 30, ont commencé à effectuer une reconnaissance dans les deux maisons et autres constructions situées sur la propriété.

4. En arrivant sur les lieux, ils ont vu un individu qui sortait en courant de la porte principale pour se diriger vers la maison centrale, et pendant qu'il faisait semblant d'entrer dans la propriété, d'abord par l'entrée principale puis par une entrée latérale qui donnait directement sur la deuxième maison, un feu nourri a été ouvert de l'intérieur du lotissement, qui a détruit une partie de la carrosserie et des vitres du fourgon des carabiniers, blessant deux d'entre eux qui se trouvaient dans la cabine du véhicule.

5. Voyant quoi, les hommes ont commencé à encercler la propriété, tout en essayant un feu continu d'armes automatiques provenant du devant de la maison principale ainsi que du côté nord-ouest et sud-est de la deuxième maison, qui se trouvait à l'intérieur et protégée par un silo.

/...

6. Alors que l'encerclement s'opérait, la deuxième maison a pris feu tandis que de la façade du bâtiment principal les rafales d'armes automatiques se faisaient plus continues, aggravées par des lancements de grenades. Il a fallu de ce fait interrompre la manoeuvre d'encerclement et concentrer l'attention sur le secteur d'où l'on tirait, car il était évident que les assiégés essayaient de s'ouvrir un passage de ce côté pour s'échapper.

7. En essayant de bloquer leur retraite, les forces se sont aperçues que cette position était tenue par un individu, apparemment Nelson GUTIERREZ Yáñez, et par Dagoberto PEREZ Vargas, qui est tombé mort au moment précis où il essayait de lancer une grenade, celle-ci restant dans sa main droite, tandis qu'il en avait encore deux autres dans les poches de son pantalon. L'autre individu est arrivé à s'enfuir vers l'intérieur.

8. Après quoi, le reste de la Commission politique du MIR a commencé à fuir vers les collines du nord du lotissement, juste au moment où volait en éclats la deuxième maison à la suite d'une explosion très violente provoquée par des munitions et explosifs qui y étaient entreposés et dont le poids est estimé à 50 kg de TNT, sans tenir compte des munitions.

9. Par la suite, on a pu constater que les personnes suivantes se trouvaient dans la propriété :

Andrés PASCAL Allende, secrétaire général du MIR
Mary Ann BEAUSIRE Alonso, assistante personnelle du précédent
Nelson GUTIERREZ Yáñez, numéro 2 du MIR
María Elena BACHMANN, assistante personnelle de GUTIERREZ
Dagoberto PEREZ Varga, membre de la Commission politique du MIR, chargé du Groupe militaire, de l'Organisation nationale et du Groupe international
Martín HERNANDEZ, numéro 1 du Comité central du MIR et chargé du secteur étudiant

On a constaté également par la suite que l'incendie de la maison et l'attaque subie faisaient partie du plan de retraite que la Commission politique du MIR avait préparé pour le cas où elle serait découverte.

10. De plus, on a découvert dans la propriété les armements et le matériel de fabrication d'armes ci-dessous :

- Six fusils AK
- Trois pistolets
- De nombreuses grenades à main
- Un RPG-7, de fabrication soviétique.

11. En recherchant et en localisant les responsables du secrétariat régional et du MIR, on a pu saisir une documentation abondante, notamment sur le fonctionnement d'une installation électronique, opérée par un individu dont le pseudonyme était "VICTOR", membre du Comité central de ce mouvement terroriste.

/...

12. Par la suite, en janvier 1976, on a appris qu'un individu connu sous le pseudonyme d'"ESTEBAN" et une femme dite "ERIKI", l'un et l'autre appartenant au Comité central du MIR, étaient venus vivre dans la maison où habitait "VICTOR", responsable de l'installation électronique.

13. Il est ressorti d'enquêtes ultérieures, dirigées sur les points de contacts établis par une organisation du MIR parallèle à l'installation électronique, que ledit "VICTOR" était Amador DEL FIERRO Santibáñez, ancien militant du MIR et que, dès 1974, il avait eu affaire aux forces de sécurité, abandonnant sa femme et un véhicule loué. Ce dernier fait a permis de confirmer l'identité de "VICTOR", "GERMAN" et "PETE EL NEGRO".

14. Le 23 février 1976, on est arrivé à découvrir le domicile de Amador DEL FIERRO Santibáñez et une action a été préparée en vue de l'arrêter comme les précédents; de plus deux autres membres du MIR non identifiés (un homme et une femme) se trouvaient dans cette propriété, ainsi que des armes et des documents concernant des actes de terrorisme.

15. Le 24 février 1976, à 11 h 30, six fonctionnaires de la sécurité ont entrepris de pénétrer dans la propriété située Pasaje Juan Ramón Jiménez No 7476, dans la commune de La Florida.

16. Alors qu'ils se rendaient à cet endroit, ils ont trouvé la femme d'Amador DEL FIERRO qui venait d'y arriver. Cette femme a déclaré que les individus recherchés se trouvaient effectivement dans la maison, mais qu'elle ignorait totalement l'identité des autres. Ils étaient apparemment arrivés depuis peu et avaient un caractère réservé. Enfin, a-t-elle dit, son mari détenait deux pistolets et une mitraillette.

17. Ayant confirmé ce qui précède, on a enjoint aux habitants de la maison en question de se rendre. A ce moment même, ceux-ci ont ouvert le feu.

18. A cet instant est arrivée sur les lieux une petite fille de quatre à six ans qui venait jouer.

19. Devant cette situation, l'un des fonctionnaires de la sécurité a abandonné son refuge et s'est précipité sur la petite fille pour l'écarter de la ligne de feu, ce dont a profité DEL FIERRO pour ouvrir la porte et tirer sur le fonctionnaire, qui a été tué sur le coup.

20. Après avoir tué deux personnes, DEL FIERRO a essayé de s'enfuir par l'arrière de la maison, mais a été atteint par les coups de feu tirés par les fonctionnaires qui l'encerclaient.

21. Peu après, un individu qui sortait en tirant a été également atteint par les balles.

22. Alors que des coups de feu continuaient d'être tirés de l'intérieur de la maison, une femme a été également tuée; d'après une identification ultérieure, il s'agissait de la soeur de Dagoberto PEREZ.

23. Tous les corps ont été transportés à l'Institut médico-légal de Santiago.

/...

Annexe 23

Décret No 2077, en date du 24 mai 1975, ordonnant la mise en liberté de Madame Maria Antonieta CASTRO Ramirez

Décret No 1584, en date du 30 septembre 1975, ordonnant le transfert d'Oscar CASTRO Ramirez, disparu selon le rapport, à Puchuncaví, où il se trouve actuellement

S. Exc. M. le Président de la République a décrété aujourd'hui ce qui suit :
VU :

La faculté conférée par l'article 72 No 1, troisième alinéa de la Constitution politique de l'Etat; les dispositions des décrets-lois No 1, 3 et 228, en date respectivement du 11 septembre 1973 pour les deux premiers, et du 24 décembre 1973 pour le dernier, et les propositions de la DINA,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE. Que les décrets ci-après cessent d'avoir effet en ce qui concerne les détenus y mentionnés, lesquels seront remis en liberté :

ABURTO AVILES BERNARDO SERGIO	D/E.	1693	of	07-XI-	1975
ACEITUNO HERRERA HECTOR IVAN	"	1906	"	10-II-	1976
ACUÑA REYES JORGE	"	2017	"	30-IV-	1976
AGUILAR TAMBLAY ROLANDO CARLOS	"	1906	"	10-II-	1976
AGUIRRE SALINAS ENRIQUE LUIS E.	"	1584	"	30-IX-	1975
ALCAYAGA ARACENA WALDO S.	"	2001	"	15-IV-	1976
ALFARO ALFARO JUAN GALVARINO	"	1906	"	10-II-	1976
ALFARO ARACENA WALDO GERARDO	"	1906	"	10-II-	1976
ALLENDE MARIN JOSE LUIS	"	2040	"	07-V-	1976
AMENGUAL MUÑOZ PATRICIA V.	"	1625	"	16-X-	1975
ANTIÑIR PINDAL EDUARDO	"	1021	"	23-IV-	1975
ANTIÑIR PINDAL JOSE PLACIDO	"	1021	"	23-IV-	1975
ARANDA ASTORGA ANDRES AUGUSTO	"	2001	"	15-IV-	1976
ARANDA RODRIGUEZ ADRIANA	"	1776	"	03-XII-	1975
ARAYA ESCOBAR JORGE WALTER	"	750	"	10-I-	1975
ARAYA ESPINOZA JAIME ELISEO	"	1711	"	11-XI-	1975
ARRIAGADA MALDINI RICARDO M.	"	2061	"	14-V-	1976
ASPILLAGA ERICES JOSE LUIS	"	1508	"	05-IX-	1975
AVENDAÑO BUSTOS LUIS ALBERTO	"	1545	"	17-IX-	1975
AYRESS SOTO CARLOS ORLANDO	"	517	"	22-X-	1974
AYRESS MORENO CARLOS ORLANDO	"	517	"	22-X-	1974
BAEZ MONDACA NITZA ESTRELLA	"	1812	"	18-XII-	1975
BARLUPO ROCATAGLIATA GILDA T.	"	1585	"	30-IX-	1975

/...

BARRALES GONZALEZ JUAN RICARDO
 BATASZEW CONTRERAS BEATRIZ C.
 BERRIOS VERA MANUEL HUGO
 BISAMA TAPIA JOSE JORGE
 BRAVO RIFFO GILDA DE LAS M.
 BRIÑO BUSTOS MANUEL
 BRUNEL HIDALGO FERNANDO E.
 BUGUEÑO ROBERTO
 BUSTAMANTE MORENO LUIS ALBERTO
 CABELLO VARGAS TITO CARLOS
 CABRERA HERNANDEZ EDISON S.
 CABREROS OPAZO ANGEL RODOLFO
 CACERES LARA JUAN ENRIQUE
 CAMPILLAY NEIRA SERGIO
 CARDENAS ASTORGA OCTAVIO A.
 CARDENAS LARRONDO JUAN ALFONSO
 CARCAMO ALVAREZ HECTOR ADRIAN
 CARRILLO HERRERA GASTON EGARDO
 CASTILLO SALAS LUIS BENITO
 CASTILLO SIBILLA GUIDO ENRIQUE
 CASTRO RAMIREZ MARIETA
 CEPEDA HERNANDEZ HUMBERTO H.
 CERDA LOPEZ CARLOS ALEJANDRO
 CHAU MACHUCA BENJAMIN ANTONIO
 CIUDAD SALAZAR MALAQUIAS E.
 COMPAGNET GODOY ALEX MANUEL
 CONCHA GALVEZ SEGUNDO FERNANDO
 CORDOVA MARQUEZ JORGE ALFONSO
 CORTES GUERRA FERNANDO ALBERTO
 CORTES ROJAS JUVENAL ENRIQUE
 CRUZ CORVALAN MARCO ANTONIO
 DE GUZMAN DUEÑAS JAIME VOLTAIRE
 DIAZ LEAL JULIA VALENTINA
 DONOSO ASTUDILLO JORGE BERNARDO
 DONOSO GARAY RAFAEL FRANCISCO
 DUARTE VALLES ELBA
 DURAN ELICER PATRICIO ROBERTO
 ELGUETA PLANA LUIS ARMANDO
 ESCOBAR ROCCO JULIA MIRIAM
 ESPERGUE CORDOVA HIGINIO A.
 ESPINOZA GONZALEZ ROQUELIN A.
 FERNANDEZ SANCHEZ FROILAN A.
 FLORES CASSAS ARMANDO NICOLAS
 FLORES FLORES ARMIN
 FLORES PAILLIPAN ARNOLDO
 FOLATRE VILLAR ALEJANDRA S.
 FONSECA PAVEZ MANUEL
 FUENTES ARENDS JULIO ABEL

D/E.	851	of	25-II-	1975
"	1585	"	30-IX-	1975
"	1584	"	30-IX-	1975
"	1584	"	30-IX-	1975
"	1625	"	16-X-	1975
"	1623	"	14-X-	1975
"	1906	"	10-II-	1976
"	1727	"	17-XI-	1975
"	1906	"	10-II-	1976
"	1951	"	15-III-	1976
"	1906	"	10-II-	1976
"	1584	"	30-IX-	1975
"	1584	"	30-IX-	1975
"	1906	"	10-II-	1976
"	1693	"	07-XI-	1975
"	1021	"	23-IV-	1975
"	1021	"	23-IV-	1975
"	1906	"	10-II-	1976
"	1508	"	05-IX-	1975
"	1671	"	02-XI-	1975
"	1585	"	30-IX-	1975
"	1727	"	17-XI-	1975
"	1623	"	14-X-	1975
"	1021	"	23-IV-	1975
"	2029	"	05-V-	1976
"	1117	"	19-V-	1975
"	1776	"	03-XII-	1975
"	866	"	04-III-	1975
"	1634	"	20-X-	1975
"	851	"	25-II-	1975
"	851	"	25-II-	1975
"	1744	"	20-XI-	1975
"	1585	"	30-IX-	1975
"	993	"	16-IV-	1975
"	1584	"	30-IX-	1975
"	1585	"	30-IX-	1975
"	1776	"	03-XII-	1975
"	1966	"	24-III-	1976
"	1585	"	30-IX-	1975
"	1117	"	19-V-	1975
"	1822	"	23-XII-	1975
"	1906	"	10-II-	1976
"	1986	"	08-XV-	1976
"	1021	"	23-IV-	1975
"	1021	"	23-IV-	1975
"	1585	"	30-IX-	1975
"	1761	"	28-XI-	1975
"	1634	"	20-X-	1975

/...

FUENZALIDA AMARO JIMMY LUIS
 FUENTES DIAZ LUIS ALEJANDRO
 GAETE MATTEY MIRIAM DEL C.
 GAJARDO MOYA JOSE ADAN
 GALAZ ROMERO MAURICIO EDUARDO
 GALAZ SEGURA MANUEL ANTONIO
 GALVEZ MONDACA CELSO
 GALLARDO GOMEZ CARLOS GUSTAVO
 GALLEGOS DIAZ CARLOS NELSON
 GARAY FLORES ARNOLDO MIGUEL
 GARCES LUENGO EDUARDO
 GARCIA CANALES LUIS GERARDO
 GARCIA-HUIDOBRO SEVERIN GERARDO
 GENOVESE FOUSSE CARLOS LUIS
 GODOY DIAZ MARIO SEGUNDO
 GODOY NEGRON PABLO
 GOMEZ GONZALEZ LUIS ENRIQUE
 GOMEZ SANTA MARIA HERMANN
 GONZALEZ CASTILLO SERGIO A.
 GONZALEZ SAAVEDRA MARIA E.
 GONZALEZ SEPULVEDA JOSE IVAN
 GUERRA AHUMADA MANUEL RICARDO
 GUZMAN PEREZ ERNESTO ROBINSON
 HELGUERO FALCON MAGDALENA DEL C.
 HENRIQUEZ CAMUS JOSE HERNAN
 HERDING KOTT ENRIQUE
 HERNANDEZ DE SANTES MARIA T.
 HERNANDEZ VICENTELLO JAIME E.
 HIDALGO FUENTES SELVA IVONNE
 ILABACA ANDUREAU RUPERTO EMILIO
 IBARRA DOMOSO GUILLERMINA ESTER
 JIMENEZ SAMHUEXA LEONARDO
 LAMBERT PEREZ EXCEQUIEL R.
 LARA ASTORGA ALICIA VIOLETA
 LARA CORTES ADOLFO TOMAS
 LARRAGUIBEL PENA ROBERTO
 LARTIGA CALDERON GREGORIO

D/E.	1693	of	07-XI-	1975
"	1117	"	19-V-	1975
"	1585	"	30-IX-	1975
"	1906	"	10-II-	1976
"	1625	"	16-X-	1975
"	1508	"	05-IX-	1975
"	1693	"	07-XI-	1975
"	1358	"	28-VII-	1975
"	1117	"	19-V-	1975
"	1906	"	10-II-	1976
"	993	"	16-IV-	1975
"	1711	"	11-XI-	1975
"	993	"	16-IV-	1975
"	1117	"	19-V-	1975
"	1812	"	18-XII-	1975
"	1021	"	23-IV-	1975
"	2001	"	15-IV-	1976
"	1906	"	10-II-	1976
"	2021	"	30-IV-	1976
"	1711	"	11-XI-	1975
"	1570	"	25-IX-	1975
"	1761	"	28-XI-	1975
"	1761	"	28-XI-	1975
"	1661	"	29-X-	1975
"	1906	"	10-II-	1976
"	1906	"	10-II-	1976
"	1761	"	28-XI-	1975
"	1995	"	12-IV-	1976
"	1634	"	20-X-	1975
"	1693	"	07-XI-	1975
"	1836	"	30-XII-	1975
"	1711	"	11-XI-	1975
"	1951	"	15-III-	1976
"	1625	"	16-X-	1975
"	1906	"	10-II-	1976
"	1661	"	29-X-	1975
"	1164	"	02-VI-	1975

Pour prise en note et communication.

PAR ORDRE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

RAUL BENAVIDES ESCOBAR
 GENERAL DE DIVISION
 MINISTERE DE L'INTERIEUR

Copie transmise pour information.

ENRIQUE MONTERO MARX
 SOUS-SECRETAIRE A L'INTERIEUR

/...

REPUBLICA DE CHILE
MINISTERIO DE LA REPUBLICA
MINISTERIO DEL INTERIOR
SECRETARIA DE ESTADO
CONFIDENCIAL

ANEXO 22
Disposición libertad de personas
que se indican:-

DECRETO EXENTO NO. 5042

SANTIAGO,

S. E. El Sr. Presidente de la República, decreta lo que sigue:

VISTOS:

La facultad conferida por el Artículo 72 No. 1º inciso tercero de la Constitución Política del Estado; lo dispuesto por los Decretos Leyes Nos. 1, 3 y 228 de fecha 11 de Septiembre de 1973 los dos primeros y 24 de Diciembre de 1973 el último y lo propuesto por D.F.A.

DECRETOS:

ARTICULO UNICO: Déjese sin efecto los D/E. que a continuación se indican, en lo que dice relación con los Detenidos que se mencionan y, dispóngase su libertad:

-ABURTO AVILES BERNARDO SERGIO D/E.	1693	de	07-XI-	1975
-ACEITUNO-HERRERA HECTOR IVAN	"	1906	"	10-II-1976
-ACUÑA REYES JORGE	"	2017	"	30-IV-1976
-AGUILAR TAMBLAY ROLANDO CARLOS	"	1906	"	10-II-1976
-AGUIRRE SALINAS ENRIQUE LUIS E.	"	1584	"	30-IX-1975
-ALCAYAGA ARACENA WALDO S.	"	2001	"	15-IV-1976
-ALFARO ALFARO JUAN GALVARINO	"	1906	"	10-II-1976
-ALFARO ARACENA WALDO GERARDO	"	1906	"	10-II-1976
-ALLENDE MARIN JOSE LUIS	"	2040	"	07-V-1976
-AMENGUAL MUÑOZ PATRICIA V.	"	1625	"	16-X-1975
-ANTIÑIR PINDAL EDUARDO	"	1021	"	23-IV-1975
-ANTIÑIR PINDAL JOSE PLACIDO	"	1021	"	23-IV-1975
-ARANDA ASTORGA ANDRES AUGUSTO	"	2001	"	15-IV-1976
-ARANDA RODRIGUEZ ADRIANA	"	1776	"	03-XII-1975
-ARAYA ESCOBAR JORGE WALTER	"	750	"	10-I-1975
-ARAYA ESPINOZA JAIME ELISEO	"	1711	"	11-XI-1975
-ARRIAGADA MALDINI RICARDO M.	"	2061	"	14-V-1976
-ASPILLAGA ERICES JOSE LUIS	"	1508	"	05-IX-1975
-AVENDAÑO BUSTOS LUIS ALBERTO	"	1545	"	17-IX-1975
-AYRESS SOTO CARLOS ORLANDO	"	517	"	22-X-1974
-AYRESS MORENO CARLOS ORLANDO	"	517	"	22-X-1974
-BAEZ MONDACA NITZA ESTRELLA	"	1812	"	18-XII-1975
-BARLUPO ROCATAGLIATA GILEA T.	"	1585	"	30-IX-1975
-BARRALES GONZALEZ JUAN RICARDO	"	851	"	25-II-1975
-BATASZEW CONTRERAS BEATRIZ C.	"	1585	"	30-IX-1975
-BERRIOS VERA MANUEL HUGO	"	1584	"	30-IX-1975
-BISAMA TAPIA JOSE JORGE	"	1584	"	30-IX-1975
-BRAVO RIFFO GILDA DE LAS M.	"	1625	"	16-X-1975
-BRIÑO BUSTOS MANUEL	"	1623	"	14-X-1975
-BRUNEL HIDALGO FERNANDO E.	"	1906	"	10-II-1976
-BUGUEÑO ROBERTO	"	1727	"	17-XI-1975
-BUSTAMANTE MORENO LUIS ALBERTO	"	1906	"	10-II-1976
-CABELLO VARGAS TITO CARLOS	"	1951	"	15-III-1976
-CABRERA HERNANDEZ EDISON S.	"	1906	"	10-II-1976
-CABREROS OPAZO ANGEL RODOLFO	"	1584	"	30-IX-1975
-CACERES LARA JUAN ENRIQUE	"	1584	"	30-IX-1975
-CAMPILLAY NEIRA SERGIO	"	1906	"	10-II-1976
-CARDENAS ASTORGA OCTAVIO A.	"	1693	"	07-XI-1975
-CARDENAS LARRONDO JUAN ALFONSO	"	1021	"	23-IV-1975
-CARCAMO ALVAREZ HECTOR ADRIAN	"	1021	"	23-IV-1975

- CARRILLO HERRERA GASTON EGARDO D/E.	1906	de 10-II-	1976
- CASTILLO SALAS LUIS BENITO	"	1508 " 05-IX-	1975
- CASTILLO SIBILLA GUIDO ENRIQUE	"	1671 " 02-XI-	1975
- CASTRO RAMIREZ MARIETA	"	1585 " 30-IX-	1975
- CEPEDA HERNANDEZ HUMBERTO H.	"	1727 " 17-XI-	1975
- CERDA LOPEZ CARLOS ALEJANDRO	"	1623 " 14-X-	1975
- CHAU MACHUCA BENJAMIN ANTONIO	"	1921 " 23-IV-	1975
- CIUDAD SALAZAR MALAQUIAS E.	"	2029 " 05-V-	1976
- COMPAGNET GODOY ALEX MANUEL	"	1117 " 19-V-	1975
- CONCHA GALVEZ SEGUNDO FERNANDO	"	1776 " 03-XII-	1975
- CORDOVA MARQUEZ JORGE ALFONSO	"	866 " 04-III-	1975
- CORTES GUERRA FERNANDO ALBERTO	"	1634 " 20-X-	1975
- CORTES ROJAS JUVENAL ENRIQUE	"	851 " 25-II-	1975
- CRUZ CORVALAN MARCO ANTONIO	"	851 " 25-II-	1975
- DE GUZMAN DUEÑAS JAIME VOLTAIRE	"	1744 " 20-XI-	1975
- DIAZ LEAL JULIA VALENTINA	"	1585 " 30-IX-	1975
- DONOSO ASTUDILLO JORGE BERNARDO	"	993 " 16-IV-	1975
- DONOSO GARAY RAFAEL FRANCISCO	"	1584 " 30-IX-	1975
- DUARTE VALLES ELBA	"	1585 " 30-IX-	1975
- DURAN ELICER PATRICIO ROBERTO	"	1776 " 03-XII-	1975
- ELGUETA PLANA LUIS ARMANDO	"	1966 " 24-III-	1976
- ESCOBAR ROCCO JULIA MIRIAM	"	1585 " 30-IX-	1975
- ESPERGUE CORDOVA HIGINIO A.	"	1117 " 19-V-	1975
- ESPINOZA GONZALEZ ROQUELIN A.	"	1822 " 23-XII-	1975
- FERNANDEZ SANCHEZ FROILAN A.	"	1906 " 10-II-	1976
- FLORES CASSAS ARIANDO NICOLAS	"	1986 " 03-IV-	1976
- FLORES FLORES ARMIN	"	1021 " 23-IV-	1975
- FLORES PAILLIPAN ARNOLDO	"	1021 " 23-IV-	1975
- FOLATRE VILLAR ALEJANDRA S.	"	1585 " 30-IX-	1975
- FONSECA PAVEZ MANUEL	"	1761 " 28-XI-	1975
- FUENTES ARENDS JULIO ABEL	"	1634 " 20-X-	1975
- FUENZALIDA AMARO JIMMY LUIS	"	1693 " 07-XI-	1975
- FUENTES DIAZ LUIS ALEJANDRO	"	1117 " 19-V-	1975
- GAETE MATTEY MIRIAM DEL C.	"	1585 " 30-IX-	1975
- GAJARDO MOYA JOSE ADAN	"	1906 " 10-II-	1976
- GALAZ ROMERO MAURICIO EDUARDO	"	1625 " 16-X-	1975
- GALAZ SEGURA MANUEL ANTONIO	"	1508 " 05-IX-	1975
- GALVEZ MONDACA CELSO	"	1693 " 07-XI-	1975
- GALLARDO GOMEZ CARLOS GUSTAVO	"	1358 " 28-VII-	1975
- GALLEGOS DIAZ CARLOS NELSON	"	1117 " 19-V-	1975
- GARAY FLORES ARNOLDO MIGUEL	"	1906 " 10-II-	1976
- GARCES LUENGO EDUARDO	"	993 " 16-IV-	1975
- GARCIA CANALES LUIS GERARDO	"	1711 " 11-XI-	1975
- GARCIA-HUIDOBRO SEVERIN GERARDO	"	993 " 16-IV-	1975
- GENOVESE FOUSSE CARLOS LUIS	"	1117 " 19-V-	1975
- GODOY DIAZ MARIO SEGUNDO	"	1812 " 18-XII-	1975
- GODOY NEGRON PABLO	"	1021 " 23-IV-	1975
- GOMEZ GONZALEZ LUIS ENRIQUE	"	2001 " 15-IV-	1976
- GOMEZ SANTA MARIA HERMANN	"	1906 " 10-II-	1976
- GONZALEZ CASTILLO SERGIO A.	"	2021 " 30-IV-	1976
- GONZALEZ SAAVEDRA MARIA E.	"	1711 " 11-XI-	1975
- GONZALEZ SEPULVEDA JOSE IVAN	"	1570 " 25-IX-	1975
- GUERRA AHUMADA MANUEL RICARDO	"	1761 " 28-XI-	1975
- GUZMAN PEREZ ERNESTO ROBINSON	"	1761 " 28-XI-	1975
- HELGUERO FALCON MAGDALENA DEL C.	"	1661 " 29-X-	1975
- HENRIQUEZ CAMUS JOSE HERNAN	"	1906 " 10-II-	1976
- HERDING KOTT ENRIQUE	"	1906 " 10-II-	1976
- HERNANDEZ DE SANTIS MARIA T.	"	1761 " 28-XI-	1975
- HERNANDEZ VICENTELLO JAIME E.	"	1995 " 12-IV-	1976
- HIDALGO FUENTES SELVA IVONNE	"	1634 " 20-X-	1975
- ILABACA ANDUREAU RUPERTO EMILIO	"	1693 " 07-XI-	1975
- IBARRA DONOSO GUILLERMINA ESTER	"	1836 " 30-XII-	1975


21004

ANEXO 22

- JIMENEZ SANHUEZA LEONARDO	D/E.	1711	de	11-XI-	1975
- LAMBERT PEREZ EXCEQUIEL P.	"	1951	"	15-III-	1976
- LARA ASTORGA ALICIA VIOLETA	"	1625	"	16-X-	1975
- LARA CORTES ADOLFO TOMAS	"	1906	"	10-II-	1976
- LARRAGUIBEL PEÑA ROBERTO	"	1661	"	29-X-	1975
- LARTIGA CALDERON GREGORIO	"	1164	"	02-VI-	1975

Anótese y comuníquese.

POR ORDEN DEL SR. PRESIDENTE DE LA REPUBLICA


RAUL BENAVIDES ESCOBAR
GENERAL DE DIVISION
MINISTRO DEL INTERIOR

Lo que se transcribe para conocimiento de US.

Saluda a US.

ENRIQUE MONTERO MARX
SUBSECRETARIO DEL INTERIOR

S. Exc. M. le Président de la République a décrété aujourd'hui ce qui suit :

VU :

La faculté conférée par l'article 72 No 17, troisième alinéa de la Constitution politique de l'Etat; les dispositions des décrets-lois No 1, 3 et 228, en date respectivement du 11 septembre 1973 pour les deux premiers, et du 24 décembre 1973 pour le dernier, et la proposition faite par Sende en oficio (R) No 3550/5644 en date du 30 septembre 1975,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. Seront transférés du camp militaire de Ritoque au camp de Puchuncaví, dans les limites du Département de Quillota, les détenus suivants qui seront maintenus en état d'arrestation :

AGUIRRE SALINAS ENRIQUE
ALARCON RAMIREZ JORGE DOMINGO
AGUILERA CORTES RUBEN
ARIAS ROZAS VITAL RENATO
ASTUDILLO MENDEZ MANUEL
ASTORGA GALAZ SILVERIO ANTONIO
BERRIOS VERA MANUEL HUGO
BIZAMA TAPIA JOSE JORGE
BRAVO SORIANO REGULO DEL C.
BURGOS IBANEZ PEDRO
CABRERA OPAZO ANGEL RODOLFO
CACERES LARA JUAN ENRIQUE
CARRILLO CARDENAS PEDRO RENE
CASTILLO GUERRERO ERNESTO
CASTILLO JARA ROBERTO NICOLAS
CASTRO RAMIREZ OSCAR
DIAZ ARIAS JOSE ROBERTO
DONOSO GARAY RAFAEL
ESPINOZA LOYOLA VICTOR
ESPINOZA PEREZ JORGE ADOLFO
ESPINOZA PEREZ RENE
FERNANDEZ ACUNA WLADIMIR
FERNANDEZ ACUNA WASHINGTON
FERNANDES ARANCIBIA OSVALDO
FRODDEN ARMSTRONG RICARDO
FLORES CASTILLO RAUL
GALLARDO ZAPATA CARLOS ALBERTO
GAVILAN CASTILLO ALBERTO ANDRES
GIACAMAN DIAZ JORGE
GONZALEZ CASTILLO RAMON F.
GUTIERREZ ORTIZ LUIS IVAN
HERNANDEZ MANDIOLA DEMETRIO
HERRERA NAVARRETE DANIEL
HERRERA CASTRO MANUEL

/...

HIDALGO TRONCOSO VICTOR MANUEL
HORMAZABAL SAZO SERGIO ANTONIO
JELIC ATO RAFAEL JOSE
LAMAS SALINAS JORGE
LARTIGAS CALDERON PATRICIO GREGORIO
LOAYZA RIQUELME MARCOS ANTONIO
MADARIAGA JERIA LUIS E.
MARCHANT VERDUGO LUIS
MATTÀ LEMOINE PEDRO ALEJANDRO
MATUS VIRGINE MAULIO ERNESTO
MEDINA ARRIAZA MARIO
MENA BUSTOS CESAR AUGUSTO
MEZA PASMIÑO REINALDO
MOENA AGUILERA ERNESTO DEL C.
MOENA AGUILERA LUIS SEGUNDO
MORENO GODOY GUILLERMO ELISEO
MUNOZ VILLALOBOS CARLOS O.
NAVARRO CASTRO MARIO
OPAZO VILLALOBOS EDUARDO ENRIQUE
PARDO VALLADARES ARMANDO
PENALOZA ALVEAR ALBERTO
PEREZ PENA DANTON
RETAMAL SEPULVEDA MIGUEL
RIVEROS CALDERON JOSE NARCISO
RODRIGUEZ ESPINOZA LUIS ALEJANDRO
ROJAS LARA PATRICIO IVAN
ROJAS MARTINEZ JUAN A.
ROMO AGUILERA SERGIO
RUBILAR MEDINA EDUARDO AUGUSTO
RUIZ ARANZAES CARLOS
SAAVEDRA CANTILLANA WALTER
SALGADO ROJAS ANTONIO
SARMIENTO CORTES MANUEL ANTONIO
SEPULVEDA VERGARA FORTUNATO E.
SEPULVEDA VERGARA JULIO E.
SOLARMIRANDA CARLOS P.
TABILO VEGA JUAN
TABILO VEGA JOSE JORGE
TEILLER DEL VALLE GUILLERMO
TORO FERNANDEZ GONZALO E.
TORO MELO MIGUEL ENRIQUE
URIBE AGUILERA REINALDO E.
VALDES VALDES GOFANOR AQUILES
VAN YURICK ALTAMIRANO CRISTIAN
VARGAS ALVARADO PEDRO
VASQUEZ MORENO EDMUNDO SEGUNDO
VASQUEZ OYARCE JORGE
VEGA ANDRADES JOSE DIONISIO
VERGARA MUÑOZ HUMBERTO

/...

VIVEROS LAGOS NELSON RICARDO
YOVANOLO RUIZ ROLANDO
ZAPATA FLORES JORGE
ZAROR ZAROR CLAUDIO ALFREDO
ZUNIGA SERRANO GUIDO SEGUNDO
ZUNIGA ARELLANO VICTOR MANUEL

ARTICLE 2. Les personnes visées resteront soumises à la surveillance et au contrôle de la Garnison militaire de Quillota ou de l'autorité des Forces armées ou des carabiniers auxquels ces pouvoirs seront délégués.

Pour prise en note et communication.

PAR ORDRE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

RAUL BENAVIDES ESCOBAR
GENERAL DE DIVISION
MINISTRE DE L'INTERIEUR

Copie transmise pour information

ENRIQUE MONTERO MARX
SOUS-SECRETAIRE A L'INTERIEUR

/...

REPUBLICA DE CHILE
MINISTERIO DEL INTERIOR
DEPARTAMENTO CONFIDENCIAL

ANEXO 22. a.

Dispone traslado de detenidos que indica.-

DECRETO EXENTO Nº 1584

SANTIAGO, 30 SET. 1975

S.E. el señor Presidente de la República,
decretó hoy lo que sigue:

VISTOS: La facultad conferida por el artículo 72 Nº 17 inciso tercero de la Constitución Política del Estado; lo dispuesto por los Decretos Leyes Nros. 1,3 y 228 de fecha 11 de Septiembre de 1973 los dos primeros y 24 de Diciembre de 1973 el último y lo propuesto por Sende en Oficio (R) Nº 3550/5644 de 30 de Septiembre de 1975,

DECRETO:

ARTICULO 1º.- Trasládese dentro del Departamento de Quillota, desde el Campo Militar de RITOQUE al Campamento de PUCHUNCAVI, manteniendo su calidad de arrestados a los siguientes detenidos:

- AGUIRRE SALINAS ENRIQUE ✓
- ALARCON RAMIREZ JORGE DOMINGO ✓
- AGUILERA CORTES RUBEN ✓
- ARIAS ROZAS VITAL RENATO ✓
- ASTUDILLO MENDEZ MANUEL ✓
- ASTORGA GALAZ SILVERIO ANTONIO ✓
- BERRIOS VERA MANUEL HUGO ✓
- BIZANA TAPIA JOSE JORGE ✓
- BRAVO SORIANO REGULO DEL C. ✓
- BURGOS IBANEZ PEDRO ✓
- CABRERA OPAZO ANGEL RODOLFO ✓
- CACERES LARA JUAN ENRIQUE ✓
- CARRILLO CARDENAS PEDRO RENE ✓
- CASTILLO GUERRERO ERNESTO ✓
- CASTILLO JARA ROBERTO NICOLAS ✓
- CASTRO RAMIREZ OSCAR ✓
- DIAZ ARIAS JOSE ROBERTO ✓
- DONOSO GARAY RAFAEL ✓
- ESPINOZA LOYOLA VICTOR ✓
- ESPINOZA PEREZ JORGE ADOLFO ✓
- ESPINOZA PEREZ RENE ✓
- FERNANDEZ ACUNA VLADIMIR ✓
- FERNANDEZ ACUNA WASHINGTON ✓
- FERNANDES ARANCIBIA OSVALDO ✓
- FRODDEN ARMSTRONG RICARDO ✓
- FLORES CASTILLO RAUL ✓
- GALLARDO LAPATA CARLOS ALBERTO ✓
- GAVILAN CASTILLO ALBERTO ANDRES ✓
- GIACAMAN DIAZ JORGE ✓
- GONZALEZ CASTILLO RAMON F. ✓

RIO DE HACIENDA	
INA DE PARTES	
ICIBIDO	
RATORIA GENERAL	
OMA DE RAZON	
ECEPCION	
1. O	
2. R	
3. PRO	
4. T. MIL.	
5. PTO. RAL.	
6. P. CAS	
7. P. Y NAC.	
8. T. CIA	
9. T. Y T.	
10. CP. CP.	
FRENDACION	
11. VR. EV.	
12. C.	
13. POR. EV.	
14. AC.	
D.T.O.	

- GUTIERREZ ORTIZ LUIS IVAN ✓
- HERNANDEZ MANDIOLA DEMETRIO ✓
- HERRERA NAVARRETE DANIEL ✓
- HERRERA CASTRO MANUEL ✓
- HIDALGO TRONCOSO VICTOR MANUEL ✓
- HONAZABAL SAZO SERGIO ANTONIO ✓
- JELIC ATO RAFAEL JOSE ✓
- LAMAS SALINAS JORGE ✓
- LARTIGAS CALDERON PATRICIO GREGORIO ✓
- LOAYZA RIQUELME MARCOS ANTONIO ✓
- MADARIAGA JERIA LUIS E. ✓
- MARCHANT VERDUGO LUIS ✓
- MATTA LEMOINE PEDRO ALEJANDRO ✓
- MATUS VIRGINE MAULIO ERNESTO ✓
- MEDINA ARRIAZA MARIO ✓
- MENA BUSTOS CESAR AUGUSTO ✓
- MEZA PASMIÑO REINALDO ✓
- MORENA AGUILERA ERNESTO DEL C. ✓
- MORENA AGUILERA LUIS SEGUNDO ✓
- MORENO GODOY GUILLERMO ELISEO ✓
- MUÑOZ VILLALOBOS CARLOS O. ✓
- NAVARRO CASTRO MARIO ✓
- OPAZO VILLALOBOS EDUARDO ENRIQUE ✓
- PARDO VALLADARES ARMANDO ✓
- PENALOZA ALVEAR ALBERTO ✓
- PEREZ PENA DANTON ✓
- RETAMAL SEPULVEDA MIGUEL ✓
- RIVEROS CALDERON JOSE MARCISO ✓
- RODRIGUEZ ESPINOZA LUIS ALEJANDRO ✓
- ROJAS LARA PATRICIO IVAN ✓
- ROJAS MARTINEZ JUAN A. ✓
- ROMO AGUILERA SERGIO ✓
- RUBILAR MEDINA EDUARDO AUGUSTO ✓
- RUIZ ARANZAS CARLOS ✓
- SAAVEDRA CANTILLANA WALTER ✓
- SALGADO ROJAS ANTONIO ✓
- SANTIAGO CORTES MANUEL ANTONIO ✓
- SEPULVEDA VERGARA FORTUNATO E. ✓
- **SEPULVEDA VERGARA JULIO E. ✓**
- **SOLAR MIRANDA CARLOS P. ✓**
- **TABILO VEGA JUAN ✓**
- **TABILO VEGA JOSE JORGE ✓**
- TEILLER DEL VALLE GUILLERMO ✓
- TORO FERNANDEZ GONZALO E. ✓
- TORO MELO MIGUEL ENRIQUE ✓
- URIBE AGUILERA REINALDO E. ✓
- VALDES VALDES JOFANOR AQUILES ✓
- VAN YURICK ALTAMIRANO CRISTIAN ✓
- VARGAS ALVARADO PEDRO I ✓
- VASQUEL MORENO EDMUNDO SEGUNDO ✓
- VASQUEL OYARCE JORGE ✓
- VEGA ANDRADES JOSE DIONISIO ✓
- VERGARA MUÑOZ HUMBERTO ✓
- VIVEROS LAGOS NELSON RICARDO ✓
- YOVANOLO RUIZ ROLANDO ✓
- ZAPATA FLORES JORGE ✓
- ZAROR ZAROR CLAUDIO ALFREDO ✓
- ZUNIGA SERRANO GUIDO SEGUNDO ✓
- ZUNIGA ARELLANO VICTOR MANUEL ✓

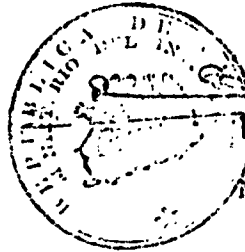
ARTICULO 29.- Las mencionadas personas quedaran sujetas a la vigilancia y control de la Guarnición Militar de Quillota; o de la autoridad de las Fuerzas Armadas o de Carabineros en que éstos deleguen dichas facultades.

.../...

ANEXO RR. A

Anótese y comuníquese

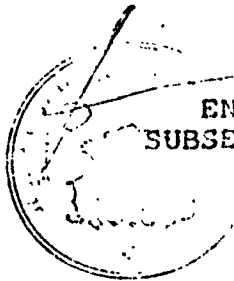
POR ORDEN del SR. PRESIDENTE DE LA REPUBLICA



RAUL BENAVIDES ESCOBAR
GENERAL DE DIVISION
MINISTRO DEL INTERIOR

Lo que transcribo para su conocimiento.

Saluda a US.



ENRIQUE MONTERO MARX
SUBSECRETARIO DEL INTERIOR

MINISTERIO DEF. NACIONAL	
SEC. EJEC. NAC. DE GET.	
No. 35505644/1	
6 OCT. 1975	
Entrada:	06 OCT 1975
Salida:	
Trámite:	Defensa

Hecho

Annexe 24

Décret No 1.911, en date du 13 février 1976, ordonnant l'arrestation
de don Jaime Manuel ZURITA Campos

Déclaration manuscrite de M. Jaime Manuel ZURITA Campos, confirmant
sa détention dans le camp de "Tres Alamos"

Ce qui précède infirme la prétendue disparition de M. ZURITA

Il est décidé l'arrestation des
personnes indiquées ci-après

Santiago, le 13 février 1976

DECRETO EXENTO No 1.911

S. Exc. le Président de la République a décrété ce jour ce qui suit :

VU :

Les pouvoirs conférés par l'article 72, No 17, troisième alinéa, de la Constitution politique de l'Etat; les dispositions des décrets-lois Nos 1, 3 et 228 datés, les deux premiers, du 11 septembre 1973 et, le dernier, du 24 décembre 1973, et les propositions de la DINA.

IL EST DECRETE :

Article premier. L'arrestation et le maintien en détention au Departamento Presidente Aguirre Cerda, Campamento TRES ALAMOS, SENDET, de la personne dont le nom suit :

ZURITA CAMPOS JAIME MANUEL

Article 2. La personne susmentionnée demeurera sous la vigilance et le contrôle de la Guarnición Militar de Santiago; ou de l'Autoridad de las Fuerzas Armadas ou des Carabineros en cas de délégation des pouvoirs en question.

A noter et communiquer.

SUR ORDRE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

ENRIQUE MONTERO MARX
MINISTRE DE L'INTERIEUR SUPPLEANT

Pour votre information.
Salutation distinguées,

JAIME GARCIA CASTANEDA
CHEF SUPPLEANT DU DEPARTAMENTO CONFIDENCIAL

/...

DE CHILE
LA REPUBLICA
EL INTERIOR
CONFIDENCIAL

Dispone arresto de personas que se indican.

SANTIAGO, 13 Febrero 1976.-

DECRETO EXENTO Nº 14.111

S.E. el Sr. Presidente de la República, decretó hoy lo que sigue :

V I S T O S :

La facultad conferida por el Artículo 72, Nº 17, inciso tercero de la Constitución Política del Estado; lo dispuesto por los Decretos Leyes Nºs 1, 3 y 228 de fecha 11 de Septiembre de 1973 los dos primeros y 24 de Diciembre de 1973 el último y lo propuesto por DINA.

D E C R E T O :

ARTICULO 1º.- Arréstese y manténgase en tal calidad en el Departamento Presidente Aguirre Cerda, Campamento TRES ALAMOS , SENDET, a la siguiente persona :

✓ ZURITA CAMPOS JAIME MANUEL

ARTICULO 2º.- La mencionada persona quedará sujeta a la vigilancia y control de la Guarnición Militar de Santiago; o de la Autoridad de las Fuerzas Armadas o de Carabineros en que éstos deleguen dichas facultades.

Anótese y comuníquese.

POR ORDEN DEL SR. PRESIDENTE DE LA REPUBLICA

ENRIQUE MONTERO MARX
MINISTRO DEL INTERIOR SUBROGANTE

Lo que se transcribe para conocimiento de US.,

Saluda a US.,

JAIME GARCIA CASTAÑEDA
JEFE DEPARTAMENTO CONFIDENCIAL SUBROGANTE

Santiago, Campamento de Detenidos de Tres Alamos, le 30 septembre 1976.

Je soussigné, JAIME MANUEL ZURITA CAMPOS, déclare ce qui suit :

1) Je n'ai jamais été assigné à résidence et n'ai été détenu qu'au camp de Tres Alamos.

2) Au cours de mon séjour dans ledit camp, j'ai été traité correctement sans subir de pressions psychiques ou physiques. En outre, lorsque je suis tombé malade, j'ai bénéficié de tous les soins médicaux disponibles et humanitaires, ce dont je suis reconnaissant. Par exemple, je suis actuellement un traitement médical à l'hôpital des Carabineros et à l'hôpital Barrós Lucos de Santiago.

3) Pendant mon séjour au camp, j'ai pu suivre un certain nombre de cours : d'allemand, d'anglais, de planification économique, d'évaluation d'investissements, etc., par exemple.

Je peux également assurer que, lorsque des personnes étrangères se sont rendues dans le camp, je n'ai "JAMAIS" eu de conversation à ce sujet, les raisons fondamentales étant que je n'éprouvais aucun intérêt personnel à le faire ni n'avais de réclamations à formuler.

(Signé) Jaime ZURITA

No matricule : 32 54015-5 Santiago
30.9.76

/...

En SANTIAGO, en el Campamento de Detenidos de Tres Alamos, siendo 30-SEPTIEMBRE DE 1976, yo JARNE MANUEL ZURITA CAMPOS, declaro lo siguiente:

1. QUE nunca estuve detenido en domicilio, y QUE SOLAMENTE he permanecido detenido en el Campamento de Tres Alamos.

2. - Durante mi estadía en el mencionado Campamento he sido atendido correctamente sin median presión psíquica y física. Además, cuando me he encontrado enfermo, he tenido toda la atención médica disponible y humanitaria de lo cual estoy muy agradecido. Por ejemplo, estoy siendo tratado de mis enfermedades, en los hospitales de Carabineros y el Barros Luco de SANTIAGO.

3. - Durante mi estadía en el Campamento, he desarrollado todo tipo de clases: como por ejemplo: Alemán, Inglés, Planificación Económica, Evolución de Invernáculos, etc.

También puedo asegurar que cuando el Campamento ha sido visitado por personas extranjeras, "JAMAS" he avanzado nada al respecto. — Por razones fundamentales, lo de no tener ningún interés personal. — ni Reclamos que formular.

JM- Zurita

Nº DE CARTA: 32.54015-J DE S. 76
30.9.76.

Annexe 25

Décret No 2244, en date du 11 septembre 1976, portant mise en liberté de 190 détenus, dont Mme Haydée OBERREUTER Umazabal et M. Eloy Segundo RAMIREZ Valenzuela, prétendument disparus

Déclaration manuscrite de Mme OBERREUTER par laquelle celle-ci certifie se trouver en liberté et résider à Valparaiso

Son excellence le Président de la République,

VU :

Les pouvoirs que lui confère le troisième alinéa du paragraphe 17 de l'article 72 de la Constitution politique de l'Etat et les dispositions des décrets-lois No 1 et 3, en date du 11 septembre 1973, et No 228 en date du 24 décembre 1973, et sur proposition de la DINA,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE. Sont annulés les décrets d'exception indiqués ci-après relatifs à la détention des personnes mentionnées, actuellement incarcérées dans les camps cités, et lesdites personnes sont remises en liberté :

CAMP TRES ALAMOS SENDET

1.	ACOSTA MARIN CARLOS ALFREDO	D/E.2076	of 24-V	-1976
2.	AHUMADA ERAZO OSCAR CLAUDIO	" 2168	" 26-VII	-1976
3.	AHUMADA NUÑEZ VICTOR IVAN	" 2076	" 24-V	-1976
4.	ALBARRACIN PIZARRO BRAULIO A.	" 2105	" 04-VI	-1976
5.	ALTAMIRANO FUENTES VIVIANA A.	" 1869	" 20-I	-1976
6.	ALVARADO VISTOSO ALICIA DEL C.	" 1585	" 30-IX	-1975
7.	ANACONA PALADINO SERGIO ROBERTO	" 1761	" 28-XI	-1975
8.	ANDRADE HERNANDEZ PEDRO FERMIN	" 2230	" 28-VIII	-1976
9.	ANGULO CLARCK LUIS CESAR	" 2128	" 24-VI	-1976
10.	ARAYA BORI RAUL FERNANDO	" 1904	" 10-II	-1976
11.	ARAYA BOLTON GLORIA ANGELICA	" 1585	" 30-IX	-1975
12.	ARAYA MIRANDA NELSON HUGO	" 2186	" 06-VIII	-1976
13.	ASTUDILLO MENDEZ MANUEL HERNAN	" 2152	" 15-VII	-1976
14.	ATENCIO CORTES PEDRO SEGUNDO	" 2230	" 28-VIII	-1976
15.	BARRAZA MENARES LUIS GUILLERMO	" 2230	" 28-VIII	-1976
16.	BARRAZA RAMIREZ ELIAS FRANCISCO	" 2076	" 24-V	-1976
17.	BARRERA SANCHEZ CARLOS PATRICIO	" 1711	" 11-XI	-1975
18.	BARRERA SOTO GRACIELA DEL C.	" 2076	" 24-V	-1976
19.	BARRIENTOS ORTUBIA JESUS DALTON	" 1851	" 12-I	-1976
20.	BASCUÑAN BEIZA HERNAN BERNABE	" 2131	" 29-VI	-1976
21.	BERNAL MATUS FRANCISCO AGUSTIN	" 2076	" 24-V	-1976
22.	BLANCO TOLEDO CLAUDIO EUGENIO	" 2006	" 22-IV	-1976

/...

23. BOTTAY MONRRREAL MARIA CECILIA
24. BRAVO DIAZ BENITO ENRIQUE
25. BRAVO SALGADO MANUEL SEGUNDO
26. BUSTOS DIAZ LUIS ANDRES
27. BUSTOS ORELLANA MANUEL NIBALDO
28. CAMPILLAY CAMPILLAY GUIDO A.
29. CANALES PEREZ BERNARDINO
30. CARDENAS NUÑEZ JUAN CARLOS
31. CARBAJAL LOYOLA JOSE DEL C.
32. CARRASCO MOYA SERGIO
33. CASTILLO GOMEZ SOLEDAD DE LAS M.
34. CERECEDA MARTINEZ OSCAR HERNAN
35. CLEARY ACEITUNO SYBIL MARJORIE
36. COLLAO ARAOS REGINALDO ERNESTO
37. COMPAGNET GODOY MIRTA MARIA S.
38. CONCHA VALLEJOS RICARDO F.
39. CONEJEROS RIVERA JORGE RAMON
40. CORDERO DONOSO EUGENIO RAFAEL
41. CORTES FLORES JUAN LORENZO
42. CORREA CORREA JUAN
43. CRUZ ARRIBADA OSCAR LENIN
44. CHACALTANA PIZARRO MARIA CRISTINA
45. DELGADO DELGADO EXEQUIEL DEL T.
46. DE LA FUENTE MUÑOZ OSCAR DEL T.
47. DE RAMON AVILES ROBERTO AUGUSTO
48. DIAZ ARANDA EDMUNDO AUGUSTO
49. DINAMARCA FIGUEROA MANUEL SERGIO
50. EATON SUAREZ VICTOR GUILLERMO
51. ESCUDERO TORRES JORGE ALBERTO
52. FUENTES ARENDS CARMEN GRACIELA
53. FUENZALIDA RUIZ LUIS EDUARDO
54. GAHONA JULIO PEDRO PABLO
55. GARCES BAEZ HECTOR CARLOS
56. GARCES DURAN HILDA AMALIA
57. GARCIA GARCIA GABRIEL DEL C.
58. GARIN ROJO NESTOR HUGO
59. GAVILAN MANCILLA ELVIRA GENOVEVA
60. GIL TAVANTZIS PATRICIA DEL C.
61. GIL DUBREIL SERAFIN ORLANDO
62. GOMEZ DONOSO ROBERTO ESTEBAN
63. GOMEZ ITURRA JUAN ROBERTO
64. GOMEZ LARA EDUARDO ROLANDO
65. GOMEZ MARTINEZ OSVALDO RICARDO
66. GONZALEZ ARRIAGADA ALEJANDRO
67. GONZALEZ ESPINOZA ALEJANDRO RUBEN
68. GONZALEZ GONZALEZ CLAUDIO DE J.
69. GONZALEZ SALINAS JOSE BERNARDO
70. GONZALEZ VILLANUEVA CARLOS SERGIO
71. GODOY GONZALEZ LUIS JOSE

D/E.1644	of	23-X	-1975
"	2076	"	24-V -1976
"	2076	"	24-V -1976
"	1727	"	17-XI -1975
"	2076	"	24-V -1976
"	2230	"	28-VIII-1976
"	2230	"	28-VIII-1976
"	2230	"	28-VIII-1976
"	2181	"	02-VIII-1976
"	2230	"	28-VIII-1976
"	2076	"	24-V -1976
"	2169	"	27-VII -1976
"	1585	"	30-IX -1975
"	2076	"	24-V -1976
"	1585	"	30-IX -1975
"	2230	"	28-VIII-1976
"	2230	"	28-VIII-1976
"	2169	"	27-VII -1976
"	2076	"	24-V -1976
"	2076	"	24-V -1976
"	1475	"	01-IX -1975
"	1585	"	30-IX -1975
"	2199	"	10-VIII-1976
"	2006	"	22-IV -1976
"	2191	"	06-VIII-1976
"	2169	"	27-VII -1976
"	1812	"	18-XII -1975
"	2076	"	24-V -1976
"	2169	"	27-VII -1976
"	1634	"	20-X -1975
"	2076	"	24-V -1976
"	2076	"	24-V -1976
"	2076	"	24-V -1976
"	1585	"	30-IX -1975
"	1964	"	22-III -1976
"	2169	"	27-VII -1976
"	1585	"	30-IX -1975
"	1986	"	08-IV -1976
"	1986	"	08-IV -1976
"	2134	"	01-VII -1976
"	1528	"	12-IX -1975
"	2076	"	24-V -1976
"	2093	"	01-VI -1976
"	2040	"	07-V -1976
"	2199	"	10-VIII-1976
"	1652	"	27-X -1975
"	1274	"	03-VII -1975
"	2076	"	24-V -1976
"	2230	"	28-VIII-1976

/...

72. FODICH CASTILLO VICENTE FERNANDO
73. HERMOSILLA MEZA JUAN ENRIQUE
74. HORMAZABAL SAZO SERGIO ANTONIO
75. JAMETT MUÑOZ TERESA BEATRIZ
76. JAÑA ROJAS JORGE EDUARDO
77. JORQUERA ITURRIETA REINA W.
78. JORQUERA MUÑOZ MARIO ALEJANDRO
79. KURT FONSECA LUIS ALFREDO
80. LAGOS VIVANCO MARGARITA
81. LAVANDEROS DE LA PAZ MARIA E.
82. LEAL LEAL NESTOR EMILIO
83. LEDESMA MATURANA GLADYS ANGELICA
84. LEIGHTON FERNANDEZ HERTA
85. LIBERONA MARDONES ENRIQUE
86. LILLO NOVOA LAZARO
87. LOBOS MARIN PATRICIO MIGUEL
88. LOPEZ SEGURA SEVERINO
89. LOZANO MOLINA IRMA MARINO
90. MAIRA ORREGO JORGE PATRICIO
91. MACAYA MOLINA HECTOR
92. MALDONADO FARIAS ALEJANDRO R.
93. MANCILLA CASTILLO OSCAR SEGUNDO
94. MARQUEZ MUÑOZ JORGE ENRIQUE
95. MARTINEZ JIMENEZ JORGE ANTONIO
96. MATAMALA VIVALDI MARIA ISABEL
97. MAZELLA MUÑOZ SILVIA EVILING
98. MEYER LOPEZ RUTH BEATRIZ
99. MIRANDA NUÑEZ VICTOR HUGO
100. MOLINET CONTRERAS RAMON DONATO
101. MONZON VERA TITO SEGUNDO
102. MORYUOVSKI COROTIN BENJAMIN E.
103. MUÑOZ GUERRA JOSE SANTOS
104. MUÑOZ LEIVA MARCELO OMAR
105. MUÑOZ SOLIS JUAN LISANDRO
106. NAVARRO VILLANUEVA RUBEN E.
107. NUÑEZ PALMA MAMERTO JAVIER
108. NUÑEZ ZAMORA JOSE LUIS
109. OBERREUTER UMAZABAL HAYDEE
110. OLGUIN CASTRO ALFREDO MARIO
111. ORELLANA FIGUEROA OSCAR P.
112. ORELLANA MORENO CEFERINO R.
113. ORMEÑO FERNANDEZ HERNAN S.
114. ORTIZ ASTUDILLO CECILIA M.
115. OSORIO NUÑEZ VICTOR MANUEL
116. OYARZO ESPINOZA JAIME
117. PARRA SANHUEZA PEDRO DANIEL
118. PAMPILIONI ACEVEDO RODOLFO M.
119. PALMA CONTRERAS PATRICIA X.
120. PALMA MUÑOZ JOSE RUPERTO
121. PARRA GUERRA ALEJANDRO A.

D/E.2076	of	24-V	-1976
"	1761	" 28-XI	-1975
"	2076	" 24-V	-1976
"	1634	" 20-X	-1975
"	2040	" 07-V	-1976
"	1585	" 30-IX	-1975
"	2183	" 03-VIII-1976	
"	2114	" 16-VI	-1976
"	2220	" 23-VIII-1976	
"	2230	" 28-VIII-1976	
"	2169	" 28-VII	-1976
"	1634	" 20-X	-1975
"	1625	" 16-X	-1975
"	2076	" 24-V	-1976
"	2076	" 24-V	-1976
"	2186	" 06-VIII-1976	
"	2076	" 24-V	-1976
"	2186	" 06-VIII-1976	
"	2018	" 30-IV	-1976
"	2169	" 27-VII	-1976
"	2076	" 24-V	-1976
"	2169	" 27-VII	-1976
"	2076	" 24-V	-1976
"	2068	" 18-V	-1976
"	1585	" 30-IX	-1975
"	1791	" 10-XII	-1975
"	1986	" 08-IV	-1976
"	2027	" 03-V	-1976
"	1986	" 08-IV	-1976
"	1904	" 10-II	-1976
"	1475	" 01-IX	-1975
"	2076	" 24-V	-1976
"	1623	" 14-X	-1975
"	1671	" 02-XI	-1975
"	1869	" 20-I	-1976
"	1869	" 20-I	-1976
"	1836	" 30-XII	-1975
"	1904	" 10-II	-1976
"	2006	" 22-IV	-1976
"	1995	" 12-IV	-1976
"	1623	" 14-X	-1975
"	2183	" 03-VIII-1976	
"	1822	" 23-XII	-1975
"	1623	" 14-X	-1975
"	2128	" 24-VI	-1976
"	2076	" 24-V	-1976
"	1623	" 14-X	-1975
"	1585	" 30-IX	-1975
"	2076	" 24-V	-1976
"	1644	" 23-X	-1975

/...

122. PENDOLA PEÑALOZA MIGUEL A.
123. PEREZ BARRIOS ROSA DEL CARMEN
124. PEREZ CARRASCO LUIS MANUEL
125. PEREZ PEÑA DANTON AMARO
126. PEREZ VALDES LILIA MATILDE
127. PIEROLA SEPULVEDA LUIS ERNESTO
128. PINOCHET LAGOS EDUARDO ANTONIO
129. PINTO CONTRERAS NELLY BERNARDA
130. PINTO YAÑEZ HUGO ORLANDO
131. POBLETE PUJOL MARTIN ORLANDO
132. POVEA PACCI HERALDO SEGUNDO
133. PUEBLA MATURANA CARLOS SEGUNDO
134. PUEBLA MATURANA FREDDY ABRAHAM
135. QUEZADA ARQUEROS LAUTARO N.
136. QUEZADA EVANS ALVARO FELIPE
137. QUINTANILLA GUERRA JORGE C.
138. QUINTEROS ALVAREZ LUIS HERIBERTO
139. RAMIREZ VALENZUELA ELOY SEGUNDO
140. RAMOS ROJAS LUIS HERNAN
141. RIVERA SAEZ MOISES
142. RODRIGUEZ CORDERO CARMEN BLANCA
143. RODRIGUEZ RODRIGUEZ BENITO J.
144. ROJAS ARAYA JULIO ENRIQUE
145. ROJAS MARIN DARIO HERNAN
146. ROJAS ROJAS LUIS ALBERTO
147. ROMAN DASSON MARGARITA JULIETA
148. ROMERO MENDEZ MARIA ISABEL
149. ROZAS PIZARRO HECTOR HERNAN
150. RUIZ VERA JAVIER
151. SAAVEDRA QUIROZ ROBERTO
152. SALAS VASQUEZ LUIS ARMANDO
153. SALAZAR VERGARA GABRIEL SEGUNDO
154. SALGADO BARRIGA JOSE REINALDO
155. SALINAS FARFAN MARIA ALICIA
156. SANCHEZ LEIVA MANUEL JESUS
157. SANTOS FERNANDEZ ALEJANDRO
158. SAPUNAR MUÑOZ SERGIO FELIX
159. SARTORE TREVINO MARIA GLORIA
160. SHARTAU MUTIS ADOLFO GUILLERMO
161. SILVA CORREA LUIS
162. SOLARI SAAVEDRA JAIME ANTONIO
163. SOTTOLICHIO URQUIZAR MARIO E.
164. TAMBLAY FLORES JESUS CLARA
165. TAVANTZIS MACHUELAS AFRONITIS
166. TEJO TEJO LUIS ALBERTO
167. TELLEZ GONZALEZ FREDDY
168. TORO VASQUEZ GASPAS
169. URRUTIA GOMZALEZ JORGE ARNALDO
170. VALDEBENITO MERCADO ESTER DEL C.

D/E.1952 of	15-III	-1976
" 1585 "	30-IX	-1975
" 2076 "	24-V	-1976
" 2168 "	26-VII	-1976
" 1776 "	03-XII	-1975
" 1851 "	12-I	-1976
" 2205 "	11-VIII	-1976
" 1585 "	30-IX	-1975
" 1836 "	30-XII	-1975
" 1414 "	14-VIII	-1975
" 1528 "	12-IX	-1975
" 1224 "	18-VI	-1975
" 1298 "	10-VII	-1975
" 2076 "	24-V	-1976
" 2175 "	31-VII	-1976
" 1761 "	28-XI	-1975
" 2057 "	13-V	-1976
" 2076 "	24-V	-1976
" 2168 "	26-VII	-1976
" 1625 "	16-X	-1975
" 1812 "	18-XII	-1975
" 2006 "	22-IV	-1976
" 2076 "	24-V	-1976
" 1776 "	03-XII	-1975
" 2230 "	28-VIII	-1976
" 1932 "	02-III	-1976
" 1592 "	30-IX	-1975
" 1851 "	12-I	-1976
" 1625 "	16-X	-1975
" 2169 "	27-VII	-1976
" 1822 "	23-XII	-1975
" 1776 "	03-XII	-1975
" 1661 "	29-X	-1975
" 1585 "	30-IX	-1975
" 2068 "	18-V	-1976
" 2169 "	27-VII	-1976
" 1851 "	12-I	-1976
" 1634 "	20-X	-1975
" 1776 "	03-XII	-1975
" 2169 "	27-VII	-1976
" 2181 "	02-VIII	-1976
" 2006 "	22-IV	-1976
" 1585 "	30-IX	-1975
" 1986 "	08-IV	-1976
" 1776 "	03-XII	-1975
" 1869 "	20-I	-1976
" 2076 "	24-V	-1976
" 1623 "	14-X	-1975
" 2230 "	28-VIII	-1976

/...

171. VALDES VALENZUELA SOFANOR DEL T.	D/E.2076 of 24-V	-1976
172. VALENZUELA ARMIJO RENE OSCAR	" 2230 "	28-VIII-1976
173. VALENZUELA JORQUERA SONIA DEL C.	" 1585 "	30-IX -1975
174. VARELA ALARCON JOSE ARTURO	" 2076 "	24-V -1976
175. VARGAS RIQUELME ELIAS	" 2076 "	24-V -1976
176. VASQUEZ GARAY OMAR	" 2230 "	28-VIII-1976
177. VELIZ ROJAS HECTOR MARIO	" 2076 "	24-V -1976
178. VERA PINTO LUIS HUMBERTO	" 1475 "	01-IX -1975
179. VERAGUA SEGURA DELIA SUSANA	" 1634 "	20-X -1975
180. VERGARA PABLO MODESTO	" 2169 "	27-VII -1976
181. VERGARA CONTRERAS RENATO	" 1711 "	11-XI -1975
182. VERGARA MORALES CARMEN LUCIA	" 1634 "	20-X -1975
183. VIDAL SANDOVAL BERNARDO JOSE	" 2230 "	28-VIII-1976
184. VIELMA BERTHELOT FRANCISCO H.	" 2232 "	28-VIII-1976
185. VILUGRON ROJAS JOSE ROLANDO	" 2076 "	24-V -1976
186. VILLAGRAN ARAVENA VICTORIA J.	" 1890 "	29-I -1976
187. VILLEGAS ARTEAGA MARITZA DE LA R.	" 1585 "	30-IX -1975
188. ZAMORA EGUILUZ MARIA CRISTINA	" 1585 "	30-IX -1975
189. ASPILLAGA ERICES JOSE LUIS	" "	07-IX -1976
190. VILLALOBOS DIAZ MARIA TERESA	" 1585 "	30-IX -1975

Veillez noter et transmettre.

PAR ORDRE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

(Signature illisible)

RAUL BENAVIDES ESCOBAR
GENERAL DE DIVISION
MINISTRE DE L'INTERIEUR

Ce qui précède vous est communiqué pour information.

Salutations,

(Signature illisible)

ENRIQUE MONTERO MARX
SOUS-SECRETAIRE A L'INTERIEUR

/...

Annexe 19.a

HAYDEE OBERREUTER UMAZABAL, CARTE DE VALPARAISO No 6.267.097-5, DOMICILIEE 365 RUE DE MEXICO, APPARTEMENT H, 4^{ème} ETAGE, POBLACION MARINA MERCANTE, PLAYA ANCHA, VALPARAISO. DECLARE AVOIR ETE LIBEREE INCONDITIONNELLEMENT LE 10 SEPTEMBRE 1976, VERS 20 HEURES, DU CAMP DE DETENTION TRES ALAMOS.

DEPUIS LE 11 SEPTEMBRE 1976, RESIDE AU DOMICILE CITE PLUS HAUT.

DEPUIS SA MISE EN LIBERTE, N'A SUBI DE PRESSION D'AUCUNE SORTE ET MENE UNE VIE NORMALE.

30 SEPTEMBRE 1976

(Signature illisible)

HAYDEE OBERREUTER

/...

REPÚBLICA DE CHILE
PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA
MINISTERIO DEL INTERIOR
DEPARTAMENTO CONFIDENCIAL

Dispone libertad de personas
que se indican.-

DECRETO EXENTO Nº. 2274

SANTIAGO, 11 SET. 1976

DE HACIENDA
DE PARTES

S. E. El Sr. Presidente de la República, decretó hoy lo que sigue:

V I S T O S :

La facultad conferida por el Artículo 72 Nº. 17, inciso tercero de la Constitución Política del Estado; lo dispuesto por los Decretos Leyes Nºs. 1, 3 y 228 de fecha 11 de Septiembre de 1973 los dos primeros y 24 de Diciembre de 1973 el último y lo propuesto por DINA.

A GENERAL
RAZON

D E C R E T O :

ARTICULO UNICO.- Déjese sin efecto los D/E. que a continuación se indican, en lo que dice relación con los detenidos que se mencionan, actualmente reclusos en los Campamentos que se detallan y, dispóngase su libertad:

CAMPAMENTO TRES ALAMOS SENDET

1.- ACOSTA MARIN CARLOS ALFREDO	D/E.2076 de 24-V	-1976
2.- AHUMADA BRAZO OSCAR CLAUDIO	" 2168 "	26-VII -1976
3.- AHUMADA NUÑEZ VICTOR IVAN	" 2076 "	24-V -1976
4.- ALBARRACIN PIZARRO BRAULIO A.	" 2105 "	04-VI -1976
5.- ALTAMIRANO FUENTES VIVIANA A.	" 1869 "	20-I -1976
6.- ALVARADO VISTOSO ALICIA DEL C.	" 1585 "	30-IX -1975
7.- ANACONA PALADINO SERGIO ROBERTO	" 1761 "	28-XI -1975
8.- ANDRADE HERNANDEZ PEDRO FERNIN	" 2230 "	28-VIII-1976
9.- ANGULO CLARCK LUIS CESAR	" 2128 "	24-VI -1976
10.- ARAYA BORI RAUL FERNANDO	" 1904 "	10-II -1976
11.- ARAYA BOLTON GLORIA ANGELICA	" 1585 "	30-IX -1975
12.- ARAYA MIRANDA NELSON HUGO	" 2186 "	06-VIII-1976
13.- ASTUDILLO MENDEZ MANUEL HERNAN	" 2152 "	15-VII -1976
14.- ATENCIO CORTES PEDRO SEGUNDO	" 2230 "	28-VIII-1976
15.- BARRAZA MENARES LUIS GUILLERMO	" 2230 "	28-VIII-1976
16.- BARRAZA RAMIREZ ELIAS FRANCISCO	" 2076 "	24-V -1976
17.- BARRERA SANCHEZ CARLOS PATRICIO	" 1711 "	11-XI -1975
18.- BARRERA SOTO GRACIELA DEL C.	" 2076 "	24-V -1976
19.- BARRIENTOS ORTUBIA JESUS DALTON	" 1851 "	12-I -1976
20.- BASCUÑAN BEIZA HERMAN BERNABE	" 2131 "	29-VI -1976
21.- BERNAL MATUS FRANCISCO AGUSTIN	" 2076 "	24-V -1976
22.- BLANCO TOLEDO CLAUDIO EUGENIO	" 2006 "	22-IV -1976
23.- BOTTAY MONREAL MARIA CECILIA	" 1644 "	23-X -1975
24.- BRAVO DIAZ BENITO ENRIQUE	" 2076 "	24-V -1976
25.- BRAVO SALGADO MANUEL SEGUNDO	" 2076 "	24-V -1976
26.- BUSTOS DIAZ LUIS ANDRES	" 1727 "	17-XI -1975
27.- BUSTOS ORJELLANA MANUEL NIBALDO	" 2076 "	24-V -1976
28.- CAMPILAY CAMPILAY GUIDO A.	" 2230 "	28-VIII-1976
29.- CANALES PEREZ BERNARDINO	" 2230 "	28-VIII-1976
30.- CARDENAS NUÑEZ JUAN CARLOS	" 2230 "	28-VIII-1976
31.- CARVAJAL LOYOLA JOSE DEL C.	" 2181 "	02-VIII-1976
32.- CARRASCO MOYA SERGIO	" 2230 "	28-VIII-1976

ACION

33.-	CASTILLO GOMEZ SOLEDAD DE LAS M.	D/E.	2076	de	24-V	-1976
34.-	CERECEDA MARTINEZ OSCAR HERNAN	"	2169	"	27-VII	-1976
35.-	CLEARY ACEITUNO SYBIL MARJORIE	"	1585	"	30-IX	-1975
36.-	COLLAO ARAOS RUGINALDO ERNESTO	"	2076	"	24-V	-1976
37.-	COMPAGNET GODOY HIRTA MARIA S.	"	1585	"	30-IX	-1975
38.-	CONCHA VALLEJOS RICARDO F.	"	2230	"	28-VIII	-1976
39.-	CONEJEROS RIVERA JORGE RAMON	"	2230	"	28-VIII	-1976
40.-	CORDERO DONOSO EUGENIO RAFAEL	"	2169	"	27-VII	-1976
41.-	CORTES FLORES JUAN LORENZO	"	2076	"	24-V	-1976
42.-	CORREA CORREA JUAN	"	2076	"	24-V	-1976
43.-	CRUZ ARRIADA OSCAR LENIN	"	1475	"	12-IX	-1975
44.-	CHACALTANA PIZARRO MARIA CRISTINA	"	1585	"	30-IX	-1975
45.-	DELGADO DELGADO EXEQUIEL DEL T.	"	2199	"	10-VIII	-1976
46.-	DE LA FUENTE MUÑOZ OSCAR DEL T.	"	2006	"	22-IV	-1976
47.-	DE RAMON AVILES ROBERTO AUGUSTO	"	2191	"	06-VIII	-1976
48.-	DIAZ ARANDA EDMUNDO AUGUSTO	"	2169	"	27-VII	-1976
49.-	DINAMARCA FIGUEROA MANUEL SERGIO	"	1812	"	18-XII	-1975
50.-	EATON SUAREZ VICTOR GUILLERMO	"	2076	"	24-V	-1976
51.-	ESCUDERO TORRES JORGE ALBERTO	"	2169	"	27-VII	-1976
52.-	FUENTES ARENDS CARMEN GRACIELA	"	1634	"	20-X	-1975
53.-	FUENZALIDA RUIZ LUIS EDUARDO	"	2076	"	24-V	-1976
54.-	GAHONA JULIO PEDRO PAOLO	"	2076	"	24-V	-1976
55.-	GARCES BAEZ HECTOR CARLOS	"	2076	"	24-V	-1976
56.-	GARCES DURAN HILDA EMALIA	"	1585	"	30-IX	-1975
57.-	GARCIA GARCIA GABRIEL DEL C.	"	2169	"	22-III	-1976
58.-	GARIN ROJO NESTOR HUGO	"	2169	"	27-VII	-1976
59.-	GAVILAN MENCILLA ELVIRA GENOVIVA	"	1585	"	30-IX	-1975
60.-	GIL TAVANTZIS PATRICIA DEL C.	"	1986	"	08-IV	-1976
61.-	GIL DUBREIL SERAFIN ORLANDO	"	1986	"	08-IV	-1976
62.-	GOMEZ DONOSO ROBERTO ESTEBAN	"	2134	"	12-VII	-1976
63.-	GOMEZ ITURRA JUAN ROBERTO	"	1528	"	12-IX	-1975
64.-	GOMEZ LARA EDUARDO ROLANDO	"	2076	"	24-V	-1976
65.-	GOMEZ MARTINEZ OSVALDO RICARDO	"	2093	"	12-VI	-1976
66.-	GONZALEZ ARRIAGADA ALEJANDRO	"	2040	"	07-V	-1976
67.-	GONZALEZ ESPINOZA ALEJANDRO RUBEN	"	2199	"	10-VIII	-1976
68.-	GONZALEZ GONZALEZ CLAUDIO DE J.	"	1652	"	27-X	-1975
69.-	GONZALEZ SALINAS JOSE BERNARDO	"	1274	"	03-VII	-1975
70.-	GONZALEZ VILLANUEVA CARLOS SERGIO	"	2076	"	24-V	-1976
71.-	GODOY GONZALEZ LUIS JOSE	"	2230	"	28-VIII	-1976
72.-	GODICH CASTILLO VICENTE FERNANDO	"	2076	"	24-V	-1976
73.-	HERNANDEZ MEZA JUAN ENRIQUE	"	1751	"	28-XI	-1975
74.-	HONHAZABAL SAO SERGIO ANTONIO	"	2076	"	24-V	-1976
75.-	JAMETT MUÑOZ TERESA BEATRIZ	"	1634	"	20-X	-1975
76.-	JANIA ROJAS JORGE EDUARDO	"	2040	"	07-V	-1976
77.-	JORQUERA ITURRIETA REINA M.	"	1585	"	30-IX	-1975
78.-	JORQUERA MUÑOZ MARIO ALEJANDRO	"	2183	"	03-VIII	-1976
79.-	KURT FONSECA LUIS ALFREDO	"	2114	"	16-VI	-1976
80.-	LAGOS VIVANCO MARGARITA	"	2220	"	23-VIII	-1976
81.-	LAVANDEROS DE LA PAZ MARIA E.	"	2230	"	28-VIII	-1976
82.-	LEAL LEAL NESTOR EMILIO	"	2169	"	28-VII	-1976
83.-	LEDESMA MATURANA GLADYS ANGELICA	"	1634	"	20-X	-1975
84.-	LEIGHTON FERNANDEZ HERTA	"	1625	"	16-X	-1975
85.-	LIBERONA MARDONES ENRIQUE	"	2076	"	24-V	-1976
86.-	LILLO NOVOA LAZARO	"	2076	"	24-V	-1976
87.-	LOBOS MARIN PATRICIO MIGUEL	"	2136	"	06-VIII	-1976
88.-	LOPEZ SEGURA SEVERINO	"	2076	"	24-V	-1976
89.-	LOZANO MOLINA IRMA MARINO	"	2136	"	06-VIII	-1976
90.-	MAIRA ORREGO JORGE PATRICIO	"	2018	"	30-IV	-1976
91.-	MACAYA MOLINA HECTOR	"	2169	"	27-VII	-1976
92.-	MALDONADO FARIAS ALEJANDRO R.	"	2076	"	24-V	-1976
93.-	MANCILLA CASTILLO OSCAR FERNANDO	"	2169	"	27-VII	-1976
94.-	MARQUEZ MUÑOZ JORGE ENRIQUE	"	2076	"	24-V	-1976
95.-	MARTINEZ JIMENEZ JUAN ANTONIO	"	2063	"	13-V	-1975
96.-	MATANALA VIVALDI MARIA ISABEL	"	1585	"	30-IX	-1975
97.-	MAZILLA MUÑOZ SYLVIA WILFRED	"	1791	"	10-XII	-1975
98.-	MEYER LOPEZ RUTH BEATRIZ	"	1986	"	08-IV	-1976
99.-	MIRANDA MUÑOZ VICTOR HUGO	"	2027	"	03-V	-1976
100.-	MOLINET CONTRERAS MARION DONATO	"	1976	"	08-IV	-1976

101.- MONZON VERA TITO SEGUNDO	D/E. 1904 de 10-II	-1976
102.- MORYUOVSKI COROTIN BENJAMIN E.	" 1475 " 12-IX	-1975
103.- MUÑOZ GUERRA JOSE SANTOS	" 2076 " 24-V	-1976
104.- MUÑOZ LEIVA MARCELO CIAR	" 1623 " 14-X	-1975
105.- MUÑOZ SOLIS JUAN LISANDRO	" 1671 " 02-XI	-1975
106.- NAVARRO VILLANUEVA RUBEN E.	" 1869 " 20-I	-1976
107.- NUÑEZ PALMA HANBERTO JAVIER	" 1869 " 20-I	-1976
108.- NUÑEZ ZAMORA JOSE LUIS	" 1836 " 30-XII	-1975
109.- <u>OBERREUTER UMABABAL HAYDEE</u>	" 1904 " 10-II	-1976
110.- OLGUIN CASTRO ALFREDO MARIO	" 2006 " 22-IV	-1976
111.- ORELLANA FIGUEROA OSCAR P.	" 1995 " 12-IV	-1976
112.- ORELLANA MORENO CEFERINO R.	" 1623 " 14-X	-1975
113.- ORMEÑO FERNANDEZ HERNAN S.	" 2183 " 03-VIII	-1976
114.- ORTIZ ASTUDILLO CECILIA M.	" 1822 " 23-XII	-1975
115.- OSORIO NUÑEZ VICTOR MANUEL	" 1623 " 14-X	-1975
116.- OYARZO ESPINOZA JAIME	" 2128 " 24-VI	-1976
117.- PARRA SANHUEZA PEDRO DANIEL	" 2076 " 24-V	-1976
118.- PAMPILIONI ACEVEDO RODOLFO M.	" 1623 " 14-X	-1975
119.- PALMA CONTRERAS PATRICIA X.	" 1585 " 30-IX	-1975
120.- PALMA MUÑOZ JOSE RUPERTO	" 2076 " 24-V	-1976
121.- PARRA GUERRA ALEJANDRO A.	" 1644 " 23-X	-1975
122.- PENDOLA PENALOZA MIGUEL A.	" 1952 " 15-III	-1976
123.- PEREL BARRIOS ROSA DEL CARMEN	" 1585 " 30-IX	-1975
124.- PEREZ CARRASCO LUIS MANUEL	" 2076 " 24-V	-1976
125.- PEREZ PERA DANTON AMARO	" 2168 " 26-VII	-1976
126.- PEREZ VALDES LILIA MATILDE	" 1776 " 03-XII	-1975
127.- PIROLA SEPULVEDA LUIS ERNESTO	" 1851 " 12-I	-1976
128.- PINOCHET LAGOS EDUARDO ANTONIO	" 2205 " 11-VIII	-1976
129.- PINTO CONTRERAS KELLY BERNARDA	" 1585 " 30-IX	-1975
130.- PINTO YANEZ HUGO ORLANDO	" 1836 " 30-XII	-1975
131.- POBLETE PUJOL MARTIN ORLANDO	" 1414 " 14-VIII	-1975
132.- POVEA PACCI HERALDO SEGUNDO	" 1528 " 12-IX	-1975
133.- PUEBLA MATURANA CARLOS SEGUNDO	" 1224 " 18-VI	-1975
134.- PUEBLA MATURANA FREDDY ABRAHAM	" 1298 " 10-VII	-1975
135.- QUEZADA ARQUEROS LAUTARO N.	" 2076 " 24-V	-1976
136.- QUEZADA EVANS ALVARO FELIPE	" 2175 " 31-VII	-1976
137.- QUINTANILLA GUERRA JORGE C.	" 1761 " 28-XI	-1975
138.- QUINTEROS ALVAREZ LUIS HERIBERTO	" 2057 " 13-V	-1976
139.- RAMIREZ VALENZUELA ELOY SEGUNDO	" 2076 " 24-V	-1976
140.- RAMOS ROJAS LUIS HERNAN	" 2168 " 26-VII	-1976
141.- RIVERA LAZAR NOISES	" 1625 " 16-X	-1975
142.- RODRIGUEZ CORDERO CARMEN BLANCA	" 1812 " 18-XII	-1975
143.- RODRIGUEZ RODRIGUEZ BENITO J.	" 2006 " 22-IV	-1976
144.- ROJAS ARAYA JULIO ENRIQUE	" 2076 " 24-V	-1976
145.- ROJAS MARIN DARIO HERNAN	" 1776 " 03-XII	-1975
146.- ROJAS ROJAS LUIS ALBERTO	" 2230 " 28-VIII	-1976
147.- ROMAN DASSON MARGARITA JULIETA	" 1932 " 02-III	-1976
148.- ROMERO MENDEZ MARIA ISABEL	" 1592 " 30-IX	-1975
149.- ROSAS PIZARRO HECTOR HERNAN	" 1851 " 12-I	-1976
150.- RUIZ VERA JAVIER	" 1625 " 16-X	-1975
151.- SAAVEDRA QUIROZ ROBERTO	" 2169 " 27-VII	-1976
152.- SALAS VACQUEZ LUIS ARMANDO	" 1822 " 23-XII	-1975
153.- SALAZAR VERGARA GABRIEL SEGUNDO	" 1776 " 03-XII	-1975
154.- SALGADO BARRIGA JOSE REINALDO	" 1661 " 29-X	-1975
155.- SALINAS FARFAN MARIA ALICIA	" 1585 " 30-IX	-1975
156.- SANCHEZ LEIVA MANUEL JESUS	" 2068 " 18-V	-1976
157.- SANTOS FERNANDEZ ALEJANDRO	" 2169 " 27-VII	-1976
158.- SAPUNAR MUÑOZ SERGIO FELIX	" 1851 " 12-I	-1976
159.- SARTORI TREVIÑO MARIA GLORIA	" 1634 " 20-X	-1975
160.- SHARTAU RUTIS ADOLFO GUILLERMO	" 1776 " 03-XII	-1975
161.- SILVA CORREA LUIS	" 2169 " 27-VII	-1976
162.- SOLARI SAAVEDRA JAIME ANTONIO	" 2181 " 02-VIII	-1976
163.- SOTTOLICHIO URQUI AR MARIO L.	" 2006 " 22-IV	-1976
164.- TAMELAY FLORES JULIO CLARA	" 1535 " 30-IX	-1975
165.- TAVANTEIS MACHUCILLAS AFRONITIS	" 1986 " 03-IV	-1976
166.- TEJO TEGO LUIS ALBERTO	" 1776 " 03-XII	-1975
167.- TELLES GONZALEZ FREDDY	" 1869 " 20-I	-1976
168.- TORG VAS LUIS GABRIEL	" 2076 " 24-V	-1976
169.- URRUTIA SCHALLER GARCIA ARNALDO	" 1623 " 14-X	-1975
170.- VALDEBENTON LÓPEZ HILAR	" 2230 " 24-VII	-1976

16.2

171.-	VALDES VALENZUELA SOPANOR DEL T.	D/E.2076	24-V	-1976
172.-	VALENZUELA ARMIJO RENE OSCAR	" 2230	28-VIII	-1976
173.-	VALENZUELA JORQUERA SONIA DEL C.	" 1585	30-IX	-1975
174.-	VARELA ALARCON JOSE ARTURO	" 2076	24-V	-1976
175.-	VARGAS RIQUELME ELIAS	" 2076	24-V	-1976
176.-	VASQUEZ GARAY OMAR	" 2230	28-VIII	-1976
177.-	VELIZ ROJAS HECTOR MARIO	" 2076	24-V	-1976
178.-	VERA PINTO LUIS HUMBERTO	" 1475	19-IX	-1975
179.-	VERAGUA SEGURA DELIA SUSANA	" 1634	20-X	-1975
180.-	VERGARA PABLO MODESTO	" 2169	27-VII	-1976
181.-	VERGARA CONTRERAS RENATO	" 1711	11-XI	-1975
182.-	VERGARA MORALES CARMEN LUCIA	" 1634	20-X	-1975
183.-	VIDAL SANDOVAL BERNARDO JOSE	" 2230	28-VIII	-1976
184.-	VIELMA BERTHELOT FRANCISCO H.	" 2232	28-VIII	-1976
185.-	VILUGRON ROJAS JOSE ROLANDO	" 2076	24-V	-1976
186.-	VILLAGRAN ARAVENA VICTORIA J.	" 1890	29-I	-1976
187.-	VILLEGAS ARTLAGA MARITZA DE LA R.	" 1585	30-IX	-1975
188.-	ZAMORA EGUILUZ MARIA CRISTINA	" 1585	30-IX	-1975
189.-	ASPILLAGA ERICES JOSE LUIS	"	07-IX	-1976
190.-	VILLALOBOS DIAZ MARIA TERESA	" 1585	30-IX	-1975

CLASIFICACION GENERAL
A DE RAZON

RECEPCION

Nº.

Anótelo y comuníquese.

POR ORDEN DEL SR. PRESIDENTE DE LA REPUBLICA

PAUL SERRAVALLO DEL VAL
GENERAL DE DIVISION
MINISTRO DEL INTERIOR

Lo que se transcribe para conocimiento de US.

Saluda a US.,

ENRIQUE MONTERO MARX
SUBSECRETARIO DEL INTERIOR

RECEPCION

Eº

Eº


FO.

ANEXO 19.6

HAYDÉE OBERZENTER UMAZABAL CARNET DE VALPSO
Nº 6.267.097-5 DOMICILIADA EN MÉTICO 365, DEPTO#
4º DISO POBL. MARINA MERCANTE, PLAYA ANCHA
VALPARAISO. DECLARA QUE FUE PUESTA EN
LIBERTAD IN CONDICIONAL EL DÍA 10 DE SEPTIEMBRE
DE 1976, APROXIMADAMENTE A LAS 20 HRS.,
DESDE EL CAMPAMENTO DE DETENIDOS TRES
AÑOS.

DESDE EL DÍA 11 DE SEPTIEMBRE DEL 76. RESIDE
EN EL DOMICILIO CITADO ANTERIORMENTE.
DESDE SU PUESTA EN LIBERTAD NO HA RECIBIDO
PRESIONES DE NINGÚN TIPO Y HA DESARROLLADO
SU VIDA EN FORMA NORMAL.

30 / SEPTIEMBRE / 76.

 HAYDÉE OBERZENTER.

Annexe 26

Liste de personnes disparues

1. Les personnes dont le nom figure sur la liste ci-après ont été citées dans le texte même du rapport et il a été répondu par écrit par le Gouvernement du Chili au sujet de chacune d'elles; cette liste n'est, par conséquent, qu'une récapitulation :

ARAYA Zuleta, Bernardo
DIAZ López, Víctor Manuel
DONAIRE Cortés, Uldarico
ESCOBAR Cerda, Elisa del Carmen
FLORES Barraza, María Olga
GODOY Lagarrigue, Carlos Enrique
INZUNZA Bascuñán, Iván Sergio
LARA Rojas, Fernando Antonio
MUNOZ Poutays, Jorge Onofre
RECABARREN Rojas, Segundo
RECABARREN González, Manuel Guillermo
RECABARREN González, Luis Emilio
WEIBEL Navarrete, José Arturo
ZAMORANO Donoso, Mario
MENA Alvarado, Nalvia Rosa

Parmi ces personnes, les suivantes sont détenues dans les lieux indiqués :

SANTIS Camus, Patricio, à Puchuncaví
NUNEZ Ferrada, Héctor Mario, à Tres Alamos
ROSALES Chávez, Omar Rigoberto, à Puchuncaví.

2. Personnes ayant été détenues et actuellement en liberté, avec indication de la date de leur élargissement et du décret y relatif :

CORNEJO Campos, Raúl Guillermo	16 juin 1976	Décret 2115
DIAZ Aranda, Augusto	11 septembre 1976	" 2244
HARPER I., María Cecilia	18 août 1976	" 2179
MACAYA Molina, Héctor	11 septembre 1976	" 2244
SAAVEDRA Quiroz, Roberto	11 septembre 1976	" 2244
ATENCIO Cortés, Pedro	11 septembre 1976	" 2244
(le nom qui précède apparaît deux fois sur la liste figurant dans l'annexe du rapport)		
TURIEL Palomera, Mariano León	18 décembre 1976	Décret 1807
CASTRO Saravia, Julio E.	8 août 1976	" 2193
DELGADO Delgado, Exequiel del T.	11 septembre 1976	" 2244
MAUREIRA Vásquez, Mario	15 juin 1976	" 2115
LOZANO Molina, Irma Marina	11 septembre 1976	" 2244
ROJAS Páez, Rolando Aliro	11 septembre 1976	" 2243
ALLENDE Marambio, Emilio	27 juillet 1976	" 2170

/...

3. Autres personnes actuellement en liberté :

BUTNICK Schwartzman, Eduardo

BUTNICK Schwartzman, Julio

4. Personnes dont on n'a pas encore trouvé la fiche d'identité au Service de l'identité :

HERNANDEZ Zazpe, Juan Humberto

DIAZ Silva, Lenin Adán

GARATEGUA Quintero, Orlando

GIANELLI Company, Juan Antonio

RAMOS Vivanco, Oscar Eduardo

SILVA Bustos, Pedro Eduardo

GONZALEZ Muñoz, Jorge Luis

HERNANDEZ Concha, Eduardo Enrique

FUENZALIDA Loyola, Sergio Manuel

5. En ce qui concerne les autres personnes dont le nom figure sur la liste jointe en annexe au Rapport, bien qu'elles ne se trouvent pas sur les listes de détenus, les recherches se poursuivent.

/...

Annexe 27

Déclaration de la Présidente du Collège des psychologues du Chili
au sujet d'articles parus dans la presse étrangère sur la
participation d'une prétendue psychologue chilienne exilée,
Doña Ana VASQUEZ, à un congrès de psychologie à Paris

QUE PASA
7 octobre 1976
No 285

LES PSYCHOLOGUES ET LA CAMPAGNE EXTERIEURE

Monsieur le Directeur,

Dans des articles parus dans Le Monde du 25 juillet 1976 et le Nouvel Observateur du 2 août 1976, à Paris (France), il est dit que lors du vingt et unième Congrès international de psychologie qui a eu lieu dans cette ville en juillet dernier, Mme Ana Vásquez, "professeur chilien de psychologie en exil", a présenté un rapport dans lequel elle disait que 80 p. 100 des psychologues chiliens étaient : "soit morts, soit disparus, soit en prison, soit en exil et que les autres collaborent avec l'appareil répressif de la Junte".

En ce qui concerne les affirmations de Mme Ana Vásquez telles qu'elles ont été publiées dans les journaux précités, nous nous permettons de vous informer de ce qui suit :

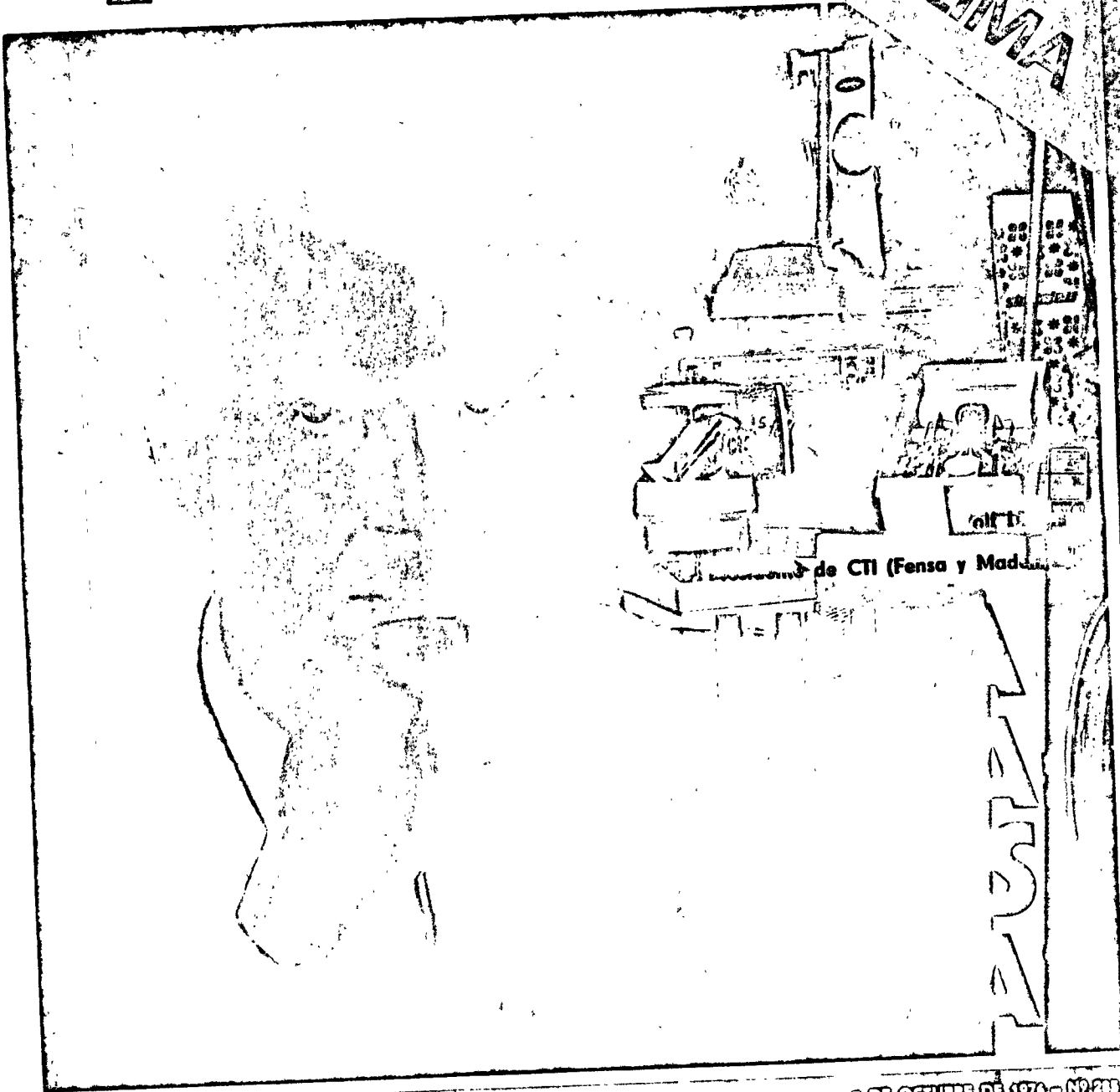
1. Les psychologues au Chili ont toute liberté d'exercer leur profession. D'après les statistiques du Collège, il y a 568 psychologues membres du Collège; sur ceux-ci, 128 sont installés ou en stage à l'étranger et un est décédé en 1965.
2. Le Collège des psychologues peut garantir qu'il exerce un contrôle d'éthique absolu sur ses membres et qu'aucun d'entre eux n'a participé à des activités contraires à l'éthique de la profession. Il n'a pas non plus reçu de plaintes quelles qu'elles soient.
3. Au Chili, la profession de psychologue est dûment reconnue et en plein essor. Les psychologues s'acquittent de leurs fonctions dans les tâches les plus diverses, tant au niveau universitaire, que dans des organismes publics et privés de santé et d'enseignement ainsi que dans l'industrie.
4. Ce qui précède peut être prouvé par le fait qu'une délégation de psychologues chiliens a assisté au Congrès de Paris sans qu'aucun des participants chiliens ne fasse l'objet de contre-manifestations ou de questions.
5. Enfin, il convient de signaler que Mme Vásquez n'a pas fait d'études de psychologie au Chili et n'a jamais été membre de notre institution qui groupe tous les psychologues du Chili.

Actuellement, le Collège effectue un travail que nous considérons comme très important et plus fécond que jamais, grâce à la liberté et à la tranquillité absolues qui garantissent maintenant le fonctionnement des institutions dans notre pays.

La Présidente,
Liana ORTIZ WOLF

/...

que p... CRISIS EN LIMA



0 00 000000 0000000000

0 00 000000 00 0000 000000

"Qué' pasa"

7 October 1976

Number 285

LOS PSICOLOGOS Y LA CAMPAÑA EXTERIOR

Señor Director:

En información aparecida en los diarios "Le Monde", de fecha 25/7/76, y "Nouvel Observateur", de 2/8/76, de París, Francia, se dice que en el XXI Congreso Internacional de Psicología realizado en esa ciudad en julio pasado, la señora Ana Vásquez, "profesora chilena de Psicología, en exilio", presentó un informe a ese Congreso en que se señalaba que el 80% de los Psicólogos chilenos están: "sea muertos, sea desaparecidos, sea en prisión, sea en exilio y que los otros colaboran con el aparato represivo, con la Junta de Gobierno".

En relación con las afirmaciones de la Sra. Ana Vásquez según la versión de los diarios arriba indicados, nos permitimos manifestar a Ud. lo siguiente:

- 1.— Los Psicólogos en Chile tienen absoluta libertad para el ejercicio de su profesión. Según estadísticas del Colegio existen 568 Psicólogos Colegiados; de éstos, 128 radicados o becados en el extranjero, y uno fallecido en el año 1965.
- 2.— El Colegio de Psicólogos puede garantizar que ejerce un control ético absoluto sobre los colegiados y que ninguno de ellos ha participado en ninguna actividad contraria a la ética de la profesión. Tampoco se ha recibido queja de ninguna especie.
- 3.— En Chile, la profesión de Psicólogo se encuentra plenamente reconocida y en auge. Los Psicólogos desempeñan sus funciones en las más diversas tareas, tanto a nivel universitario, organismos estatales y privados de la salud, educación e industrias.
- 4.— Lo anterior puede ser corroborado por el hecho de que una delegación de Psicólogos chilenos asistió al Congreso de París y que ninguno de los participantes chilenos fue objeto de alguna contramanifestación o consulta.
- 5.— Por último cabe señalar que la Sra. Ana Vásquez no es Psicóloga con estudios en Chile y nunca ha estado colegiada en nuestra institución que agrupa a todos los Psicólogos de Chile.

En la actualidad el Colegio está realizando una labor que estimamos muy importante y fecunda como nunca lo había sido, gracias a la absoluta libertad y tranquilidad que garantizan actualmente el funcionamiento de las instituciones en nuestro país.

LIANA ORTIZ WOLF,
Presidenta

Annexe 28

Déclarations du Secrétaire général de l'Organisation des Etats
américains publiées par la revue chilienne "El Cronista", au
sujet de l'état des détenus

El Cronista

Ville : Santiago
Date : 7 août 1976
Page : 4; colonne : 5
No de l'article : 321

M. Orfila a déclaré à son arrivée à Mexico

"AU CHILI LES DETENUS POLITIQUES NE SONT PAS TORTURES"

Mexico,

Le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), M. Alejandro Orfila, a déclaré hier à son arrivée à Mexico, où il est venu pour s'y entretenir avec le Président du Mexique, M. Luis Echeverria, qu'"au Chili, les prisonniers politiques ne sont pas soumis à des tortures".

Il a dit avoir eu des conversations avec certains détenus qui lui ont demandé quand ils seraient libérés.

Lorsqu'il a abordé cette question avec le Président du Chili, le général Augusto Pinochet, ce dernier lui a répondu que "le problème des prisonniers politiques était un problème exclusivement chilien et que le pays demeurait en état de siège".

Le Secrétaire général de l'OEA a déclaré aussi qu'il avait envoyé des observateurs pour étudier le conflit entre le Honduras et l'El Salvador et qu'il aurait plus tard une idée exacte de ce qui se passait dans ces pays.

Il a ajouté en outre, que dans un avenir assez proche, l'unité serait réalisée entre toutes les nations d'Amérique latine, malgré les divergences politiques et idéologiques, et que les Etats-Unis n'avaient pas d'autorité sur l'OEA bien que leur contribution représente 66 p. 100 des contributions versées à l'Organisation.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), M. Alejandro Orfila, a dit que cette institution continuerait à être "une tribune importante pour le dialogue latino-américain".

M. Orfila est arrivé jeudi et a indiqué qu'il discuterait de la réorganisation de l'OEA avec le président Luis Echeverria, qui est l'un de ceux qui la critiquent, mais il a ajouté que les critiques avaient servi à "améliorer la structure de l'Organisation et à corriger des erreurs".

/...

"Malgré ses défauts" a-t-il ajouté, l'Organisation continuera à être une "tribune importante pour le dialogue latino-américain". Ensuite, il a déclaré aux journalistes qu'il ne pensait pas que le Mexique se retirerait de l'OEA.

Peu après son arrivée, M. Orfila a déjeuné avec M. Echeverría, à la résidence présidentielle de "Los Pinos". Ensuite il s'est entretenu avec le président élu, M. José López Portillo, dont le mandat de six ans commencera le 1er décembre.

Lorsqu'on lui a demandé à l'aéroport si l'OEA continuerait à accepter en tant que membres des gouvernements imposés par la force, M. Orfila a répondu que l'OEA "est très respectueuse du principe de la non-intervention et de l'autodétermination des peuples". Il a ajouté ensuite qu'en Amérique latine l'unité régnait, en dépit des "divergences politiques et idéologiques".

(DPA - UPI)

/...

Nombre de la publicación: *El Correo*
" " "
Ciudad SANTIAGO
Fecha: Año *1960* Mes *Sept* Día *7*
Página *4*
Número del recorte *11321*
Biblioteca del Congreso Nacional

Sostuvo Orfila al llegar a México

"En Chile no se Tortura a los Detenidos Políticos"

Ciudad de México
El Secretario General de la Organización de Estados Americanos (OEA), Alejandro Orfila declaró ayer al llegar a México para sostener una entrevista con el Presidente mexicano Luis Echeverría, que "En Chile no se aplican torturas a los presos políticos".

Dijo que conversó con algunos de los detenidos, y que le preguntaron cuándo saldrán en libertad.

Al abordar este tema con el Presidente chileno, General Augusto Pinochet, éste le contestó que "el problema de los presos políticos es solamente chileno, y que aún esa nación permanece en estado de sitio".

El máximo funcionario de OEA dijo también que tiene observadores en el conflicto entre Honduras y El Salvador y que más tarde tendría un panorama real de lo que acontece en esos lugares.

Además dijo que en un futuro no muy lejano habrá unidad entre todas las naciones de Latinoamérica, pese a las diferencias políticas e ideologías, y que Estados Unidos no tiene autoridad sobre la OEA a pesar de que aporta el 66 por ciento para su sostenimiento.

● El Secretario General de la Organización de los Estados Americanos

(OEA). Alejandro Orfila dijo que el órgano hemisférico seguirá siendo el "gran foro del diálogo latinoamericano".

Orfila llegó el jueves y manifestó que discutirá la reorganización de la OEA con el Presidente Luis Echeverría, uno de sus críticos. Pero dijo que la crítica sirvió para "mejorar su estructura y corregir errores".

"A pesar de sus defectos" -añadió, la organización continuará siendo un "gran foro del diálogo latinoamericano". Seguidamente expresó a los periodistas que no cree que México se retirará de la OEA.

Poco después de su arribo Orfila almorzó con Echeverría en la residencia presidencial de Los Pinos. Posteriormente se entrevistó con el Presidente electo José López Portillo, quien iniciará su periodo de seis años el primero de diciembre.

Al preguntársele en el aeropuerto si la OEA seguirá aceptando como miembros a gobiernos impuestos por la fuerza, Orfila respondió que la OEA "es muy respetuosa de la no intervención y autodeterminación de los pueblos". Para añadir que en la América Latina reina la unidad, a pesar de que existen "diferencias políticas e ideológicas".

(DPA-UP)

EXTRAIT

El Cronista du 20 juin 1976

Conférence de presse

M. ORFILA A PU VERIFIER QUE LES DETENUS ETAIENT DANS DE BONNES CONDITIONS

A Tres Alamos, il s'est entretenu avec d'anciens ministres du régime antérieur et avec plusieurs autres personnalités, sans que ceux-ci se plaignent de mauvais traitements

N'ayant relevé aucun signe de mauvais traitements des détenus, et ayant eu la possibilité de s'entretenir en privé avec n'importe lequel d'entre eux, le Secrétaire général de l'OEA, M. Alejandro Orfila (Argentine), a parlé hier, lors de la conférence de presse qu'il a donnée dans l'édifice Diego Portales, de sa visite au camp de Tres Alamos, la semaine précédente. De même, dans un autre domaine, il a souligné les points positifs auxquels est parvenue la sixième Assemblée de l'Organisation, disant "que des mesures ont été prises qui ne permettent pas de retour en arrière".

Le Secrétaire général de l'OEA a commencé son exposé, avant qu'on lui pose des questions, en relatant sa visite dans les camps de Tres et Cuatro Alamos. "Quelques semaines avant le début de cette assemblée, dit-il, j'ai reçu un grand nombre de télégrammes, de lettres et même de visites personnelles, me demandant d'intervenir au sujet du lieu de détention et de la situation de diverses personnes. Beaucoup de ces communications étaient simplement signées, et ne comportaient guère de détails sur l'expéditeur, mais d'autres étaient bien identifiées et me demandaient de répondre au sujet du résultat de mes démarches. Parmi ces dernières, quelques-unes m'avaient été adressées par des personnalités importantes, professeurs de l'université de Harvard, de Stanford, ainsi que des personnalités des Etats-Unis, et d'Europe. J'ai même reçu plusieurs télégrammes de maires de villes d'Italie.

Une fois au Chili, a ajouté M. Orfila, j'ai fait savoir au coordonnateur de la sixième Assemblée de l'OEA, M. Ricardo Claro, que je désirais m'informer le plus possible sur la situation de certains détenus et ce personnellement et directement. M. Claro, avec beaucoup de cordialité, quelques heures après, a obtenu pour moi une entrevue personnelle avec le Président Augusto Pinochet. Je lui ai expliqué les raisons pour lesquelles je désirais obtenir des renseignements directs sur les détenus et le Président a accédé immédiatement à ma requête et m'a autorisé à me rendre dans ces camps de détention.

Je lui ai fait part également de mon intention de me faire accompagner par le Président de la Cour suprême, M. José María Eyzaguirre (avec lequel je m'étais entretenu à ce sujet au cours d'une précédente visite au Chili, en mars), par le Ministre de la justice, M. Miguel Schweitzer, et par les sous-secrétaires d'Etat aux relations extérieures et à la justice.

/...

Nous sommes arrivés au camp de Tres Alamos à 21 heures; nous avons été reçus par le commandant du camp qui nous a dit avoir reçu l'ordre de nous autoriser à procéder à une visite complète du camp et à voir les détenus, pour leur poser toutes les questions que nous désirerions.

J'ai d'abord visité tous les pavillons. Beaucoup de détenus étaient déjà couchés. Je suis entré dans les chambres, j'ai échangé des propos avec eux, et me suis rendu ainsi dans trois pavillons d'hommes et un de femmes.

J'ai pu constater que tous les détenus pouvaient converser librement entre eux. Les locaux sont acceptables, on ne peut dire qu'ils sont très confortables, mais, étant donné le type de construction, on ne peut prétendre à mieux. On peut dire au moins qu'ils étaient en bon état.

Je leur ai posé des questions sur leur santé, sur la nourriture et sur les traitements, sans obtenir de réponse négative.

Ensuite je me suis rendu au camp de Cuatro Alamos, où je n'ai rencontré aucun détenu, malgré une visite complète.

Les autorités m'ont demandé si je désirais m'entretenir en privé avec les détenus. J'ai demandé alors à parler avec ceux dont les noms avaient été le plus souvent mentionnés dans les lettres et les télégrammes que j'avais reçus, notamment dans une lettre signée par trois prix Nobel de l'université de Harvard. Je fus conduit dans un local spécial, un "secteur privilégié", où se trouvaient sept détenus, en raison de leur position élevée dans le gouvernement précédent.

Là je me suis entretenu avec MM. José Cadémartori et Fernando Flores, avec lesquels j'ai pu avoir une conversation prolongée. Je me suis tout particulièrement intéressé à leur état, aux conditions dans lesquelles ils vivaient et tout l'entretien fut empreint d'une grande franchise.

En conclusion, j'ai pu constaté qu'ils étaient bien traités et qu'ils n'étaient soumis à aucun sévice. M. Cadémartori m'a dit qu'étant un homme d'étude il aurait souhaiter pouvoir obtenir plus de livres, et M. Flores m'a fait part de son désir d'obtenir davantage de matériel de cybernétique, qui est sa spécialité.

Après avoir parlé avec eux, j'ai demandé au commandant du camp à voir d'autres personnes, et notamment les avocats Hernán Montealegre et Fernando Ostornol, au sujet desquels certains gouvernements européens avaient manifesté des inquiétudes. Ils m'ont répété qu'actuellement ils étaient bien traités, n'avaient pas à se plaindre et recevaient régulièrement des informations de l'extérieur par la radio, les revues, les journaux et un appareil de télévision.

J'ai été frappé par le fait que la majorité d'entre eux me reconnaissaient, en particulier pour m'avoir vu à la télévision. Nous avons échangé des impressions sur le rapport du Comité interaméricain des droits de l'homme (CIDH) qu'ils connaissaient par les publications parues dans la presse et dont ils avaient une idée claire.

/...

Ils m'ont affirmé qu'ils ne faisaient l'objet d'aucune pression, mais m'ont laissé entendre, sans le dire directement, que les années précédentes, dans d'autres camps, certains détenus auraient peut-être été torturés. Bien que je le répète, ils m'aient dit cela au conditionnel, précisant qu'il s'agissait du passé et concernait d'autres personnes.

M'étant rendu ensuite au pavillon des femmes, on me présenta un groupe d'entre elles qui formaient un comité spécial, composé de Sara Wech, Cristina Zamora, Alicia Alvarado et Hilda Garcés. J'ai eu avec ces quatre personnes une conversation assez approfondie. D'une façon générale, elles m'ont répété la même chose que les autres, à savoir qu'elles n'avaient été soumises à aucune forme de torture directe.

Cependant il est un point commun qui est revenu dans toutes ces conversations, c'est la plainte de ne pas avoir été jugés et d'ignorer la durée de leur détention. Cela, je le mentionne en toute objectivité, sans formuler de jugement car il ne m'appartient pas de le faire. J'ai demandé au ministre de la justice et au président de la Cour suprême qu'ils m'expliquent pourquoi ces détenus n'étaient pas jugés et demeuraient en détention dans ces camps. Ils m'ont répondu que ces détentions s'expliquaient par le fait que le pouvoir exécutif, conformément à la Constitution de 1833, avait déclaré l'état de siège, en vertu duquel l'Etat a le droit de procéder à des détentions pour des raisons de sécurité nationale et de mettre les détenus à la disposition du pouvoir exécutif jusqu'à la disparition des causes de leur détention, ou la fin de l'état de siège*.

J'ai eu l'impression, a poursuivi M. Orfila, que tous ces gens, mis à part évidemment leur situation psychologique très particulière, due au fait qu'ils n'ont pas été jugés et qu'ils ignorent quelle sera la durée de leur détention, étaient acceptablement traités et ne subissaient pas de mauvais traitements physiques. Au contraire, M. Cademartori et M. Flores ont parlé du commandant du camp avec une certaine indulgence, parce qu'il les traitait bien. De plus, j'ai remarqué une certaine cordialité professionnelle entre d'une part les avocats MM. Montealegre (de la Vicaría de la Solidaridad) et Ostornol (communiste), et d'autre part leurs collègues MM. Eyzaguirre et Schweitzer, qu'ils connaissaient auparavant.

Je dois ajouter que j'ai transmis tous les télégrammes et communications reçus à la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour que soient poursuivies les démarches voulues".

*Ensuite les journalistes ont demandé au Secrétaire général s'il avait l'intention de faire part de certains de ces renseignements sur ses visites à des organismes de l'OEA.

"Je n'ai pas prévu de le faire, a-t-il répondu, mais je m'entretiendrais à ce sujet, avec les membres du Conseil permanent. De plus je vais répondre à chacune des lettres que j'ai reçues en décrivant en détail la situation des personnes avec lesquelles j'ai parlé au camp de Tres Alamos."

Répondant ensuite à une autre question, M. Orfila a déclaré qu'il était sûr de la sincérité du Gouvernement chilien, lorsque celui-ci affirmait être disposé à collaborer avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme et à faciliter le travail de cette dernière.

/...

Une autre question fut posée au sujet du prétendu télégramme envoyé par un "ex-vice-président chilien" afin que l'on s'occupe de l'état de Luis Corvalán, ex-secrétaire général du parti communiste interdit.

"Je n'ai pas reçu ce télégramme bien que je l'ai cherché, a répondu M. Alejandro Orfila. Quoi qu'il en soit, j'ai posé à M. Cadémartori des questions au sujet de M. Corvalán qui était également détenu là-bas, et la réponse de M. Cadémartori est applicable à tous, c'est-à-dire que M. Corvalán est bien traité et n'a pas fait l'objet de sévices.

En toute honnêteté, a ajouté le Secrétaire général de l'OEA, je pensais que les détenus qui entraient allaient regarder avec antipathie les personnes du ministère de la justice et le président de la Cour suprême qui m'accompagnaient. Or, au contraire, tous se sont donné la main, surtout l'avocat M. Fernando Ostornol qui, lorsqu'il parlait avec eux les appelait par leur prénom. Cela franchement, m'a frappé."

Répondant à un interlocuteur qui lui demandait s'il acceptait les explications concernant l'état de siège, M. Orfila a déclaré : "Je suis un fonctionnaire international et étranger et je ne puis émettre d'opinion".

Il a ajouté ensuite : "J'ai discuté avec M. Cadémartori de la définition du mot torture. Pour lui, le fait d'être détenu constitue déjà en soi une torture, de même que le fait de ne pouvoir lire certains livres, mais au sens moral, le mot s'applique aux châtements corporels".

Au sujet des résultats de la sixième Assemblée, le Secrétaire général a déclaré que les points les plus positifs avaient été la question des droits de l'homme; la résolution sur le canal de Panama, "appuyée par les Etats-Unis"; la coopération pour le développement ("la qualité de la vie et la tranquillité sociale resteront de vains mots si nous n'offrons pas davantage de possibilités à ceux qui vivent sur ce continent"); le transfert des techniques ("pour éviter les excès commis par le passé"); la loi sur le commerce extérieur des Etats-Unis, "que le gouvernement souhaite amender, mais ce que le Congrès ne juge pas opportun" et le vœu exprimé par l'ex-colonie de Surinam d'entrer à l'OEA.

"Des mesures ont été prises qui ne permettent pas le retour en arrière, a souligné M. Orfila, et on assiste à une tendance à utiliser l'OEA davantage et à meilleur escient, en le faisant avec franchise et sans antagonisme."

/...

En conferencia de prensa

Doctor Orfila Comprobó Buenas Condiciones de los Detenidos

En Tres Alamos conversó con ex Ministros del régimen anterior y con varios otros personeros, sin recibir quejas de malos tratos.

Sin encontrar el menor indicio de malos tratos de los detenidos y con la posibilidad de conversar privadamente con cualquiera de ellos, el Secretario General de la OEA, el argentino Alejandro Orfila, se refirió ayer, en conferencia de prensa ofrecida en el edificio Diego Portales, a su visita al campo de Tres Alamos. La misma se realizó la semana pasada. Asimismo, y en otro terreno, destacó los puntos positivos logrados en la 6ª Asamblea de la organización, diciendo que se "han tomado pasos que no permiten volver atrás".

El máximo ejecutivo de la OEA comenzó su exposición, antes que le formularan preguntas, relatando su recorrido por los campamentos de Tres y Cuatro Alamos. "Pocas semanas antes de iniciarse esta Asamblea —dijo— recibí gran cantidad de cables, cartas y aun visitas personales, solicitando mi intervención personal en función del paradero y de

garon varios cables de alcaldes de ciudades de Italia.

"Una vez en Chile —prosiguió el doctor Orfila— le expresé al Coordinador de la 6ª Asamblea de la OEA, Embajador Ricardo Claro, mi deseo de informarme lo más posible sobre la situación de algunos detenidos, en forma personal y directa. El Embajador Claro, con toda cordialidad, a las pocas horas me consiguió una entrevista personal con el Presidente Augusto Pinochet. Le manifesté mis razones para obtener de manera directa informes sobre los detenidos y el señor Presidente accedió de inmediato, facilitando mi acceso a esos campos de detención.

"Le expresé también mi intención de ir acompañado del presidente de la Corte Suprema, doctor José María Ezaguirre (con quien había conversado al respecto durante mi anterior visita a Chile en marzo), del Ministro de Justicia, Miguel Schweit-

pabellones. Muchos detenidos estaban ya descansando, entre a las habitaciones, cambié opiniones con ellos, estuve en tres pabellones de hombres y en uno de mujeres.

"Mi impresión fue constatar que todos los detenidos gozan de libre plática entre ellos. Los locales son aceptables, no se puede decir extremadamente confortables, pero sí aceptables, para ese tipo de construcción no se puede pedir más. Dentro de lo mínimo, estaban en buenas condiciones.

"Les pregunté sobre su estado de salud, sobre las comidas y el trato recibido, sin obtener respuestas negativas.

"Posteriormente visité el campo de Cuatro Alamos, donde no encontré ningún detenido, aunque lo revise completo.

"Las autoridades me preguntaron si quería conversar con los detenidos en forma particular. Pedí hablar entonces con algunos, cuyos nombres

particularmente sobre su estado, las condiciones en que vivían, y lo hicimos con gran franqueza.

"En conclusión, comprobé que son bien tratados, no hay coerción física. El doctor Cade-martori me expresó que, como hombre de estudio, no tenía suficiente acceso a libros, mientras que Flores me manifestó sus deseos de contar con más material de cibernética, que es su especialidad.

"Luego de hablar con ellos, solicité al Comandante del campo hablar con otras personas, con los abogados Hernán Montealegre y Fernando Estornol, por quienes se habían preocupado algunos Gobiernos europeos. Me reiteraron que actualmente el trato era bueno, no tenían quejas, y recibían buena información del exterior, a través de radios, revistas, diarios y un aparato de TV.

"Me llamó la atención que la mayoría de ellos me reconocían, especialmente

pos, algunos detenidos podrían haber sido torturados. Aunque reitero que lo dijeron en forma condicional, en tiempo pasado y referido a otras personas.

"Al visitar posteriormente el pabellón de mujeres, se me presentó un grupo de ellas que formaban un Comité Especial, integrado por Sara Wech, Cristina Zamora, Alicia Alvarado e Hilda Garcés. Con estas cuatro señoras mantuvimos un diálogo bastante intenso. En líneas generales me repitieron lo mismo que los demás, no habían sido sometidos a ninguna clase de torturas directas.

"Pero un tema común que apareció en todas estas conversaciones fue la falta de proceso y el no saber hasta cuando estarían detenidos. Esto lo menciono en forma objetiva, sin abrir juicios sobre nada, porque no me corresponde hacerlo. Pedí al Ministerio de Justicia y al presidente de la Corte Suprema me aclararan esto



"Los debates sobre derechos humanos son una reafirmación de la importancia y del interés que suscito el tema", señaló ayer el doctor Orfila, relatando su visita a Tres Alamos

la situación de diversas personas. Muchas de esas comunicaciones sólo estaban firmadas, sin mayores detalles del remitente, pero otras eran

zer; del Subsecretario de Relaciones Exteriores y del de Justicia.

"Llegamos al campo de noche al lugar donde fuimos recibidos por su Comandante, quien me manifestó tener órdenes expresas de facilitarme el acceso completo al recinto y a la persona de los detenidos, pudiendo asimismo hacerles todas las preguntas que quisiera.

"Primero visité todos los

habían sido los más mencionados en las cartas y cables recibidos, entre ellas una firmada por tres Premios Nobel de la U. de

recinto especial, un "área preferencial" donde estaban siete detenidos debido a su jerarquía dentro del Gobierno Anterior.

"Conversé allí con José Cademartori y Fernando Flores, fueron llamados a mi presencia y mantuvimos una conversación prolongada. Me interesé

por haberme visto en programas de televisión. Intercambiamos impresiones sobre el informe del Comité Interamericano de Derechos Humanos (CIDH), ellos lo conocían por las publicaciones hechas en la prensa y tenían una idea clara de su contenido.

"Me afirmaron que no tenían ningún tipo de presión, pero me dieron a entender, sin decirlo en forma directa, que en años anteriores, en otros cam-

de la falta de proceso y de la permanencia en esos recintos. La respuesta que me dieron es que las razones de la detención están basadas en el Poder Ejecutivo en función de la Constitución de 1833, que establece el Estado de Sitio. Según eso, el Estado tiene derecho a detener a personas por motivos de seguridad nacional y ponerlas a disposición del Ejecutivo hasta que hayan pasado las causas de su detención o caducado el estado de sitio.

● Llevé la impresión —continúa su relato el doctor Orfila— que toda esa gente, obviamente descartando su situación espiritual muy particular, por las razones expuestas sobre proceso e incertidumbre del periodo de detención, estaban aceptablemente atendidos, sin maltrato físico. Al contrario, Cademartori y Flores se refirieron al Comandante del campo con cierta tolerancia, porque los trataba bien. Además, noté cierta cordialidad profesional entre los abogados Montalegre (de la Vicaría de la Solidaridad) y Estornol (comunista) con sus colegas, los doctores Ezzaguirre y Schweitzer, con quienes se conocían con anterioridad. "Debo agregarles que todos los telegramas y comunicaciones recibidos los he pasado al CIDH para que allí prosigan con los trámites aplicables en estos casos."

● A continuación le preguntaron al Secretario General si pensaba rendir algún informe sobre estas

visitas a algún organismo de la OEA.

"No está previsto —contestó— pero conversaré al respecto con los miembros del Consejo Permanente. Además voy a contestar todas y cada una de las cartas recibidas, describiendo en particular la situación de las personas con quienes conversé en Tres Alamos.

— Expresó luego el doctor Orfila, ante otra consulta, que estaba seguro sobre lo expresado por el Gobierno de Chile en el sentido de cooperar y facilitar el trabajo de la CIDH.

Otra pregunta estuvo relacionada con el supuesto cable que envió un "ex vicepresidente chileno" para que se preocupara sobre el estado de Luis Corvalán, ex Secretario General del proscripto partido comunista.

"No recibí ese cable, aunque lo busqué —repuso Alejandro Orfila— De todos modos, le pregunté por Corvalán al doctor Cademartori, que estaba allí también detenido y su respuesta es aplicable a todos, es decir, está bien atendido y no ha sido sometido a coerciones.

"Con honestidad —agregó el personero de la OEA— esperaba que los detenidos que entrasen hubiesen mirado con antipatía a las personas del Ministro de Justicia y al presidente de la Corte Suprema, quienes me estaban acompañando. Por el contrario, todos se dieron la mano, sobre todo el abogado Fernando Estornol hablaba con ellos usando la costumbre de mencionarlos por su

primer nombre eso, sin ceramente, me llamó la atención.

Respondiendo a otra pregunta sobre si aceptaba las explicaciones del Estado de Sitio, el doctor Orfila manifestó: "Soy funcionario internacional y extranjero, no puedo emitir opinión."

Añadió luego: "Con el doctor Cademartori discutimos la definición de la palabra tortura. Para el estar detenido ya es una tortura, como el no poder leer ciertos libros, pero la acepción normal de la palabra se refiere al castigo físico."

● Refiriéndose a los resultados de la 6ª Asamblea, el Secretario General mencionó como más positivo el asunto de los derechos humanos; la resolución sobre el Canal de Panamá "apoyada por EE. UU."; la cooperación para el desarrollo ("no vamos a tener calidad humana de vida ni tranquilidad social si no ofrecemos mayores oportunidades a los que viven en este continente"); la transferencia de tecnología ("para evitar los excesos cometidos antes") la Ley de Comercio Exterior de EE. UU., "cuyo Gobierno quiere enmendarla, pero el Congreso no lo considera oportuno" y el deseo expresado por la ex colonia de Surinam para ingresar a la OEA.

"Se han tomado pasos que no permiten volver hacia atrás —enfático el doctor Orfila— y existe la tendencia de utilizar más y mejor a la OEA, haciéndolo con franqueza y sin antagonismos."



Un dialogo franco con los periodistas sostuvo ayer el Secretario General de la OEA, Alejandro Orfila, acompañado del Subsecretario adjunto, doctor Zelaya Coronado (a la izquierda)

Annexe 29

Déclarations manuscrites par lesquelles MM. Iván Adolfo PARVEX, Carlos Raúl GONZALEZ, León Renato HUERTA, Eduardo Francisco REYES, Juan Ernesto SEGURA et José Miguel MOYA nient avoir signé le moindre contrat avec la Dirección de Inteligencia Nacional

DECLARATION

Je soussigné, Iván Adolfo Parvex Alforo, déclare que, durant ma détention, nul ne m'a jamais contraint à signer un document faisant de moi un agent auxiliaire des services de renseignement et moins encore un document me liant au gouvernement ou à un quelconque service de sécurité.

Santiago, septembre 1976

(Signé) Iván Adolfo Parvex Alforo
de Santiago

/...

ANEXO 21.a.

DECLARACIÓN

Yo, Iván Odolfo Parvez Alfaro, declaro que en el período que he estado detenido nunca se me ha obligado a firmar un documento en el cual yo pasé a ser agente auxiliar de inteligencia ni menos algún documento que me comprometiera con el gobierno o con algún agente de seguridad.

Atyp, Septiembre 1976.

I. Parvez

de Atyp.

DECLARATION

Je soussigné, Carlos Raúl González Anjari, déclare que, durant ma détention, nul ne m'a jamais contraint à signer un document faisant de moi un agent auxiliaire des services de renseignement, et moins encore un document me liant au gouvernement ou à un quelconque service de sécurité.

Santiago, septembre 1976

(Signé) Carlos Raúl González

Carte d'identité No 32946 Lebu

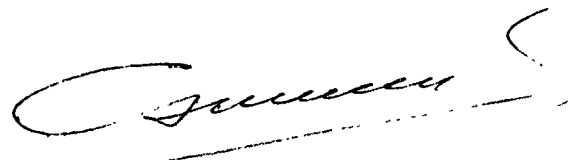
/...

21. a.

DECLARACION

Yo, Carlos Raúl González Anjari declaro
de que durante el período que he permanecido
detenido nunca se me ha obligado a firmar
algún documento en el cual yo pase a ser
agente auxiliar de inteligencia ni menos
algún documento que me comprometa con el
Gobierno o con algún aparato de Seguridad

Stgo, Septiembre de 1976.



C. de I. 32946 Lebú.-

DECLARATION

Je soussigné, León Renato Huerta Mondaca, déclare que, durant ma détention, nul ne m'a jamais contraint à signer un document faisant de moi un agent auxiliaire des services de renseignement et moins encore un document me liant au gouvernement ou à un quelconque service de sécurité.

Santiago, septembre 1976

(Signé) León R. Huerta M.

Carte d'identité No 4 222 546-0 Santiago

/...

21. a.

Declaración

Yo, León Renato Huerta Mondaca, declaro que durante el periodo de mi detención jamás se me obligó a firmar un documento en el cual yo pase a ser agente auxiliar de inteligencia, ni menos a algún documento que me comprometiera con el gobierno o con algún aparato de seguridad.

León R. Huerta M.
C I 4 222 546-0 Stgo.

Santiago, septiembre de 1976.

DECLARATION

Je soussigné, Eduardo Francisco Reyes Ortiz, titulaire de la carte d'identité No 6 865 905 de la circonscription de Santiago, déclare que : durant ma détention, nul ne m'a jamais contraint à signer un document faisant de moi un agent auxiliaire des services de renseignement et moins encore un document me liant au gouvernement ou à un quelconque service de sécurité.

Santiago, septembre 1976

(Signé) Eduardo Reyes Ortiz

/...

DECLARACION

Yo, Eduardo Francisco Reyes
Ortiz: cedula de identidad N° 6.865.905

del Gabinete de Santiago,
Declaro que: En el Periodo que
he estado detenido, nunca se me ha
obligado a firmar un documento en el
cual yo pase a ser Agente Auxiliar
de Inteligencia, ni menor algun
documento que me comprometa con
el Gobierno o con algun Aparato
de Seguridad.

E. Reyes Ortiz
Eduardo Reyes Ortiz
Firma y nombre.

Santiago, Septiembre 1976

DECLARATION

Je soussigné, Juan Ernesto Segura Aguilar, titulaire de la carte d'identité No 5 744 809 de la circonscription de Santiago, déclare que, durant ma détention, je n'ai jamais signé un document en vertu duquel j'aurais été nommé agent auxiliaire des services de renseignement et moins encore un document par lequel je me serais lié au gouvernement, ou me serais engagé à travailler pour un quelconque service de sécurité et à collaborer avec lui.

Date : septembre 1976

(Signé) Juan Ernesto Segura Aguilar

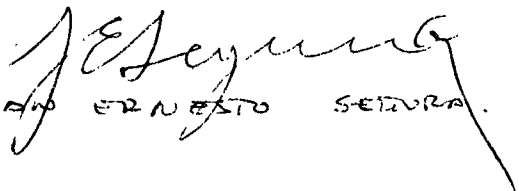
/...

21.a.

DECLARACIÓN

YO, JUAN ERNESTO SECURA ARVILAR,
CARNET 5744809, STRO, QUE EN EL
PERIODO QUE HE ESTADO DETENIDO NUNCA
HE FIRMADO UN DOCUMENTO EN EL QUE
YO SEA NOMBRADO AGENTE AUXILIAR DE
INTELEGENCIA NI MENOS UN DOCUMENTO
QUE ME COMPROMETA CON EL GOBIERNO, O CON
EL TRABAJO O COLABORACION CON ALGUN
APARATO DE SEGURIDAD.

FECHA. = SEPTIEMBRE. 1976


JUAN ERNESTO SECURA. ARVILAR.

DECLARATION

Je soussigné, José Miguel Moya Raurich, titulaire de la carte d'identité No 6 611 061 de la circonscription de Santiago, déclare que : nul ne m'a jamais contraint à signer un document faisant de moi un agent des services de renseignement (DINA), et moins encore un document me liant au gouvernement ou à un quelconque service de sécurité.

C'est en toute liberté et sans contrainte aucune que j'ai fait la présente déclaration.

Santiago, septembre 1976

(Signé) José Moya Raurich

/...

21. a.

Declaración

Yo, José Miguel Moya Raurich, carnet de identidad 6611061 de Stgo, declaro que: nunca se me ha obligado a firmar documento alguno, en el cual yo pase a ser agente de un servicio de inteligencia (SIMA), ni me nos algún documento que me comprometa con el gobierno o con algún aparato de seguridad.

Dento esta declaración en forma libre, sin que se me haya ejercido apremio alguno.


Nombre y Firma

José Moya Raurich

Santiago, Septiembre 1976

Annexe 30

Texte de l'article publié le 17 septembre 1976 dans le
journal genevois "Voix Ouvrière", où il est rendu compte
d'une conversation téléphonique entre le maire de Naples
et le détenu Luis CORVALAN

/...

Pré-Hérôme 6 Tél. 20 63 36
Case postale 228
1211 GENEVE 4

Chauderon 5 Tél. 22 86 94
1803 LAUSANNE

Versois 7 Tél. 23 14 86
Case postale 221
7301 LA CHAUX-DE-FONDS

CCP Genève 12 - 9325

GENEVE 1A - No 214

VENDREDI 17 SEPTEMBRE 1973


52e année - 70 ct.

VOIX OUVRIÈRE

QUOTIDIEN POLITIQUE ET D'INFORMATION

ORGANE DU PARTI SUISSE DU TRAVAIL

et



Une batterie
«Urania» assure
un démarrage
immédiat
**ESCHLER-
URANIA**
7 rue de St Julien
1221 CAROLGE
Tél. 43 64 05
Succursale: 31-33, rue des Deux-Points
1A1 29 52 82 - La Jonction - Genève

Luis Corvalan a eu soixante ans

A cette occasion, le nom du Parti suisse du Travail, le président Vincent lui a adressé par télégramme des félicitations amicales et chaleureuses et plus l'engagement de tout faire pour sa libération et celle des camarades chiliens emprisonnés.

Luis CORVALAN, secrétaire du FAL communiste chilien, a été arrêté aussitôt après le coup d'Etat de la junte militaire de Pinochet et il est actuellement détenu dans la prison de « Tres Alamos ».

Fait très intéressant et significatif, le maire de Naples, le syndic Maurizio Valentini, les vigiles urbains les journaux - ceux du Parti et de la « VO » - à Genève) a réagi après beaucoup d'efforts, à l'endroit Luis Corvalan au

TELEPHONE. La conversation a eu lieu devant les assesseurs du maire Valentini, les syndics urbains, les journalistes, les techniciens radio et TV, très vivement émus par ces premières nouvelles directes et à l'issue de la voix de Corvalan.

Celui-ci a déclaré entre autres répondre aux vœux chaleureux que Valentini lui transmettait en son nom, au nom des communistes italiens et au nom de sa fille Viviana présente au Festival de l'«Unità» à Naples:

« Je suis bien, je cherche à soigner les maux de l'âge, je n'entends pas laisser mes ex. Je te prie de saluer Enrico, Luigi, Giancarlo et aussi M. Zaccagnini (secrétaire général de la Démocratie chrétienne) et de remercier tous les amis pour ce qu'ils font pour nous ».

Comme Valentini lui répétait: « Nous ferons tout pour la liberté et pour celle de tous les autres camarades ». Corvalan a répondu: « Des vœux à tous pour l'avoir. A ton grand merci et une accolade ». A quoi, Valentini a répondu en terminant: « Nous tous qui voulons te voir rapidement ici, t'embrassons, merci Corvalan! Reste fort ».

La conversation qui a eu lieu le 14 septembre a duré six minutes dans une atmosphère de grande émotion.

C'est la première fois qu'un dirigeant éminent du PC chilien très populaire et très aimé par son peuple a pu se faire entendre directement par téléphone. Le fait est d'importance et de nature à encourager tous ceux, innombrables, qui luttent pour la libération des milliers de prisonniers politiques enfouis dans les geôles chiliennes.

RFA

Annexe 31

Texte des arrêts de la Cour d'appel de Santiago et de la Cour suprême de justice du Chili concernant les recours d'amparo formés au nom de MM. Eugenio VALASCO et Jaime CASTILLO

Arrêt de la Cour d'appel de Santiago

Santiago, le 17 août 1976

Considérant que :

Les avocats, MM. Héctor Valenzuela Valderrama, Adolfo Zaldívar Larraín, Narciso Irureta Aburto et Guillermo Videla Vial, ont présenté, au feuillet 1, un recours d'amparo au nom de M. Jaime Castillo Velasco, ce dernier ayant été arrêté à son bureau le 5 du mois d'août en cours vers 17 h 15. Au feuillet 3, M. Valenzuela et Videla présentent également un recours d'amparo au nom de M. Eugenio Velasco Letelier, avocat, lequel aurait été arrêté le même jour, à la même heure, au moment où il entrait dans le bâtiment où est situé son bureau, face aux tribunaux de justice, par des personnes vêtues en civil, qui ne se sont pas identifiées, n'ont produit aucun mandat et l'ont obligé à monter dans une automobile. Aux feuillets 8 et 9, il a été demandé - par l'un des requérants - que l'examen des recours porte également sur l'ordre d'expulsion du territoire national des requérants, en sollicitant de la Cour qu'elle "déclare l'irrégularité du décret d'expulsion et ordonne au gouvernement de faire rentrer les requérants dans le pays ou, à titre subsidiaire, d'ordonner que toutes les mesures qui pourraient les empêcher de rentrer au Chili soient rapportées". Il est présenté au feuillet 29 copie du décret extraordinaire No 2188 du Ministre de l'intérieur ordonnant l'arrestation de MM. Velasco et Castillo et leur détention au centre de Tres Alamos; il est soumis aux feuillets 24 et 26 copie des décrets Nos 826 et 827 des Ministres de l'intérieur et de la défense nationale ordonnant à la Dirección general de Investigaciones (Direction générale des recherches) d'expulser les deux intéressés du territoire national et au Service de l'état civil et de l'identification de leur délivrer des passeports.

Aux feuillets 23 et 25, le Ministre de l'intérieur communique que les deux intéressés ont été arrêtés en vertu du décret extraordinaire No 2188 du 6 août et que leur mise en liberté a été ordonnée par le décret extraordinaire No 2189, de même date. Il ajoute que les intéressés ont été expulsés en vertu des dispositions de décrets Nos 826 et 827 du 5 du mois en cours, cette expulsion étant nécessitée par l'intérêt supérieur de la sécurité de l'Etat.

Il est présenté aux feuillets 12 et 13 des rapports dans lesquels le Préfet chargé du service des recherches dans la zone métropolitaine indique que les deux intéressés ont été arrêtés et expulsés du territoire national en vertu des dispositions des décrets susmentionnés. Il ajoute que l'expulsion a eu lieu sur le vol No 125 de la compagnie LAN Chile, qui est parti pour Buenos Aires de l'aéroport de Pudahuel à 18 h 10 le vendredi 6 du mois en cours.

/...

Ayant entendu les conclusions des avocats des parties et examiné les pièces;
et considérant :

1. Que les recours d'amparo, dans la mesure où ils concernent l'ordre d'arrestation de MM. Jaime Castillo Velasco et Eugenio Velasco Letelier, auquel ils se rapportaient exclusivement à l'origine, ont maintenant perdu toute importance vu que le décret extraordinaire ordonnant leur arrestation a été privé d'effet par un autre décret pris le même jour, et que la mise à exécution de la mesure d'expulsion décrétée contre les deux intéressés suppose implicitement que la police a le pouvoir de les détenir, et qu'il n'y a donc lieu de déterminer que si les décrets d'expulsion satisfont aux conditions prescrites par la loi en l'occurrence, ce qu'a sollicité la défense des requérants lorsqu'elle a demandé que les recours soient considérés comme tendant à la révision desdites mesures administratives;

2. Qu'en vertu du décret-loi No 1369, en date du 11 mars de l'année en cours, le territoire chilien se trouve en état de siège au niveau de sécurité intérieure, lequel peut être proclamé - comme prévu à l'article 6 du décret-loi No 640 de 1974 - en cas de troubles intérieurs provoqués par des forces rebelles ou séditieuses non organisées.

3. Que l'article 2 du décret-loi No 81, tel qu'il a été modifié par le décret-loi No 684, stipule qu'"en cas de proclamation de l'état de siège comme prévu à l'article 6 du décret-loi No 642 de 1974, et quand l'intérêt supérieur de la sécurité de l'Etat l'exige, le gouvernement peut, par un décret fondé en droit, revêtu des signatures des Ministres de l'intérieur et de la défense nationale, décréter l'expulsion ou l'exil du pays de certaines personnes, qu'il s'agisse d'étrangers ou de ressortissants. Les personnes faisant l'objet d'une mesure d'expulsion ou d'exil du pays, peuvent choisir librement leur pays de destination".

4. Que le paragraphe 17 de l'article 72 de la Constitution politique de l'Etat et le paragraphe 14 de l'article 10 du décret-loi No 527 de 1974 stipulent que la proclamation de l'état de siège confère seulement au Président de la République le pouvoir de transférer des personnes d'un département à un autre et celui de les assigner à domicile ou de les détenir dans des lieux autres que des prisons ou des établissements destinés à la détention ou à l'incarcération de délinquants de droit commun;

5. Qu'en conséquence, le décret-loi No 81 confère au gouvernement, pendant la durée de l'état de siège, un pouvoir différent de ceux qui sont visés dans les dispositions constitutionnelle et légale mentionnées au considérant précédent.

Le décret-loi No 527 de 1974 stipule à son article 4 que la Junte de gouvernement exerce, au moyen de décrets-lois, le pouvoir constituant; d'autre part, le décret-loi No 788, en date du 4 décembre 1974, prévoit à son article premier que les décrets-lois édictés jusqu'à cette date par la Junte de gouvernement, dans la mesure où ils ne sont pas contraires ou dérogoires à une quelconque règle de la Constitution politique de l'Etat, ont eu et conservent

/...

le caractère de normes portant modification, que ce soit expressément ou tacitement, partiellement ou totalement, de la disposition correspondante de la Constitution.

Il a été allégué à l'audience que le Pacte des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques, qui stipule que nul ne peut être expulsé de son propre pays, constituant un traité pour avoir été ratifié par notre gouvernement en février 1972 et pour être en vigueur depuis le 22 mars de l'année en cours, doit prévaloir sur la législation nationale et a donc eu pour effet de déroger à l'article 2 du décret-loi No 81. Il y a lieu de relever qu'il s'agit ici d'une matière qui, se rapportant à une règle de caractère constitutionnel, n'a pas les effets qui lui sont attribués.

6. Que s'agissant de la compétence de la Cour de connaître des recours d'amparo dirigés contre les décisions du gouvernement ordonnant une expulsion du pays, il y a lieu de noter ce qui suit :

La Constitution garantit à tous les habitants de la République, comme il est prévu au paragraphe 15 de l'article 10, "la liberté de demeurer en un lieu quelconque de la République, de se déplacer d'un point à un autre ou de quitter le territoire sous réserve de l'observation des règlements de police, et dans tous les cas, des droits d'autrui". En outre, nul ne peut être détenu, jugé, incarcéré ou transféré hors de son lieu de résidence, si ce n'est conformément aux modalités prescrites par les lois.

Par ailleurs, l'article 16 de la Charte fondamentale dispose que tout individu qui se trouve détenu, jugé ou emprisonné pour une violation des dispositions des articles précédents peut, lui-même ou par l'intermédiaire d'une personne agissant en son nom, recourir au magistrat indiqué par la loi pour demander l'observation des formalités légales.

Dans la première des dispositions mentionnées, l'idée de détention est opposée à la notion de liberté garantie par la même disposition, à savoir le droit de demeurer en un lieu quelconque de la République, de se déplacer d'un point à un autre ou de quitter le territoire. Le terme "détention" doit donc être entendu dans son sens large; c'est ainsi que l'a interprété notre instance la plus élevée dans divers arrêts (Gac. 1932, T.1, p. 222, Rev.T.50, p. 271, etc.); c'est également ce qui a été établi dans la décision de 1932 délimitant la portée des recours d'amparo.

A cet égard, il y a lieu de relever que l'expulsion du pays commence par une privation de liberté dans le pays et s'exécute en empêchant la rentrée sur le territoire, ce qui équivaut à maintenir une situation privative du droit, reconnu par la Constitution, de demeurer et de se déplacer dans les limites géographiques de la nation.

/...

Une telle conception large est, de plus, complètement conforme à la finalité du recours d'habeas corpus, moyen de garantir la liberté individuelle face au pouvoir de l'Etat.

Le fait que le Code de procédure pénale réglemente ce recours dans le contexte de la détention ou de l'emprisonnement dans leur sens judiciaire strict n'est pas incompatible avec ce qui vient d'être dit car, s'agissant des peines privatives ou restrictives de liberté autres que la détention ou l'emprisonnement décrétées par l'autorité, l'amparo a une origine constitutionnelle.

7. Ce qui vient d'être exposé n'est pas incompatible non plus avec les dispositions de l'article 4 de la Constitution politique et des articles 4 et 5 du Code organique des tribunaux. L'article 4 de la Constitution politique dispose qu'aucun magistrat ne peut s'arroger d'autorité ou de droits autres que ceux qui lui ont été expressément conférés par l'autorité ou les lois, et c'est la Constitution elle-même, à son article 16, qui octroie spécialement aux tribunaux le droit de connaître et de juger des recours d'amparo.

Bien que l'article 4 du Code organique des tribunaux interdise au pouvoir judiciaire de s'immiscer dans les attributions des autres branches de l'Etat, et d'une façon générale, d'exercer des fonctions autres que celles qui sont prévues aux articles précédents, il n'en demeure pas moins que l'article 3 de ce même Code dispose précisément que les tribunaux ont en outre les pouvoirs conservatoires qui sont conférés à chacun d'eux dans les différents titres du Code, et qu'au paragraphe 4 de son article 63, le Code donne à la présente Cour la compétence de connaître en première instance des recours d'amparo, compétence qui - comme cela a été consacré par la doctrine et reconnu par le constituant en 1925 - est un pouvoir conservatoire destiné à sauvegarder les libertés publiques.

L'action d'amparo est donc une affaire judiciaire à régler sur le plan temporel dans les limites du territoire de la République; la compétence des tribunaux de justice d'en connaître est donc légitimée par l'article 5 dudit Code organique.

8. Que les décrets d'expulsion Nos 826 et 827 se trouvent fondés sur une circonstance qui les justifie, qu'ils ont été signés par les Ministres de l'intérieur et de la défense nationale, et qu'ils ont été sanctionnés par le Contrôleur général de la République. Ils ont donc été édictés dans un cas prévu par la loi et conformément aux formalités légales définies dans le décret-loi No 81 susmentionné.

9. Que l'on a constaté à l'audience la régularité des décrets d'expulsion du fait qu'ils n'indiquaient pas les faits et les considérations dont il avait été tenu compte pour déterminer que les intéressés constituaient un danger pour la sécurité nationale, mais qu'il n'existe aucune règle imposant la mention de ce type de motivation, un fondement étant suffisant pour en établir la validité; au sens où ce terme est utilisé dans l'expression en question, il suffit de donner la principale raison dont on prétend étayer la décision : dans le cas de décisions,

cette condition se trouve pleinement remplie dès lors qu'elles indiquent les textes légaux accordant le droit invoqué et la situation autorisant la mesure prise, de sorte qu'il est excessif d'exiger une autre motivation, particulièrement s'agissant de justifier les fins recherchées.

10. Du fait qu'il est établi que les décrets en question remplissent les conditions légales, la présente Cour n'a pas à examiner la régularité des ordres d'expulsion du point de vue des raisons dont l'exécutif a tenu compte pour parvenir à la conclusion que le séjour des requérants au Chili constituait un danger pour la sécurité de l'Etat : cette qualification relève en effet de la compétence du gouvernement, dans l'exercice de ses pouvoirs privatifs, au cours de la situation d'urgence dénommée état de siège.

11. Que l'affirmation selon laquelle les intéressés n'auraient pas reçu la possibilité de choisir librement leur lieu de destination a été contestée par le représentant du gouvernement, qui a fait valoir que les requérants avaient rejeté l'offre qui leur avait été faite à ce sujet, et que, faute de preuves, l'on ne peut retenir cette affirmation.

Pour ces raisons, et considérant en outre les dispositions de l'article 306 du Code de procédure pénale, les recours d'amparo formés au nom de Eugenio Velasco Letelier et Jaime Castillo Velasco aux feuillets 1, 3, 8 et 9, dans la mesure où ils sont interjetés contre le décret extraordinaire d'arrestation et les décrets d'expulsion du territoire national, sont rejetés.

Le présent arrêt est prononcé malgré le vote négatif du juge Galecio, lequel a été partisan de faire droit aux recours d'amparo dans la mesure où ceux-ci tendaient à ce que les décrets d'expulsion de MM. Jaime Castillo et Eugenio Valesco soient privés d'effets et à ce que ces derniers soient autorisés à rentrer dans le pays. Il n'accepte pas, dans la décision de la majorité, le premier considérant, le dernier paragraphe du cinquième considérant, ni les conclusions figurant aux huitième, neuvième, dixième et onzième considérants. Il tient à cet égard à consigner l'opinion dissidente suivante :

1. Les dispositions constitutionnelles et légales visées au cinquième considérant du présent arrêt ne permettent pas de conclure que le décret-loi No 81 a un caractère constitutionnel. En tout état de cause, le seul effet que ledit décret-loi pourrait avoir sur le paragraphe 17 de l'article 72 de la Constitution au cas où il serait considéré comme étant une règle portant tacitement et partiellement modification de cette disposition constitutionnelle, serait de supprimer le caractère limitatif des mesures qu'il permet de prendre pendant l'état de siège, vu qu'il permet également d'expulser certaines personnes du territoire national; toutefois, dans la mesure où il réglemente cette matière, ce décret-loi continue d'avoir un simple caractère légal et ne relève pas du domaine normatif de la Constitution. Le défaut de compétence de la présente Cour d'analyser les effets dérogatoires que la défense de l'un des requérants donne au Pacte des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques à propos dudit article 2 du décret-loi No 81 ne peut donc provenir du fait que cette règle a un caractère constitutionnel dans sa totalité : elle ne l'a en effet que de manière restreinte - et seulement dans la mesure où elle a introduit pendant l'état de siège un pouvoir nouveau précédemment exclu par la Constitution - en ce sens qu'elle aurait partiellement modifié une règle constitutionnelle.

/...

2. Le décret extraordinaire ordonnant la détention de MM. Velasco et Castillo au centre "Tres Alamos" a été pris et exécuté hors des cas prévus par la loi.

Il ressort du texte desdits décrets et des rapports du Préfet chargé des recherches comme du Ministre de l'intérieur que l'expulsion du territoire national des deux avocats a été décrétée le 5 août et que leur arrestation a été ordonnée le lendemain, au moyen desdits décrets extraordinaires pour donner effet à cette mesure. C'est également ce qu'a assuré la défense du gouvernement à l'audience et c'est aussi ce qui ressort de l'enchaînement des circonstances.

Or, il n'existe aucune disposition légale autorisant l'utilisation à cette fin des mesures prévues au paragraphe 17 de l'article 72 de la Constitution, au paragraphe 14 de l'article 10 du décret-loi No 527 et à l'article premier du décret-loi No 228. Une telle arrestation ne peut être décrétée que pour être exécutée au domicile même des personnes visées, en des lieux du territoire national autres que des prisons ou pour transférer des personnes d'un point à un autre du territoire national. Ces mêmes règles excluent expressément toutes autres fins dans l'exercice de ce pouvoir. Il en découle que le décret extraordinaire ne pouvait ordonner une arrestation au centre "Tres Alamos" pour emprisonner en fait les requérants et les expulser sans autre procédure du territoire national. En revanche, si ce décret a effectivement été pris pour que les intéressés soient arrêtés en ce lieu, on ne peut que conclure que le Service de recherches s'est servi de l'ordre d'arrestation émanant du Ministre de l'intérieur non pour l'exécuter conformément à l'objet précis qui était indiqué dans son texte, mais pour conduire directement les intéressés jusqu'à l'avion qui devait les faire sortir du pays. Dans le premier cas, l'infraction à la loi réside dans le fait que l'ordre a été émis à une fin autre que celles qui sont prévues par la loi et, dans le deuxième, dans l'action des autorités de police; cette infraction existe cependant dans l'un et l'autre cas.

3. Les décrets d'expulsion ont été pris en violation des formalités prescrites par le décret-loi No 81 : celui-ci dispose que le décret d'expulsion doit être fondé, mais cette formalité ne paraît pas avoir été véritablement remplie.

Fonder signifie "étayer une chose par des motifs et des raisons". La simple mention de règles ne se rapporte qu'au pouvoir ou à la compétence d'agir d'une manière déterminée; cependant, comme le décret exprime la volonté du gouvernement, le fondement ne doit pas seulement renvoyer à sa compétence d'expulser des personnes, mais également aux éléments qui légitiment la mesure.

Bien que la séparation des pouvoirs législatif et exécutif ne se soit pas encore faite avec netteté au cours du processus de formation des institutions que traverse actuellement la République - et cela est naturel - une loi une fois promulguée cesse de relever exclusivement des pouvoirs de l'autorité qui l'a édictée, et elle appartient à la nation tout entière; c'est pourquoi elle doit être respectée tant par les autorités que par les gouvernés. Si le décret-loi No 81 exige que les décrets d'expulsion soient fondés, il faut que tel soit bien le cas dans la réalité et pas seulement en apparence.

/...

L'affirmation selon laquelle les requérants "constituent un danger pour la sécurité intérieure de l'Etat" ne suffit pas à fonder la mesure car elle n'établit pas pourquoi, pour quels actes ou pour quelles activités - ou pour quelle catégorie d'actes ou d'activités - ils doivent être considérés comme si dangereux pour la sécurité de l'Etat que leur expulsion doit être considérée comme légitime. Quand la loi exige que le décret soit fondé, il ne suffit pas de faire allusion à des faits qui se trouvaient en possession du Ministère de l'intérieur, car la motivation du décret n'a manifestement pas pour motif de convaincre de sa légitimité, ceux qui l'édicte, mais plutôt ceux qui doivent l'obéir et, en dernier ressort, ceux à qui le décret-loi No 81 lui-même a reconnu le droit d'apprécier les motifs de l'autorité publique dans l'exercice de ses pouvoirs discrétionnaires, afin d'écarter toute possibilité que ceux-ci soient exercés arbitrairement, c'est-à-dire sans rapport avec les fins recherchées par la loi.

Les décrets d'expulsion ont été soumis, sans objections, à la procédure de "sanction" par le Contrôleur général de la République; il n'en demeure pas moins que ce n'est pas à cet organe qu'incombe la sauvegarde de la liberté individuelle; c'est à ce tribunal qu'il appartient de décider si, en l'occurrence, les formalités légales ont été respectées et ce, aux fins que l'on a mentionnées.

Enfin, le vice de forme que l'on a relevé fait qu'il est inutile d'examiner si la Cour a compétence pour passer en revue les motifs de l'autorité dans le cadre de recours d'amparo formés contre des pouvoirs exercés pendant l'état de siège; en revanche, il ne fait aucun doute que le respect des conditions de forme peut être contrôlé de cette manière.

4. La conclusion fondée sur le deuxième considérant de la présente opinion ne se trouve aucunement affectée par le fait que le décret d'expulsion suppose implicitement un ordre d'arrestation - celui-ci étant naturellement nécessaire à son exécution - car, en fait, la détention a eu lieu dans les conditions indiquées par le gouvernement. Elle ne se trouve aucunement affectée non plus par l'annulation ultérieure du décret d'arrestation si c'est ce dernier qui a conduit à l'expulsion, car l'expulsion fait disparaître la liberté de demeurer sur le territoire national.

5. L'expulsion a eu lieu en violation des conditions prévues par le décret-loi No 81, qui prévoit que les personnes "faisant l'objet d'une mesure d'expulsion ou d'exil du pays peuvent choisir librement leur pays de destination".

Il ressort des faits que Castillo et Velasco ont été arrêtés par des agents du Service de recherches chargés d'exécuter l'ordre sans autre procédure et qu'ils ont immédiatement été emmenés de force, dans deux automobiles, à l'aéroport où les attendait un avion de la compagnie LAN qui a décollé à 18 h 10, c'est-à-dire 55 minutes à peine après l'arrestation.

Le droit de "choisir librement" le pays de destination signifie que l'autorité chargée de l'expulsion a le devoir de donner à l'intéressé la possibilité raisonnable de faire ce choix, qui ne peut être libre si l'intéressé se trouve soumis à des pressions, et qui n'est pas libre non plus si le lieu de destination a été préalablement fixé par l'autorité même qui exécute le décret. Il n'y a pas de choix s'il n'y a pas de possibilité d'opter; de plus, le choix n'est pas libre

/...

s'il n'est pas donné la possibilité de réfléchir à la décision. De ce double point de vue, les agents chargés d'exécuter l'ordre ont donc violé la disposition légale qui limite les pouvoirs de l'autorité dans la mesure où ce n'est pas celle-ci, mais l'intéressé, qui a essentiellement le droit de choisir.

On ne peut pas prétendre que les intéressés ont renoncé à cette faculté si, lorsqu'ils ont été arrêtés et conduits à l'aéroport, ils ont protesté contre l'arrestation et refusé de lire les ordres qui - selon ce que l'on a dit - leur ont été communiqués, car une telle renonciation, pour en être véritablement une et être valable, doit provenir de la libre volonté de l'intéressé ou pouvoir être considérée comme une renonciation tacite pouvant être déduite de faits résultant d'un libre arbitre.

6. Les raisons indiquées dans les trois derniers considérants conduisent à la conclusion qu'il existe trois causes pour lesquelles il devrait être fait droit au recours, comme prévu aux articles 16 de la Constitution et 306 du Code de procédure pénale.

A enregistrer et classer,
Dossier Nos 701 et 702

PRONONCE PAR MM. EDUARDO ARAYA ROJAS, RUBEN GALECIO GOMEZ ET SERGIO DUNLOP RUDOLFFI,
JUGES.

/...

Arrêt de la Cour suprême de Justice

Santiago, le 25 août 1976.

CONSIDERANT :

Qu'au premier alinéa du cinquième considérant de l'arrêt du 17 août du mois en cours, figurant au feuillet 61, il y a lieu de remplacer le mot "pouvoir" par les mots "pouvoir réglementé"; qu'au deuxième alinéa, il y a lieu de remplacer les mots "a el" par le mot "del" /sans objet en français/; qu'au même alinéa, après le chiffre "81", la virgule doit être remplacée par un point, et le reste du considérant supprimé, après les mots "il y a lieu de relever"; que la fin du neuvième considérant, à partir des mots "particulièrement s'agissant de justifier ...", doit être supprimée; qu'il y a lieu de supprimer les dixième et onzième considérants; et considérant en outre :

1. Que le Pacte relatif aux droits civils et politiques, adopté dans une résolution par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa vingt et unième session, le 16 décembre 1966, auquel se réfère le cinquième considérant dudit arrêt, n'a pas été promulgué comme loi de la République et qu'il ne peut par conséquent en droit constituer une dérogation à l'article 2 du décret-loi No 81 de 1973;
2. Que la compétence de connaître du présent recours d'amparo comprend celle d'apprécier les fondements du décret d'expulsion, ceux-ci devant constituer un de ses éléments, car il est indispensable de procéder à cette appréciation, comme cela a été fait, pour en déterminer la validité;
3. Qu'en admettant même qu'il n'ait pas été tenu compte, dans l'application du décret susmentionné, du droit des requérants de choisir leur lieu de destination, une telle omission n'en entraînerait pas la nullité car il s'agit d'un droit dérivé dudit décret et non pas d'un fait ou d'un élément en faisant partie intégrante; il ne s'agit donc pas d'un élément à prendre en considération pour évaluer le bien-fondé du recours;
4. Que les circonstances de fait qui auraient entouré l'exécution du décret d'expulsion, telles qu'elles sont exposées dans le recours, n'influent pas sur la régularité du décret, sans préjudice des droits qui pourraient être exercés devant la justice ordinaire;

Et conformément en outre aux dispositions de l'article 306 du Code de procédure pénale, l'arrêt du 17 août du mois en cours, tel qu'il figure au feuillet 61, est confirmé.

Il est pris acte de ce que MM. Retamal et Erbetta, juges, considèrent qu'il y a lieu de demander un nouveau rapport à MM. les Ministres de l'intérieur et de la défense nationale sur les fondements du décret d'expulsion, et que cette proposition a été rejetée par la majorité du tribunal, qui a estimé que cette démarche n'était pas nécessaire pour se prononcer sur le recours vu ce qui était exposé dans les considérants de l'arrêt.

/...

Il est noté que M. Retamal, juge, est d'avis que les actes de violence et mauvais traitements que MM. Velasco et Castillo attribuent à leurs détenteurs et l'impossibilité dans laquelle ces derniers les auraient mis de communiquer avec leur famille, de prendre leurs effets personnels et de se munir d'argent pour le voyage qui devait commencer à Pudahuel sont des faits sur lesquels la justice devrait enquêter, et qu'il propose à cette fin de charger la Cour d'appel de prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit fait une enquête sur lesdits faits. Il est également noté que le juge susmentionné ne s'associe pas à la dernière partie du quatrième considérant de l'arrêt.

A enregistrer et retourner.
No 20187

/Signé/ : José María Eyzaguirre
Rafael Retamal
Juan Pomés
Enrique Correa
Oswaldo Erbetta

SENTENCIA DE LA CORTE SUPREMA DE JUSTICIA

Santiago, veinticinco de Agosto de mil novecientos setenta y seis.

VISTOS:

En el acápite primero del fundamento 5º de la sentencia de diecisiete de Agosto último, escrita a fojas 61, se reemplaza la palabra " facultad", por la expresión " facultad condicionada"; en el párrafo segundo, se sustituye la locución " a el" por la contracción " del"; se suprime la parte final, desde donde dice : " Como puede advertirse...etc. "; y después del numeral " 81 ", se reemplaza el signo coma (,) por un punto (.); se elimina la parte final del considerando noveno, desde donde dice: "y menos aún en el ámbito...etc."; se suprimen los fundamentos 10º y 11, y se tiene, además presente;

1º.- Que, el Pacto de Derechos Civiles y Políticos, adoptado por resolución de la 21ª Asamblea General de las Naciones Unidas, el 16 de Diciembre de 1966, a que se refiere dicho fundamento quinto, no ha sido promulgado como ley de la República; y, por tanto, no puede servir de antecedente jurídico para sostener la derogación del art. 2º del Decreto Ley 81 de 1973.-

2º.- Que el conocimiento del presente recurso de amparo, comprende la facultad de ponderar los fundamentos del decreto de expulsión, porque constituyendo uno de sus requisitos, su estudio, como se ha hecho, resulta indispensable, para resolver su procedencia.-

3º.- Que, aún admitiendo que en el cumplimiento del referido decreto se hubiere preterido la facultad de los emparados para elegir el lugar de su destino, tal supuesta omisión no produce su ineficacia, porque se trata

de un derecho que de él deriva, y no de una circunstancia o elemento que lo integre; y, por lo tanto no afecta a la decisión del recurso.-

42.-Que las circunstancias de hecho en que se habría producido el cumplimiento del decreto de expulsión, según se dice en el recurso, no influyen en su decisión; sin perjuicio de los derechos que puedan ejercitarse ante la Justicia Ordinaria.-

Y, de conformidad, además, con lo dispuesto en el artículo 306 del Código de Procedimiento Penal, se confirma la sentencia de diecisiete de Agosto último, escrita a fs. 61.

Se deja constancia de que los Ministros señores Retamal y Erbetta consideran procedente requerir nuevo informe a los señores Ministros del Interior y Defensa Nacional sobre los fundamentos del decreto de expulsión, propuesta que fué rechazada por la mayoría del Tribunal, que estiman innecesaria la diligencia para fallar el recurso, dado lo expuesto en los considerandos de la sentencia.-

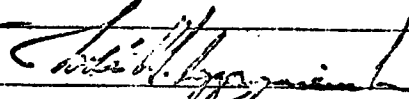
Se previene que el Ministro Sr. Retamal opina que los actos de violencia y el trato vejatorio que los señores Velasco y Castillo atribuyen a sus aprehensores y la imposibilidad en que los habrían puesto de comunicarse con su familia, recoger las cosas necesarias y premunirse de fondos para el viaje desde Pudahuel, son hechos que la Justicia debe investigar, para lo cual propone que se oficie a la Corte de Apelaciones a fin de que adopte las medidas concernientes a la investigación de tales hechos. Del modo dicho el mencionado Ministro disien-

te de la última parte del considerando cuarto del fallo.

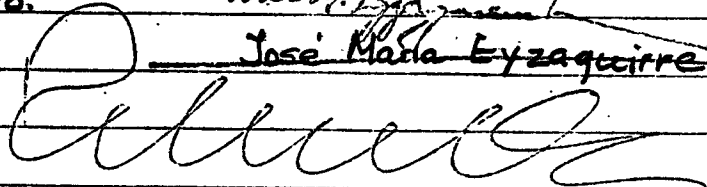
Regístrese y devuélvase.

n° 20184

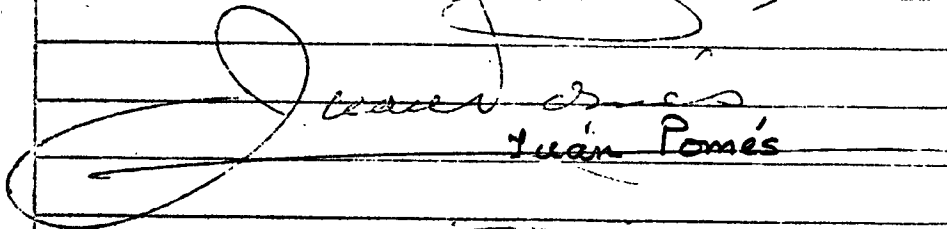
[Firmado:



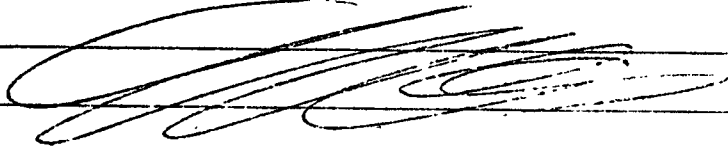
José María Eyzaguirre



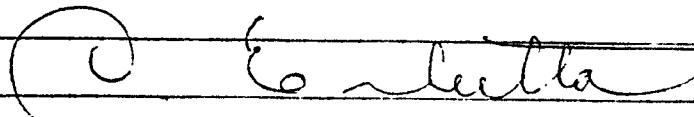
Rafael Retamal



Juan Pomés



Enrique Correa



Oswaldo Erbetta

Recursos de Amparo de Jaime Bustillo y
Argemiro Delator

Annexe 32

Réponse de la Cour suprême à la pétition d'un groupe de personnes
en date du 18 août 1976 reproduite à l'annexe 23 du rapport

Santiago, le 8 septembre 1976

CONSIDERANT :

Vu le caractère hétérogène des questions qui font l'objet des demandes contenues dans la requête, celles-ci feront l'objet d'un examen séparé.

a) En ce qui concerne l'amparo sollicité pour MM. Jaime Castillo et Eugenio Velasco, la Cour décide que la question n'est pas de son ressort mais de celui de la Chambre prévue à cet effet, laquelle s'est prononcée sur le problème le 25 août dernier.

b) En ce qui concerne l'adoption de mesures visant à mettre fin aux arrestations injustifiées ou opérées par des organismes non habilités par la loi à cet effet, la Cour décide que, s'agissant de mesures générales relevant des pouvoirs administratifs conférés au Pouvoir exécutif ou à ses organismes ou fonctionnaires pendant l'état de siège, elle n'est pas compétente pour donner des instructions, sans préjudice des décisions qu'elle pourrait rendre dans les recours particuliers dont elle serait saisie.

c) La Cour n'est pas davantage compétente en ce qui concerne la détention provisoire en des lieux inconnus; quant aux mises au secret, la Cour déclare qu'elle n'a pas à en connaître et qu'elle doit s'en tenir aux décisions qui ont été rendues ou qui doivent l'être sur les recours d'amparo qui ont été ou seront introduits.

Il est signalé que les juges Fyzaguirre, Ortiz et Retamal ont proposé d'ajouter à la fin de la phrase les mots suivants : "en vue de mettre fin à la mise au secret de certains détenus".

d) Quant aux interrogatoires effectués par des autorités ou des individus ne relevant pas du Pouvoir judiciaire, s'il s'agit d'interrogatoires destinés à permettre au Pouvoir exécutif d'exercer ses attributions qui lui sont conférées en vertu de l'état de siège, la Cour n'est pas compétente et s'il s'agit d'interrogatoires effectués par des services judiciaires, la question de la légalité de l'interrogatoire ne pourra être tranchée que dans les cas précis soumis dans les formes qui conviennent à l'examen des divers tribunaux compétents.

e) En ce qui concerne l'exécution hâtive de mesures administratives d'expulsion, dans le but d'empêcher les intéressés de présenter les recours juridiques pertinents, la Cour examinera le moyen légal d'établir des mesures et des normes sur le sujet.

/...

Décision prise malgré le vote dissident des juges Retamal et Aburto qui préconisaient de compléter par les dispositions pertinentes la décision de la Cour du 19 décembre 1932 relative au recours d'amparo.

f) Pour ce qui a trait aux mesures demandées pour éviter les retards apportés par les fonctionnaires à la communication des rapports dans les cas de recours d'amparo, la Cour signale aux pétitionnaires que des démarches ont depuis longtemps été entreprises auprès du Pouvoir exécutif pour y remédier; et que, dans chaque cas particulier, on réitère ces démarches lorsque cela se justifie en insistant sur l'urgence de l'acheminement des rapports.

Il est signalé que le juge Correa a préconisé, après le mot "retards" de remplacer les mots "apportés par" par les mots "dont se rendent coupables".

g) Quant à la demande visant à la suppression des irrégularités qui portent atteinte aux droits de l'homme et entravent le maintien du droit au Chili, la Cour agira comme il le convient dans les cas précis dont elle se saisira ou qui seront portés devant elle.

A classer.

D-2-76.

Rendu par le président José M. Eyzaguirre E., et par les juges M. Eduardo Ortiz S., Israel Bórquez M., Rafael Retamal L., Octavio Ramirez M., V. Manuel Rivas del C., Enrique Correa L., Osvaldo Erbetta V., Emilio Ulloa M. et Marcos Aburto O.

/...

//tiago, ocho de Septiembre de mil novecientos
setenta y seis.-

VISTOS:

Atendida la heterogeneidad de los asuntos que
son objeto de las peticiones de la solicitud precedente,
procede considerarlas separadamente.-

a) Resolviendo el amparo que se pide que se pres-
te a los señores Jaime Castillo y Eugenio Velasco, se de-
cide que no es del conocimiento del Tribunal, sino de la
Jala que hace el turno correspondiente, la cual pronunció
veredicto sobre el problema planteado el 15 de agosto úl-
timo.-

b) Respecto de la adopción de medidas para po-
ner término a las detenciones injustificadas, o por orga-
nismos no autorizados públicamente para el efecto por la
ley, se resuelve que, tratándose de medidas generales ati-
nentes a las facultades administrativas del Ejecutivo o de
sus organismos o funcionarios durante el estado de sitio,
este Tribunal no tiene jurisdicción para impartir instruc-
ciones, sin perjuicio de lo que resuelva en los respecti-
vos recursos concretos que se deduzcan.-

c) Sobre el tránsito de los arrestados por lu-
gares desconocidos, esta Corte carece asimismo de juris-
dicción; y relativamente a las incomunicaciones, se decla-
ra que no ha lugar y que debe estarse a los fallos pronun-
ciados o por pronunciarse en los recursos de amparo dedu-
cidos o que se deduzcan.-

Se previene que los Ministros señores Eyzaguirre,
Ortiz y Retamal estuvieron por agregar al final de la ora-
ción: "para poner término a la incomunicación de algunos//

//detenidos".-

d) En cuanto al interrogatorio de los detenidos por autoridades o individuos extraños al Poder Judicial, si se trata de interrogatorios destinados al ejercicio por el Ejecutivo de las facultades que le confiere el estado de sitio, no ha lugar, y si de interrogatorios por asuntos del orden judicial, sólo se puede resolver la inconducencia del interrogatorio en los casos concretos que se presenten a la consideración de los diversos Tribunales por la vía que corresponde.-

e) Respecto del cumplimiento precipitado de medidas administrativas de expulsión para impedir el ejercicio de los recursos judiciales pertinentes, el Tribunal estudiará la manera legal de establecer medidas y normas sobre la materia.-

Acordado en contra del voto, de los Ministros señores Batemal y Aburto quienes estuvieron por completar el Auto Acordado de 19 de Diciembre de 1932 que trata del recurso de amparo, con las disposiciones pertinentes.-

f) Relativamente a las medidas que solicitan para evitar la demora de los funcionarios en evacuar los informes correspondientes en los recursos de amparo, se hace saber a los peticionarios que se ha oficiado con mucha anterioridad al Ejecutivo para subsanar esa demora; y en cada caso particular se reiteran, cuando proceden, los informes con especial indicación de premura en su despacho;

Se previene que el Ministro señor Correa estuvo por intercalar después de la voz "demora" la frase "en que incurran".-

g) En cuanto a la petición de que se ponga //

//remedio a las irregularidades que vulneran los derechos humanos y están contrariando la vigencia del Estado de Derecho en Chile, se procederá como corresponda en los casos concretos que se conozcan o que se denuncien.-

Archivense.

D-2-76.

Pronunciada por el Presidente señor José M.

Eyzaguirre E., y por los Ministros señores M. Eduardo Or-

tíz S., Israel Bórquez M., Rafael Retamal I., Octavio Ra-

nírez M., V. Manuel Rivas del C., Enrique Correa L., Osvaldo

Erbetta y., Emilio Ulloa M., y Marcos Abanto.

Annexe 33

Curriculum vitae des membres de la Cour suprême du Chili

1. José María Eyzaguirre Echeverría

Président actuel de la Cour suprême, a commencé sa carrière en 1932 comme fonctionnaire de cinquième classe au greffe de la Cour suprême et il est promu à la première classe en 1935. En 1941 il devient rapporteur de la Cour d'appel et, en 1947, rapporteur de la Cour suprême. En 1951, il est nommé juge de la Cour d'appel de Santiago et, le 31 mars 1960, juge de la Cour suprême. Est Président de la Cour suprême depuis mai 1975 avec un mandat de trois ans.

2. Eduardo Ortiz Sandoval

A commencé sa carrière, en 1933, comme juge à Collipulli. En 1936, il est nommé juge à Llanquihue. En 1938, il devient rapporteur de la Cour d'appel de Valdivia puis, la même année, greffier du tribunal de Valdivia. En 1939, il est nommé rapporteur au tribunal de Chillán, en 1943, rapporteur à la Cour d'appel de Santiago; en 1946, il est nommé juge de la Cour d'appel de La Serena. En 1952, il devient juge de la Cour d'appel de Santiago. Il est juge de la Cour suprême depuis le 1er novembre 1961.

3. Israel Borquez Montero

A commencé sa carrière en 1935 comme greffier du tribunal de La Unión. En 1937, il est nommé juge à Castro. En 1941, il est juge à Magallanes. En 1946, il devient juge de la première chambre du tribunal civil de grande instance de Santiago. En 1953, il est nommé juge de la Cour d'appel de Santiago. Il est juge de la Cour suprême depuis le 1er novembre 1963.

4. Rafael Retamal López

A commencé sa carrière, en 1936, comme juge à Parral. En 1945, il est nommé juge à San Fernando. En 1949, il est promu juge de la deuxième chambre du tribunal pénal de grande instance de Santiago. A la fin de la même année, il est nommé juge de la troisième chambre du tribunal civil de grande instance de Santiago. En 1953, il devient juge de la Cour d'appel de Santiago. Il est juge de la Cour suprême depuis le 2 juin 1966.

5. Luis Maldonado Boggiano

A commencé sa carrière en 1933 comme juge à Puerto Natales. En 1934, il est nommé juge à La Unión. En 1937, il est juge à Aisén; en 1942, il est juge de la deuxième chambre du tribunal de Valdivia. En 1944, il est nommé rapporteur à la Cour d'appel de Chillán et, en 1946, rapporteur à la Cour d'appel de Santiago. En 1951, il devient juge de la Cour d'appel de Valdivia et, en 1953, juge de la Cour d'appel de Talca. En 1958, il est nommé juge de la Cour d'appel de Santiago. Il est magistrat de la Cour suprême depuis le 28 juin 1966.

/...

6. Octavio Ramirez Miranda

A commencé sa carrière, en 1933, comme greffier du tribunal de Traiguén. En 1938, il est promu juge de ce même tribunal. En 1946, il est nommé rapporteur à la Cour d'appel de Temuco et, en 1951, il exerce les mêmes fonctions à la Cour d'appel de Santiago. En 1953, il est nommé rapporteur de la Cour suprême. A partir du 1er janvier 1957, il devient juge de la Cour d'appel de Santiago. Il est juge de la Cour suprême depuis le 6 mars 1968.

7. Víctor Manuel Rivas del Canto

A commencé sa carrière, en 1920, comme fonctionnaire surnuméraire de la Cour d'appel de Concepción. Il est promu ensuite fonctionnaire de première classe au tribunal de Concepción, poste qu'il occupe du 15 janvier 1925 au 27 août 1926. En 1928, il est nommé greffier du tribunal de Collipulli. A la fin de la même année, il est nommé greffier du tribunal d'Angol; en 1930, il est greffier de la première chambre du tribunal de Temuco. En 1935, il est nommé procureur à Chillán et, quelques jours plus tard, rapporteur à la Cour d'appel de Temuco. En 1942, il est nommé procureur général à la Cour d'appel de Valdivia. En 1943, il exerce les mêmes fonctions à la Cour d'appel de Temuco et, en 1945, à la Cour d'appel de Santiago. Il est juge de la Cour suprême depuis le 2 octobre 1969.

8. Enrique Correa Labra

A commencé sa carrière, en 1929, comme greffier du tribunal de Chanco. En 1930, il occupe le même poste au tribunal de San Carlos et, en 1937, il est promu juge à Maullín. En 1939, il est nommé juge de la première chambre du tribunal d'Osorno puis en 1942 juge de la première chambre du tribunal de Valdivia. En 1946, il est promu juge de la Cour d'appel de Valdivia, en 1951, juge de la Cour d'appel de Chillán et en 1953, juge de la Cour d'appel de Valparaíso. Il est juge de la Cour suprême depuis le 30 décembre 1971.

9. Osvaldo Erbetta Vaccaro

A commencé sa carrière en 1939 comme greffier du tribunal de La Unión. En 1939, il est promu juge à La Unión. En 1942, il est nommé juge de la première chambre du tribunal d'Osorno et, en 1945, juge de la deuxième chambre du tribunal de Chillán. En 1959, il devient juge de la Cour d'appel de Chillán et en 1960 juge de la Cour d'appel de Santiago. Il est juge de la Cour suprême depuis le 7 mars 1974.

10. Emilio Ulloa Muñoz

A commencé sa carrière, en 1933, comme greffier du tribunal de Yungay. En 1938, il exerce les mêmes fonctions au tribunal de La Laja et, en 1942, à la troisième chambre du tribunal de Concepción. En 1948, il est nommé rapporteur de la Cour d'appel de Concepción et en 1953, rapporteur de la Cour suprême. En 1959, il devient juge de la Cour d'appel de Santiago. Il est juge de la Cour suprême depuis le 16 août 1974.

/...

11. Marcos Aburto Ochoa

A commencé sa carrière en 1945, comme juge du tribunal de première instance de San José de la Mariquina. En 1946, il est nommé greffier du tribunal de Magallanes et, la même année, juge à Quinchao. Quelques mois plus tard, il est nommé juge à Mulchén. En 1950, il est nommé greffier de la première chambre du tribunal de Valdivia. En 1952, il est nommé rapporteur de la Cour d'appel de Valdivia. En 1956, il devient procureur général puis en 1960, juge de la même instance. En 1964, il est nommé juge de la Cour d'appel de Santiago. Il est juge de la Cour suprême depuis le 7 janvier 1974.

12. Estanislao Zuñiga Collao

A commencé sa carrière, en 1937, comme juge à Chañaral. En 1942, il est nommé juge de la première chambre du tribunal d'Antofagasta. En 1951, il devient juge de la deuxième chambre du tribunal pénal de Santiago. En 1953, il est nommé juge de la Cour d'appel d'Iquique et, en 1961, juge de la Cour d'appel de Santiago. Il est juge de la Cour suprême depuis le 26 mai 1975.

13. Abraham Meersohn Schijman

A commencé sa carrière en 1943, comme greffier du tribunal de Puerto Varas; En 1945, il occupe le même poste à Anzol. En 1946, il est nommé juge à Curacautín puis, en 1950, à San Carlos. En 1951, il devient juge de la deuxième chambre du tribunal d'Osorno. En 1953, il est nommé rapporteur de la Cour d'appel de Valdivia, et la même année, rapporteur de la Cour d'appel de Santiago. En 1957, il est nommé juge de la quatrième chambre du tribunal de grande instance de Santiago. En 1964 il devient juge de la Cour d'appel de Santiago. Il est juge de la Cour suprême depuis le 17 septembre 1976.

/...

Annexe 34

Effectif des universités chiliennes

1. En 1975, les effectifs des universités chiliennes s'élevaient au total à 147 049 étudiants et se décomposaient comme suit :

UNIVERSIDAD DE CHILE	63 777
UNIVERSIDAD CATOLICA SANTIAGO	14 689
UNIVERSIDAD CONCEPCION	16 647
UNIVERSIDAD CATOLICA VALPARAISO	7 197
UNIVERSIDAD TECNICA SANTA MARIA	2 267
UNIVERSIDAD TECNICA DEL ESTADO	32 274
UNIVERSIDAD AUSTRAL	3 793
UNIVERSIDAD DEL NORTE	6 405

2. Pour 1976, les effectifs s'établissent comme suit :

UNIVERSIDAD DE CHILE	58 207
UNIVERSIDAD CATOLICA SANTIAGO	13 048
UNIVERSIDAD CONCEPCION	16 788
UNIVERSIDAD CATOLICA VALPARAISO	6 131
UNIVERSIDAD TECNICA SANTA MARIA	3 320
UNIVERSIDAD TECNICA DEL ESTADO	28 000
UNIVERSIDAD AUSTRAL	4 200
UNIVERSIDAD DEL NORTE	5 949

3. Les chiffres pour 1976 sont des chiffres préliminaires, en particulier dans le cas de l'U. de Concepción, de l'U. de Técnica del Estado et de l'U. Austral.

/...

Annexe 35

Décret No 19 du Ministère de l'éducation publique, en date du 14 janvier 1976. Il ressort à la lecture du texte intégral que l'interprétation de l'intervention de l'Etat dans toutes les initiatives culturelles qui est donnée dans le rapport est erronée

Le Ministère de l'éducation publique décrète que les initiatives d'origine publique ou privée en matière culturelle doivent être soumises, pour étude et révision, à la Commission consultative auprès du Ministre de l'éducation publique et du Conseiller culturel auprès de la Junte.

No 19. Santiago, le 14 janvier 1976. Considérant :

Qu'en date du 29 mai 1975, le Ministère de l'éducation publique et le Ministère de la justice, ont publié le décret No 457 portant création d'une commission d'étude et de réforme de la législation culturelle chargée de déterminer le cadre juridique du développement culturel du pays.

Qu'ultérieurement, le Ministère de l'éducation publique a pris le décret No 585 portant établissement des règles régissant la coordination entre le Ministre de l'éducation publique et le Conseiller culturel auprès de la Junte, de manière que tous deux, conformément à leurs objectifs et fonctions respectifs, déterminent la politique de développement culturel de l'Etat.

Que ce même décret porte création d'une commission de travail, responsable devant le Ministre de l'éducation publique et le Conseiller culturel et composée de fonctionnaires des deux cabinets intéressés et d'universitaires, chargée d'étudier les bases idoines et de proposer aux mandants précités les projets visant à multiplier et à encourager les activités culturelles et à assurer leur développement à l'échelon national.

Que les initiatives et les projets analysés ou proposés par ladite commission doivent être soumis au Ministre de l'éducation publique et au Conseiller culturel, lesquels peuvent les approuver ou les rejeter; dans le premier cas, ils doivent être présentés à la Commission d'étude et de réforme de la législation culturelle, créée en vertu du décret 457 susmentionné, aux fins de l'établissement en temps opportun de la législation appropriée.

Que l'expérience a prouvé qu'il est nécessaire de réglementer les travaux communs des deux commissions et de prolonger le mandat de la Commission d'étude et de réforme de la législation culturelle, et

Vu les dispositions des décrets-lois No 1 de 1973, 527 de 1974, 804 de 1974; le paragraphe No 2 de l'Article 72 de la Constitution politique de l'Etat, et le Décret du Ministère de la justice No 78 de 1975,

/...

Décète :

Article premier : Toutes les initiatives, d'origine tant publique que privée prises en matière culturelle, doivent être soumises tout d'abord, pour étude et révision, à la Commission consultative auprès du Ministre de l'éducation publique et du Conseiller culturel de la Junte.

Article 2 : Lors de ladite étude ou révision, la Commission susmentionnée peut demander à la Commission d'étude et de réforme de la législation culturelle, la collaboration qu'elle juge utile.

Article 3 : Lorsque le caractère des questions soumises à l'étude l'exige, et selon la phase des travaux, le Ministre de l'éducation et/ou le Conseiller culturel peuvent ordonner aux deux commissions de travailler conjointement.

Article 4 : Lorsque la Commission d'étude et de réforme de la législation culturelle, dans l'exercice des fonctions qui lui sont confiées, en vertu de l'Article premier du décret No 457, convient de proposer de nouveaux textes ou d'apporter des modifications aux textes existants en matière culturelle, elle doit analyser les nouveaux textes et les modifications conjointement avec la Commission consultative auprès du Ministre de l'éducation publique et du Conseiller culturel, à moins qu'il ne s'agisse de détails de nature expressément juridique ou réglementaire.

Article 5 : Les deux commissions procèdent en permanence à un échange périodique de renseignements, dont sont chargés les secrétaires respectifs.

Article 6 : La Commission d'étude et de réforme de la législation culturelle créée en vertu du décret No 457 a un caractère permanent.

Article 7 : Sans préjudice des règles communes énoncées dans le présent décret, chacune des commissions exerce ses fonctions conformément aux attributions spécifiques qui lui sont conférées en vertu de ses statuts.

Article 8 : Tous les trois mois à compter de la date de la promulgation du présent décret, les présidents des commissions établissent un rapport commun des activités entreprises et le présentent au Ministre de l'éducation publique et au Ministre de la justice, ainsi qu'au Conseiller culturel auprès de la Junte.

Pour authentification, communication, enregistrement et publication.

AUGUSTO PINOCHET UGARTE, Général d'armée, Président de la République.
Arturo Troncoso Daroch, contre-amiral, Ministre de l'éducation publique. Miguel Schweitzer Speisky, Ministre de la justice.

Transmis pour votre information. Salutations distinguées. Celia Pedreros Vergara, Sous-Secrétaire d'Etat suppléant à l'éducation publique.

/...

Ministerio de Educación Pública

DETERMINA QUE LAS INICIATIVAS DE ORIGEN PÚBLICO O PRIVADO RELACIONADAS CON ASUNTOS CULTURALES DEBEN SER SOMETIDAS A ESTUDIO Y REVISIÓN POR LA COMISIÓN ASESORA DEL MINISTRO DE EDUCACIÓN Y ASESOR CULTURAL DE LA JUNTA DE GOBIERNO

Núm. 19.— Santiago, 14 de Enero de 1976.— Considerando:

Que con fecha 29 de Mayo de 1975 se publicó el decreto N° 457, de los Ministerios de Educación y Justicia, constituyendo una Comisión de Estudio y Reforma de la legislación cultural, con miras a obtener un ordenamiento jurídico y adecuado al desenvolvimiento cultural del país.

Que con posterioridad se dictó el decreto N° 585, del Ministerio de Educación Pública, el que estableció las pautas de coordinación entre el Ministro de dicha Cartera y el Asesor Cultural de la Excm. Junta de Gobierno, a fin de que ambos, de acuerdo a sus finalidades y

funciones específicas, determinen la política de desarrollo cultural del Estado.

Que en ese mismo acto se designó una Comisión de Trabajo, dependiente del Ministro de Educación y el Asesor Cultural, e integrada por funcionarios de ambas reparticiones y las Universidades, con el objeto de estudiar las bases y proponer a sus mandantes ya indicados, los proyectos tendientes a desarrollar y estimular las actividades culturales, así como su extensión a nivel nacional.

Que las iniciativas y proyectos analizados o propuestos por esta Comisión, deben ser aprobados o rechazados por el Ministro de Educación y el Asesor Cultural, en cuyo primer caso, deben ser remitidos a la Comisión de Reforma de la Legislación Cultural, creada por el decreto 457, ya indicado, a fin de que esta última les dé la debida forma legal, cuando ello sea procedente.

Que la experiencia práctica ha demostrado que es necesario reglamentar el trabajo conjunto de ambas Comisiones, así como prorrogar el mandato de la de Reforma a la Legislación Cultural, y

Visto: lo dispuesto en los decretos leyes N°s. 1, de 1973; 527, de 1974; 804, de 1974; el Art. 72 N° 2 de la Constitución Política del Estado, y el decreto de Justicia N° 78, de 1975,

Decreto:

Art. 1°— Todas las iniciativas, tanto de origen público como privado que digan relación con asuntos culturales, deben ser sometidas en primer término a estudio y revisión de la Comisión Asesora del Ministro de Educación y Asesor Cultural de la Junta de Gobierno.

Art. 2°— Durante dicho estudio o revisión, la Comisión aludida podrá requerir la colaboración que estime pertinente a la Comisión de Reforma de la Legislación Cultural.

Art. 3°— Cuando la índole de los asuntos sometidos a estudio lo requiera y según sea la fase que esté cumpliendo, el Ministro de Educación y/o el Asesor Cultural, podrán disponer el funcionamiento conjunto de ambas Comisiones.

Art. 4°— Cuando la Comisión de Reforma de la

Legislación Cultural, en uso de las facultades que le confiere el Art. 1° del decreto N° 457, acuerde proponer nuevos textos o introducir modificaciones a los existentes en materias culturales, deberá analizar unos y otros conjuntamente con la Comisión Asesora del Ministro de Educación y del Asesor Cultural, a menos que se trate de detalles específicamente legales o reglamentarios.

Art. 5°— Deberá existir un intercambio permanente y regular de informaciones entre ambas Comisiones, de lo cual se encargarán los respectivos secretarios.

Art. 6°— La Comisión de Reforma de la Legislación Cultural creada por decreto N° 457 tendrá carácter permanente.

Art. 7°— Sin perjuicio de las normas comunes señaladas en el presente Reglamento, cada una de las Comisiones actuará de acuerdo a las atribuciones específicas que les confieren sus respectivos estatutos.

Art. 8°— Cada tres meses, a partir de la fecha de promulgación de este Reglamento, los presidentes de las Comisiones deberán emitir un informe conjun-

to de las actividades desarrolladas, el cual será presentado a los señores Ministros de Educación y Justicia, así como al Asesor Cultural de la Excm. Junta de Gobierno.

Tómese razón, comuníquese, regístrese y publíquese.
— AUGUSTO PINOCHET UGARTE, General de Ejército, Presidente de la República.— Arturo Troncoso Daroch, Contralmirante, Ministro de Educación Pública.— Miguel Schweitzer Speisky, Ministro de Justicia.

Lo que transcribo a Ud. para su conocimiento — Saluda Atte. a Ud. — Celia Pedreros Vergara, Subsecretario de Educación Pública subrogante.

Annexe 36

Texte de la note, datée du 15 octobre 1976, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans laquelle est reproduit le démenti du Département de l'opinion publique de l'archevêché de Santiago au sujet de déclarations attribuées au cardinal Don Raúl SILVA Henríquez et parues dans une publication européenne

No 1101/124

New York, le 15 octobre 1976

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de me référer à l'intervention de l'ambassadeur représentant permanent de Cuba à la séance plénière d'hier, dans laquelle il a fait allusion à des déclarations de l'archevêque de Santiago, le cardinal Don Raúl SILVA Henríquez, parues dans une publication européenne et qui, selon lui, devraient être distribuées comme document des Nations Unies.

Je me permets à ce propos de vous transmettre le communiqué officiel que le Département de l'opinion publique de l'archevêché de Santiago a publié, le 23 septembre dernier, au sujet desdites déclarations du cardinal :

"Des dépêches internationales rendent compte de prétendues déclarations que le cardinal Raúl SILVA Henríquez aurait faites à un pasteur évangélique de nationalité norvégienne. L'entrevue demandée par ledit pasteur a porté sur les problèmes qui touchent la communauté chrétienne évangélique du Chili.

Les idées de nature politique attribuées au cardinal représentent, tant par leur forme que par leur fond, une déformation totale de sa pensée, telle qu'elle s'exprime clairement dans les actes et les déclarations publics du pasteur chilien."

J'appelle votre attention sur ce qui précède conformément à la demande que vous avez personnellement formulée lors de ladite séance plénière qui a eu lieu hier.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération.

L'ambassadeur, représentant permanent,

(Signé) Ismaël HUERTA DIAZ

Vice-amiral

Son Excellence
Monsieur Kurt Waldheim
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies
New York
